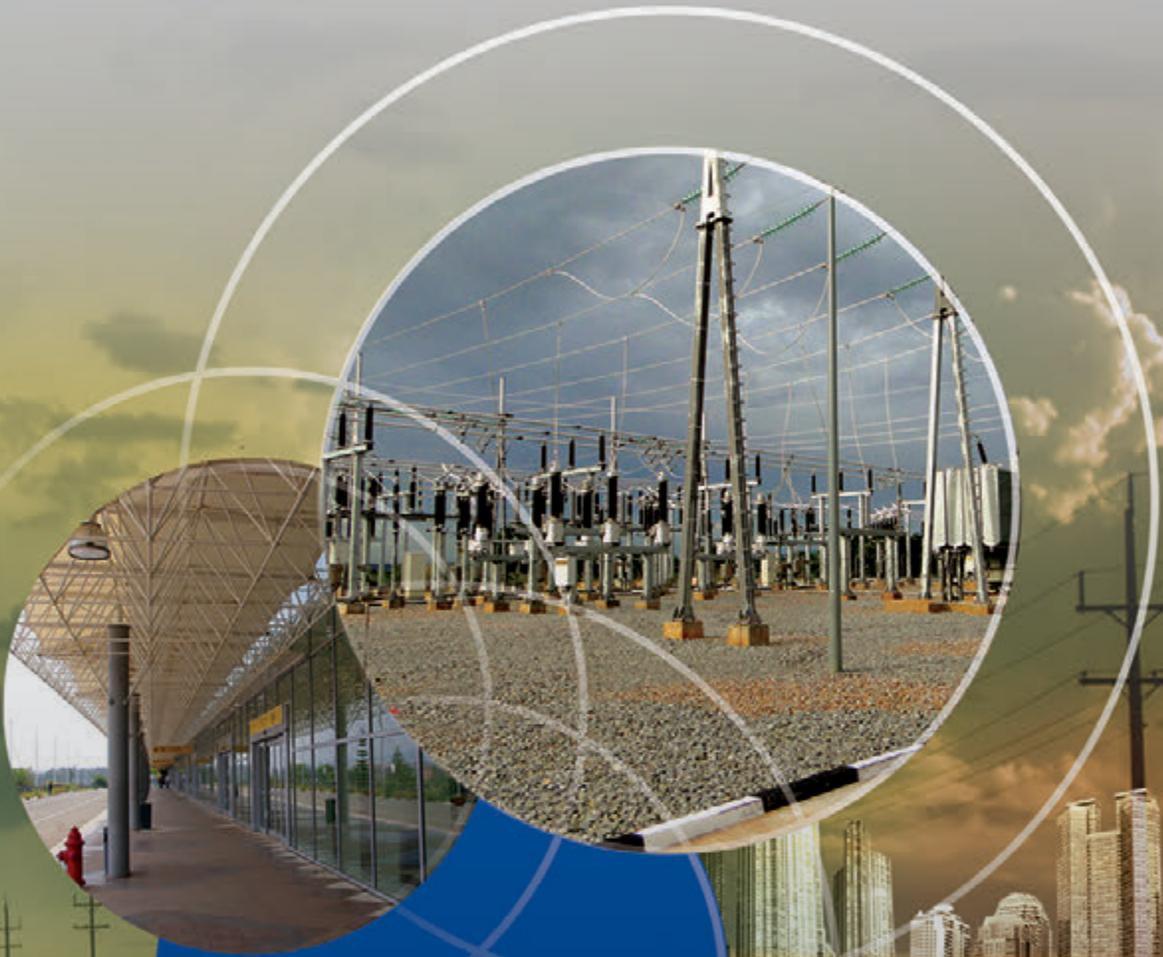




BANQUE ARABE
POUR LE DEVELOPPEMENT
ECONOMIQUE EN AFRIQUE



Rapport Annuel
2019

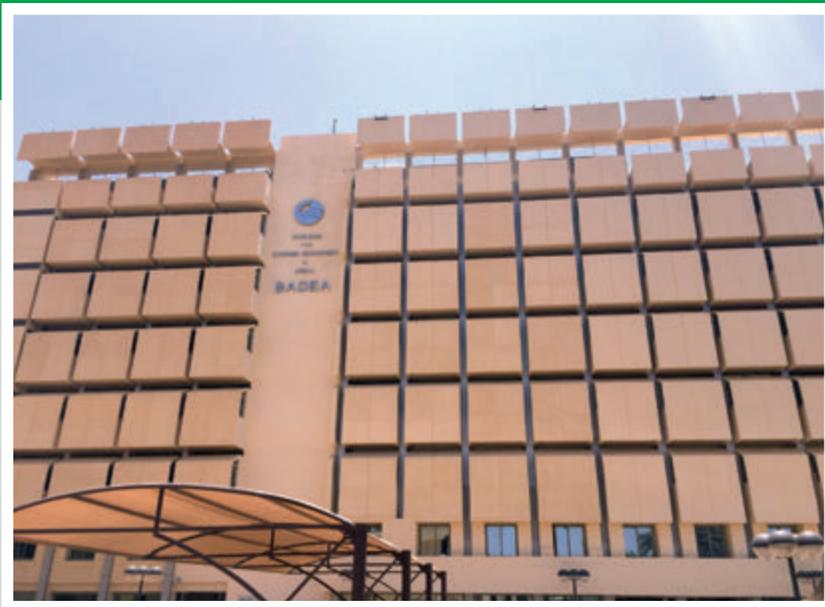


BANQUE ARABE

POUR LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE EN AFRIQUE

Rapport Annuel
2019





#BADEAbank



www.badea.org

CONTENUS

Données générales	4
Conseil des Gouverneurs.....	5
Conseil d'Administration	5
Lettre du Président du Conseil d'Administration au Président du Conseil des Gouverneurs ..	10
Principaux indicateurs de l'activité de la BADEA (2018 - 2019)	11
Aperçu de l'évolution économique mondiale.....	12
Première Partie : Activité de financement	20
Stratégie BADEA 2030	20
Aperçu du 8ième plan quinquennal (2020-2024)	21
Engagements Financiers de la BADEA en 2019.....	22
Engagements au titre des prêts du secteur public et leur répartition sectorielle....	22
Engagements au titre des prêts et leur répartition sectorielle.....	26
Financements du secteur privé.....	27
Financement des exportations arabes vers les pays africains.....	27
Opérations régionales	28
Opérations de l'assistance technique.....	28
Evolution des engagements et des décaissements	30
Opérations achevées en 2019	32
Signature des conventions	32
Contribution de la BADEA à l'allègement de la dette	32
Co-financement	32
Deuxième Partie : Description détaillée des opérations de développement	36
Projets du secteur public	36
Opérations du secteur privé et du commerce extérieur	50
Opérations d'assistance technique.....	53
Troisième Partie : Ressources Financières	70
Conclusion Générale du Rapport	75
Etats Financiers au 31 décembre 2019	78
Annexes	110

NB: Toutes les photographies contenues dans ce rapport représentent des exemples de projets et d'opérations d'assistance technique financés ou cofinancés par la Banque, dans les états africains bénéficiaires.



Données Générales

La Création

- ▶ La Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique (BADEA) a été créée conformément à la résolution de la Sixième Conférence du Sommet Arabe, tenue à Alger, le 28 Novembre 1973. Elle a commencé ses activités en mars 1975. Son siège permanent est à Khartoum, capitale de la République du Soudan. La Banque est une institution internationale dotée de la personnalité juridique et internationale pleine et entière et de l'autonomie administrative et financière. Elle est régie par les dispositions de son accord de création et par les principes du droit international. Elle est détenue par 18 états membres de la Ligue des Etats Arabes (LEA) signataires de l'Accord portant sa création le 18 février 1974.

l'Objectif et les missions

- ▶ La création de la Banque a pour objectif de contribuer à renforcer la coopération (technique et financière) entre les états africains et les états du monde arabe et de concrétiser la solidarité arabo-africaine et asseoir cette coopération sur des bases d'amitié et d'égalité
Pour atteindre cet objectif la Banque a reçu comme mission de:
 - Contribuer au financement du développement des pays africains non-membres de la Ligue des Etats Arabes.
 - Encourager la participation des capitaux arabes au développement économique africain.
 - Contribuer à la fourniture de l'assistance technique nécessaire au développement de l'Afrique

Les bénéficiaires de l'appui de la Banque

- ▶ 44 états, non arabes, de l'Afrique subsaharienne

Instances de gestion des activités de la Banque

Conseil des Gouverneurs

Le Conseil des Gouverneurs est l'instance suprême de la BADEA. Il se compose d'un Gouverneur et d'un Suppléant pour chaque état-membre de la BADEA. Les Gouverneurs sont en général les Ministres des Finances des pays membres. Il dispose de toutes les prérogatives. Il peut cependant déléguer toutes ou certaines de ses prérogatives au Conseil d'Administration, exceptées celles qui lui sont accordées de façon exclusive par les dispositions de la Convention créant la Banque, telles que l'augmentation du capital, la nomination du Directeur Général de la BADEA, l'approbation des états financiers à la fin de l'année, l'allocation du revenu net et l'interprétation et la modification de l'Accord de Création de la BADEA. Le Conseil des Gouverneurs se réunit une fois par an en session ordinaire.

Conseil d'Administration

Composé de onze membres, le Conseil d'Administration jouit des prérogatives nécessaires à la gestion de la Banque, à l'exception des prérogatives exclusives du

Ses attributions comprennent les tâches suivantes :

- Elaborer la politique de la BADEA et assurer le suivi de son exécution conformément aux dispositions de l'Accord de Création et aux orientations du Conseil des Gouverneurs ;
- Etablir les règles et procédures et prendre les dispositions nécessaires au bon fonctionnement de la BADEA sur la base de l'économie des dépenses ;
- Décider du programme des opérations, de leur volume et de leurs systèmes et de l'allocation des prêts et dons que la Banque octroie
- Prendre les décisions relatives aux prêts et à l'émission d'obligations;
- Préparer les réunions du Conseil des Gouverneurs ;
- Créer des agences et des bureaux régionaux selon l'intérêt de la BADEA.

Les neuf états qui ont le plus contribué au capital

de la BADEA disposent d'un siège au Conseil d'Administration. C'est le cas, actuellement, de neuf pays : l'Etat des Emirats Arabes Unis, la République Algérienne Démocratique et Populaire, le Royaume d'Arabie Saoudite, la République d'Irak, le Sultanat d'Oman, l'Etat du Qatar, l'Etat du Koweït, l'Etat de Libye et le Royaume du Maroc. Les autres membres de la BADEA, (en accord avec leurs droits de vote au Conseil des Gouverneurs) choisissent les deux membres non permanents du Conseil. Pour le mandat actuel, ce sont la République Tunisienne et la République Arabe d'Egypte. La durée du mandat du Conseil d'Administration est de quatre ans renouvelable. Le Conseil procède à l'élection d'un Président non résident, choisi parmi ses membres, pour une période de deux ans renouvelable. Le Conseil se réunit une fois tous les trois mois ou selon les impératifs liés aux activités de la BADEA.

Comités du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration a deux comités :

1/ Comité d'Investissement : Il supervise la gestion des investissements de la BADEA et se compose du Président du Conseil d'Administration, du Directeur Général et de deux membres que le Conseil d'Administration choisit parmi ses membres pour deux ans.

2/ Comité d'Audit : Il supervise la révision du travail interne de la BADEA et se compose de trois membres que le Conseil d'Administration choisit parmi ses membres pour deux ans.

Directeur Général

Le Conseil des Gouverneurs nomme le Directeur Général de la BADEA, choisi hors des membres du Conseil d'Administration, pour une durée de trois ans renouvelable deux fois au plus. Le Directeur Général est le représentant légal de la BADEA le fonctionnaire exécutif le plus élevé de la BADEA. Il assume, sous la supervision du Conseil d'Administration, la gestion de la BADEA conformément à ses règles et dispositions, aux directives du Conseil des Gouverneurs et à celle du Conseil d'Administration.



44ème Réunion du Conseil des Gouverneurs
Koweit - Avril 2019

Conseil des Gouverneurs

S.E.M. Omar MALHAS
Ministre des Finances Royaume Hachémite de
Jordanie

S.E. M. Derweesh Ben Ismaeil Ben Ali Al- BALOSHI
Ministre Responsable des Affaires Financières
Sultanat d'Oman

S.E.M. Ebaid Hameed Al-TAYER
Ministre d'Etat aux Affaires Financières
Etat des Emirats Arabes Unis

S.E. Dr Nabil KASSIS
Président de l'Institution palestinienne du
marché des capitaux Etat de Palestine

S.E. M. Skeikh Selman Ben Khalifa AL-KHALIFA
Ministre des Finances Royaume de Bahreïn

S.E.M. Ali Shareef Al-EMADI
Ministre des Finances Etat de Qatar

S.E. M. Zied LADHARI
Ministre du Développement, de l'Investissement et
de la Coopération Internationale
République Tunisienne

S.E. Dr Nayef Falah ALHAJRAF
Vice-président du Conseil des
Ministères et Ministre des Finances Etat du Koweït

S.E. M. Mohamed LOUKAL *
Ministre des Finances
République Algérienne Démocratique et Populaire

S.E. M. Ali Hassan KHALIL
Ministre des Finances
République Libanaise

S.E.M. Mohamed Ben Abdulla Al-JADAAN
Ministre des Finances
Royaume d'Arabie Saoudite

S.E. M. Faraj Abderrahmane Omar BOUMTARI
Ministre des Finances
Etat de Libye

S.E Dr Ibrahim Ahmad ALBADAWI *
Ministre des Finances et de la Planification
Economique République du Soudan

S. E. Dr Sahar NASSR
Ministre des investissements et de la
Coopération Internationale
République Arabe d'Egypte

République Arabe Syrienne**

S. E. M. Mohamed BENCHABOUN
Ministre de l'Economie et des Finances
Royaume du Maroc

S.E. Fouad HUSSEYN
Président du Conseil des Ministères et
Ministre des Finances a.i République d'Irak

S. E. M. Mohamed Lemine Ould DHEHBI*
Ministre de l'Economie et des Finances République
Islamique de Mauritanie

* Des modifications sont intervenues dans la composition du Conseil des Gouverneurs au cours de l'année : République Algérienne Démocratique et Populaire était représentée par S.E Abderrahmane RAOUYA, jusqu'au 02 Avril 2019 La République du Soudan était représentée par S.E Magdi Hassan YASSIN jusqu'au 16 Mars 2019 Et la République Islamique de Mauritanie était représentée par S.E Moctar Ould Diay jusqu'au 22 Août 2019

** 2011 a été la dernière année où un représentant de la République Arabe Syrienne a assisté aux réunions du Conseil des Gouverneurs.



**Réunion du Conseil d'Administration
Republique du Rwanda - Mars 2019**

Conseil d'Administration

Président

S.E. M. Yousef Ibrahim Al-Bassam

Royaume d'Arabie Saoudite

Membres

S.E.M. Musabeh Mohamed S. Alsuwaidi

Etat des Emirats Arabes Unis

S.E. M. Ahmed Saleh Bumatar Al-Mohanadi

Etat de Qatar

S.E. Mme. Lamia Ben Mime

République Tunisienne

S.E. M. Marwan Abdullah Yusuf Thunayan Al-Ghanem

Etat de Koweït

S.E. M. Miloud Botaba

République Algérienne Démocratique et
Populaire

S.E. M. Nassr Ali GHARIBI*

Etat de Libye

S.E. Khaled Salah Eddine Mohamed MOURAD*

République d'Irak

S.E. Dr Mona Mohamed Ahmed Wahba

République Arabe d'Egypte

S.E. Dr. Abdul Aziz Ben Mohamed Ben Zahir Al-Hinai

Sultanat d'Oman

S.E. M. Elhassan Eddez

Royaume du Maroc

Directeur Général

S.E. Dr. Sidi Ould TAH

République Islamique de Mauritanie

*des modifications sont intervenues dans la composition du Conseil d'Administration au cours de l'année. la République d'Iraq était représentée par S.E. Dr Houda Hadi Selmane, jusqu'à fin Octobre 2019 et l'Etat de Libye était représenté par S.E. Dr Mussa Mansour Alkanouni jusqu'en Juillet 2019.

Son Excellence Monsieur le Président du Conseil des Gouverneurs de la

Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique

Excellence,

Conformément aux articles 25/6, 34/2 et 35 de l'Accord portant création de la Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique (BADEA), j'ai l'honneur de soumettre à l'attention de l'auguste Conseil des Gouverneurs, au nom du Conseil d'Administration, le Rapport Annuel concernant les activités de la BADEA au cours de l'exercice 2019, comprenant l'état des principales activités et les nouvelles opérations dans les pays africains qui en ont bénéficié, au cours de cet exercice, ainsi que les audits des états financiers en 2019.

*Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président,
l'assurance de ma haute considération.*

Yousef Ben Ibrahim Al-Bassam
Président du Conseil d'Administration

Principaux Indicateurs de Performance de L'Activité de la BADEA (2018 - 2019)

Indicateurs	2018	2019
Total des engagements (millions \$*)	564,95	599,96
Prêts au titre des projets du secteur public (millions \$)	230	240
Prêts au titre des projets du secteur privé (millions \$)	100	100
Prêts au titre des exportations arabes (millions \$)	225	250
Dons au titre de l'assistance technique (millions \$)	9,95	9,96
Nombre total des opérations	73	66
Nombre des projets du secteur public	15	14
Nombre d'opérations du secteur privé	8	3
Nombre d'opérations du commerce extérieur	6	6
Nombre total des opérations d'assistance technique	44	43
Moyenne de l'élément don pour les prêts pour les projets du secteur public (%)	35,5	34,9
Coût global des projets aux financements desquels la Banque a contribué (millions \$)	884,08	515,66
Total de l'actif (million \$)	4 821,4	5 133,3
Revenu net (million \$)	- (11,9)	391,1
Bénéfice net (million \$)	- (39,9)	321,9

* Le Dollar dans ce rapport est le Dollar Américain

Aperçu sur les développements économiques internationaux

1/ Croissance de l'économie mondiale

La croissance de l'économie mondiale a ralenti en 2019 pour la deuxième année consécutive, le taux de croissance n'ayant pas dépassé 3%, le taux le plus bas enregistré depuis la crise financière mondiale en 2008, selon ce qu'indique le rapport du Fonds Monétaire International sur les perspectives de l'économie mondiale publié en octobre 2019.

Ce ralentissement s'explique principalement par les incertitudes liées aux multiples obstacles rencontrés par les échanges commerciaux internationaux et l'escalade des tensions géopolitiques, comme la guerre commerciale qui a fait rage en 2019 entre les États-Unis et la Chine, après que les États-Unis aient augmenté de manière significative les droits de douane exigés pour les importations en provenance de Chine. Cette dernière a répondu par des mesures similaires, en plus de la réduction de ses avoirs en bons du Trésor américains, ce qui a contribué à une baisse du taux de croissance mondiale d'environ 0,8 point.

Ont contribué également à ce ralentissement les facteurs circonstanciels liés aux difficultés économiques rencontrées par un certain nombre de pays émergents et les facteurs structurels liés à la baisse de la productivité et au vieillissement de la population dans les économies développées. Sur le plan sectoriel, le ralentissement s'explique par la baisse importante enregistrée au niveau du secteur des industries manufacturières en raison de plusieurs facteurs, notamment les droits de douane élevés, qui ont affecté négativement l'investissement et la demande de produits de transformation.

L'industrie automobile a également connu un ralentissement significatif en raison des perturbations dues aux nouvelles normes d'échappement récemment adoptées par l'Union Européenne et la Chine. En revanche, le secteur des services a continué de réaliser des taux de croissance importants, contribuant dans une certaine mesure à atténuer les effets négatifs du déclin du secteur industriel.

Le taux de croissance annuel de l'économie américaine a ralenti au cours de l'année 2019 pour s'établir à 2,3%, en raison de l'incertitude entourant les échanges commerciaux internationaux, qui a eu un impact négatif sur l'investissement, en plus de la baisse progressive des effets positifs à court terme des baisses d'impôts en 2018. Mais les politiques d'augmentation des dépenses publiques et de poursuite de l'expansion financière ont contribué efficacement à soutenir le marché du travail et la demande intérieure, permettant à l'économie américaine de maintenir un taux de croissance relativement élevé par rapport au reste des économies développées.

Dans la zone Euro, malgré la vigueur soutenue de la demande intérieure, le taux de croissance économique annuel a ralenti pour la deuxième année consécutive pour s'établir à 1,1% en 2019, en raison de la baisse des exportations et de la baisse de la production industrielle. Le taux de croissance annuel de l'économie britannique a continué de baisser pour la deuxième année consécutive pour s'établir à 1,2%, le taux le plus bas du pays depuis 2009, à cause du ralentissement des investissements en raison de l'incertitude liée aux longues négociations de séparation avec l'Union européenne.

Dans les autres économies développées, le taux de croissance économique du Japon a été stabilisé, soutenu par la demande intérieure, tandis que le Canada a ralenti pour la deuxième année consécutive en raison des effets à court terme de l'adoption d'une politique monétaire et budgétaire plus prudente visant à rendre le pays plus résilient aux crises économiques.

La croissance a également ralenti en Corée du Sud, à Singapour, à Taïwan et à Hong Kong, pour la deuxième année consécutive, en raison du ralentissement des investissements privés et des exportations dû à la baisse de la croissance en Chine et de la baisse de la demande mondiale de semi-conducteurs.

En Norvège, la croissance s'est accélérée grâce à une demande intérieure élevée et à l'adoption de mesures fiscales incitatives, tandis que le taux de croissance économique en Australie est revenu à son plus bas niveau depuis 1991, en raison du ralentissement des

exportations vers la Chine, premier partenaire commercial du pays, et des difficultés rencontrées par le marché immobilier, en plus des catastrophes naturelles que le pays a connues tout au long de l'année, à cause du phénomène bipolaire de l'océan Indien. En Chine, le taux de croissance économique a chuté, pour la deuxième année consécutive, pour s'établir à 6,1%. Cela s'explique par le ralentissement des exportations dû à la hausse des droits de douane aux États-Unis, en plus du ralentissement de la demande intérieure résultant du renforcement du contrôle sur les activités de crédit, notamment auprès des institutions non bancaires, dans le but de réduire le risque de crise financière du pays. Le taux de croissance économique en Inde a ralenti pour la troisième année consécutive en raison de la lenteur des investissements dû au flou continu des réformes gouvernementales attendues dans le domaine du climat des affaires, en plus du ralentissement de la demande intérieure en raison du renforcement du contrôle sur les institutions non bancaires opérant dans le domaine financier après des inquiétudes croissantes concernant leur situation financière.

Dans les pays de l'ASEAN, la croissance en Thaïlande a ralenti en raison du ralentissement des investissements et des exportations en raison des tensions commerciales internationales, tandis que la croissance économique est restée relativement stable en Indonésie, en Malaisie et aux Philippines malgré le ralentissement des investissements, grâce à la solidité de la demande intérieure. Au Vietnam, malgré la légère baisse du taux de croissance à 6,5%, il est resté élevé par rapport au reste du groupe, du fait de la hausse des exportations vers les États-Unis pour compenser les importations chinoises.

La croissance économique en Amérique latine a ralenti pour la deuxième année consécutive pour s'établir aux environs de 0,2%, en raison de la combinaison de plusieurs facteurs, tels que la baisse significative de l'activité minière au Brésil suite à la catastrophe de l'effondrement d'une mine au début de l'année et à un ralentissement des investissements et de la consommation au Mexique en raison des taux d'intérêt élevés et de la persistance de la situation d'incertitude qui caractérise les politiques économiques appliquées et les difficultés de financement qu'a connues l'Argentine et qui ont aggravé la contraction de l'économie, en plus de la crise économique suffocante au Venezuela, dont le PIB a baissé d'environ un tiers en un an. La croissance économique en Europe de l'Est et en Turquie a également diminué pour la deuxième année consécutive pour s'établir à 1,7%, en raison du ralentissement de la croissance en Russie à cause du ralentissement des investissements et de la demande intérieure, et en Turquie, en raison de la baisse rapide du taux de change de la Lire, qui a affecté négativement la compétitivité du secteur industriel du fait de la forte dépendance de ce secteur vis-à-vis des intrants importés, en plus du ralentissement des investissements dû à la forte augmentation des taux d'intérêt du fait des politiques monétaires visant à limiter la baisse du taux de change de la livre.

Quant aux pays d'Afrique subsaharienne, le taux de croissance est resté stable autour de 3,2%, la hausse relative des cours mondiaux du pétrole ayant contribué à l'accélération de la croissance dans la majorité des économies productrices, tirée par le Nigeria, où le taux de croissance a atteint 2,2%, tandis que l'économie angolaise a continué de se contracter pour la quatrième année consécutive, en raison de la baisse continue du volume de la production.

La croissance économique de l'Afrique du Sud a continué de ralentir pour la deuxième année consécutive, en raison des nombreuses grèves et d'une baisse de la production minière suite à l'aggravation des problèmes d'approvisionnement en électricité et à la baisse de la production agricole. Contrairement à ces trois plus grandes économies de la région, un nombre important des autres pays, en particulier les pays non producteurs de pétrole, ont réussi à atteindre des taux de croissance élevés. Ainsi, 20 pays, comptant environ 45% de la population de la région, et représentant 34% de son PIB, ont atteint des taux de croissance supérieurs à 5 %.

En outre, 24 pays ont réussi à atteindre des taux de croissance du revenu par habitant supérieurs à ceux enregistrés dans les économies avancées. Les principaux moteurs de la croissance dans ces pays se sont multipliés entre l'investissement privé en Côte d'Ivoire, au Rwanda et au Sénégal et la relance de la productivité du secteur agricole au Bénin et l'investissement public à Maurice. Au Moyen-Orient et en Asie centrale, le taux de croissance a ralenti pour la troisième année consécutive pour atteindre 0,9%.

2 / Inflation, emploi et chômage

A) L'inflation

Le taux d'inflation dans les économies avancées a légèrement augmenté pour atteindre 1,7% en 2019, sous l'effet d'une légère augmentation des salaires, après que les taux de chômage dans bon nombre de ces pays aient baissé à des niveaux records. Quant aux économies émergentes et en développement, le taux d'inflation est tombé à 4,6%, ce qui s'explique principalement par la stabilité des prix mondiaux de la plupart des matières premières, en plus des taux de croissance économique relativement faibles qui ont baissé d'environ 60% de ces pays.

Aux États-Unis d'Amérique, l'inflation des prix à la consommation a atteint 2,1% en 2019, tirée par la hausse des salaires. Dans la zone euro, le taux d'inflation est tombé à 1,3% en raison du ralentissement de l'activité économique, malgré la politique monétaire expansionniste adoptée par la Banque Centrale Européenne. Au Royaume-Uni, le taux d'inflation a continué de baisser pour la deuxième année consécutive à 1,5%, en raison de la baisse importante des prix de l'énergie, après que l'instance gouvernementale qui organise le secteur eut abaissé le prix plafond.

Au Japon, le taux d'inflation a continué d'augmenter pour la quatrième année consécutive à 1,5%, après que le gouvernement ait augmenté le montant de la taxe sur les biens de consommation. En Chine, le taux d'inflation a continué de grimper pour la deuxième année consécutive, atteignant 2,2%, tiré par la hausse significative des prix du porc, suite à la propagation de la peste porcine, qui a décimé environ 40% du troupeau local.

Le taux d'inflation en Inde a augmenté à 3,8% en raison de l'augmentation significative des prix des légumes, en particulier des oignons, en raison de la faible production due aux inondations qui se sont produites dans de nombreuses régions. Au Brésil, au Mexique et en Russie, l'inflation a diminué en raison du ralentissement de la demande intérieure.

En Afrique subsaharienne, le taux d'inflation a augmenté en 2019 à 8,9%, à cause de la sécheresse qui a résulté du phénomène El Nino, qui a frappé un certain nombre de pays de l'Est et du Sud tels que le Kenya, l'Éthiopie, le Botswana, le Lesotho, la Namibie, la Zambie et le Zimbabwe et des ouragans qui ont frappé le Mozambique et un certain nombre de pays du sud du continent, et réduit le volume des productions agricoles, ce qui a généré d'importantes pressions inflationnistes dans ces pays, où le taux d'inflation a atteint 14,5% en Éthiopie et 12% en Zambie. La baisse importante du taux de change des devises locales en Angola et au Libéria a également contribué à amplifier les pressions inflationnistes dans ces deux pays, où le taux d'inflation a atteint 17% en Angola et 20% au Libéria. Dans les pays de l'Union Economique et Monétaire de l'Afrique de l'Ouest et dans les pays de la Communauté Economique et monétaire de l'Afrique Centrale, le taux d'inflation est resté faible, ne dépassant pas 1% en Côte d'Ivoire et 1,8% en République du Congo, du fait que les monnaies de ces pays sont liées à l'euro.

B) Emploi et chômage

Le taux de chômage mondial est resté stable en 2019 à environ 5,4%, le nombre de chômeurs atteignant environ 188 millions de personnes, dont 40% de femmes. Le taux d'emploi était de 60,7% de la population adulte de plus de 15 ans, alors que ce taux ne dépassait pas 47,2% chez les femmes.

Dans les économies avancées, le taux de chômage a continué de baisser pour la septième année consécutive, pour s'établir à environ 4,8%, la zone euro enregistrant un taux de chômage ne dépassant pas 7,6%, soit le taux le plus bas de la région depuis 2008. Le Groupe des Sept pays industrialisés a également enregistré un taux de chômage ne dépassant pas 4,3%, ce qui est le taux le plus bas enregistré par le groupe depuis le premier choc pétrolier en 1973, alors que le taux de chômage dans le reste des économies développées est resté stable à 4%. Dans les pays émergents, le taux de chômage a continué de baisser pour la deuxième année consécutive dans les pays d'Afrique du Nord pour s'établir à 12,1%, tout comme il a continué de baisser pour la quatrième année consécutive dans les pays des Caraïbes pour s'installer à environ 7,2% et pour la cinquième année consécutive dans les îles du Pacifique pour s'installer dans les limites de 4,7% et pour la sixième année consécutive dans les pays d'Europe de l'Est pour s'installer à environ de 4,9%, alors que le taux de chômage a continué d'augmenter pour la deuxième année consécutive dans les pays d'Amérique centrale pour atteindre 3,9% comme il a augmenté dans les

pays d'Amérique du Sud pour atteindre 9,7%, et dans les pays d'Asie du Sud-Est pour atteindre 3%, et dans les pays d'Asie du Sud pour atteindre 5,4% et dans les pays d'Asie centrale pour atteindre 5,8%. Les pays d'Asie occidentale devraient atteindre 11,9%. Il est resté stable dans les pays arabes aux environs de 8% et dans les pays d'Asie de l'Est aux limites de 4,1%.

En Afrique subsaharienne, le taux de chômage est monté à 5,9%. Autrement dit, environ 24,4 millions de personnes sont au chômage, soit une augmentation d'environ 900 000 personnes par rapport à 2018. Cependant, ce taux varie selon les régions, car il est resté stable dans les pays d'Afrique centrale à environ 4,8% et dans les pays d'Afrique de l'Est à 3,2% et dans les pays d'Afrique de l'Ouest aux environs de 6%, alors qu'il a augmenté dans les pays d'Afrique australe pour atteindre 27,2%.

3/Le commerce international

La croissance du volume du commerce international a ralenti en 2018 pour la deuxième année consécutive pour s'établir à 1,1%, le taux de croissance le plus faible enregistré depuis 2009, et ce ralentissement s'explique principalement par un ralentissement de l'investissement, qui a entraîné une baisse de la demande de produits de transformation, en plus du renforcement des mesures protectionnistes entre la Chine et les États-Unis.

La crise que connaît le secteur de l'industrie automobile a également contribué à ce ralentissement en raison des transformations technologiques requises par le développement accéléré des normes auxquelles les échappements doivent répondre. Le taux de croissance annuel des exportations des économies développées a chuté pour la deuxième année consécutive à 0,9%, le taux de croissance annuel des exportations des pays de la zone euro étant tombé à 2,1% et le groupe des sept pays industrialisés à 0,7%, tandis que le volume des exportations des autres pays a diminué d'environ 0,2% pour la première fois depuis 2009. Quant aux économies émergentes et en développement, le taux de croissance annuel de leurs exportations a baissé pour la deuxième année consécutive à 1,8%, le taux de croissance annuel des exportations des pays émergents et en développement d'Asie étant tombé à 2,8%, et les cinq plus grandes économies du groupe ASEAN, sans considérer Singapour, à 2,6%. Le taux de croissance annuel des exportations des pays d'Europe de l'Est et de la Turquie est également tombé à 3,3% et celui des pays d'Amérique latine à 0,9%, tandis que la contraction des exportations des pays du Moyen-Orient et d'Asie centrale s'est accentuée à 2,1%. En Afrique subsaharienne, le taux de croissance annuel des exportations est tombé à 2,7%. Le taux de croissance annuel des importations des économies développées est tombé à 1,1% et celui des importations de la zone euro à 2,5%. Le taux de croissance annuel des importations des pays industrialisés du Groupe des Sept a ralenti à 1,5%, tandis que les importations du reste des économies avancées ont diminué d'environ 1%. Quant aux économies émergentes et en développement, le taux de croissance annuel de leurs importations est tombé à 0,6%, tandis que le taux de croissance annuel des importations des pays émergents et en développement est tombé à 0,2%, et les importations des cinq plus grandes économies du groupe ASEAN, sans considérer Singapour, à 2,4%. Le taux de croissance annuel des importations des pays d'Europe de l'Est et de la Turquie est tombé à 2,1%, tandis que les importations des pays d'Amérique latine ont diminué de 0,7%, et les importations en provenance des pays du Moyen-Orient et d'Asie centrale ont renoué avec la croissance à 0,6% après avoir connu une baisse en 2018.

En Afrique subsaharienne, le taux de croissance annuel des importations est tombé à 3,8%. Malgré cette baisse, l'Afrique subsaharienne a été la région la plus dynamique du monde en termes d'augmentation du volume des importations

4/ Dette extérieure et pays pauvres très endettés

A) Dette extérieure

Selon les statistiques de la Banque mondiale, la dette extérieure de l'Afrique subsaharienne était d'environ 583,6 milliards de dollars en 2018. Soit une augmentation de 4% par rapport à 2017. Ainsi, le volume de la dette extérieure s'élève à environ 36,2% du PIB. En termes de structure, 84% de la dette totale était sous forme de prêts à long terme et 12% sous forme de prêts à court terme, tandis que les prêts du FMI atteignaient 4% de la dette totale.

L'augmentation enregistrée au niveau des prêts à long terme, qui s'est élevée à 6%, a dépassé celle enregistrée au niveau de la dette extérieure totale, et le volume des prêts du Fonds Monétaire International a augmenté d'environ 5%, tandis que le volume des prêts à court terme a diminué d'environ 3%. Les prêts concessionnels, eux, ont légèrement augmenté pour atteindre 17% de la dette extérieure totale, alors que les prêts accordés par les institutions multilatérales sont passés à 18,9%, le taux de la dette extérieure libellée en dollars américains à 64,8% et le taux de la dette extérieure libellée en euros à environ 6,6%.

Les arriérés de paiement s'élevaient à environ 34,1 milliards de dollars en 2018; soit une augmentation de 10% par rapport à 2017, et en termes de structure, 32% des arriérés concernent les intérêts, tandis que 68% concernent le principal. Les retraits sur les dettes se sont élevés en 2018 à environ 80,3 milliards de dollars, soit environ 8% de moins que les retraits enregistrés en 2017. En termes de structure, tous les retraits concernaient des prêts à long terme et 4% des retraits concernaient des prêts décaissés par le Fonds Monétaire International. Le service de la dette s'élevait à environ 61,1 milliards de dollars en 2018, soit environ 31% de plus que celui enregistré en 2017. Le service de la dette représentait environ 14,1% des exportations et, en termes de structure, 71% d'entre elles concernaient le paiement du principal et 29%, le paiement des intérêts. L'augmentation enregistrée au niveau du remboursement du principal de la dette était de 78% de l'augmentation enregistrée au niveau du service de la dette. Le taux d'intérêt moyen appliqué aux nouveaux prêts obtenus en 2018 a augmenté à 4,7%.

La durée moyenne des prêts a légèrement diminué pour s'établir à 20,4 ans, tandis que le délai de grâce moyen est passé à 11 ans, l'élément don a diminué à 0,1%. Si seuls sont considérés les nouveaux prêts obtenus par les organismes officiels, le taux d'intérêt moyen est passé à 2,2%, la durée moyenne des prêts est tombée à 24,3 ans, la période de grâce moyenne est restée stable à 5,8 ans, tandis que la moyenne pour l'élément don est tombée à 30,8%.

En revanche, le volume des flux d'investissements étrangers directs a augmenté en 2018 d'environ 17% à 23,5 milliards de dollars, tandis que le volume des flux d'investissement dans les portefeuilles a diminué d'environ 83% pour s'établir aux environs de 2,4 milliards de dollars.

B) Pays pauvres très endettés

Le nombre de pays qui ont bénéficié de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés a atteint 36, dont 29 états africains bénéficiant de l'aide de la Banque. Tous ces pays ont atteint le point d'achèvement de l'initiative. Les pays éligibles pour bénéficier de l'initiative, et qui n'ont pas atteint le point d'achèvement, sont au nombre de 3, dont un état africain bénéficiant de l'aide de la Banque, l'Érythrée.

Le coût total de l'allègement de la dette dans le cadre de l'initiative était de 76,3 milliards de dollars, dont 64,7 milliards de dollars pour les pays africains bénéficiant de l'aide de la Banque. La contribution de la Banque à cette initiative jusqu'à la fin de 2019 s'élevait à 258,8 millions de dollars, dont tous les pays africains bénéficiant de l'aide de la Banque et qui ont atteint le point d'achèvement, ont profité.

5 / Perspectives de l'économie mondiale pour l'année 2020

Le rapport du Fonds Monétaire International sur les perspectives de l'économie mondiale pour 2019 indique que le taux de croissance économique mondiale atteindra 3,4% en 2020, grâce à l'amélioration attendue de la situation économique dans certains pays émergents qui ont connu des difficultés circonstancielles en 2019, et où la reprise relative de la croissance devrait contribuer d'environ 70% à l'accélération attendue de la croissance à l'échelle mondiale..

La croissance dans les économies avancées devrait rester stable à 1,6%, grâce à une légère accélération de la croissance dans la zone Euro, qui compensera le ralentissement attendu de la croissance américaine. Il est également prévu que la croissance dans les économies émergentes et en développement s'accélère à 4,5%, et cette accélération devrait inclure diverses régions, à l'exception des pays émergents et en développement asiatiques dans lesquels le taux de croissance économique devrait se stabiliser.

Aux États-Unis d'Amérique, la croissance économique devrait encore ralentir en 2020 pour la deuxième année consécutive, pour s'établir à 2%, en raison de la fin progressive des politiques budgétaires expansionnistes et la diminution des effets positifs de la politique de réduction des impôts et l'augmentation des dépenses publiques.

La croissance dans la zone euro devrait s'accroître à 1,3%, grâce à la reprise relative de la demande extérieure et à la disparition progressive de certains facteurs circonstanciels qui ont affecté négativement la croissance en 2019, tels que les effets de l'adoption de nouvelles normes sur les échappements automobiles, l'industrie automobile devant s'adapter progressivement aux transformations technologiques requises par ces normes.

Le Royaume-Uni devrait également voir sa croissance s'accroître pour atteindre 1,4% en 2020, grâce à la fin de l'incertitude qui a accompagné les négociations de la séparation du pays avec l'Union Européenne et la perspective d'éviter un scénario de séparation sans accord qui aurait pu conduire le pays à une récession économique, après approbation, par le Parlement britannique, d'un accord de séparation au début de l'année. Cela en plus des effets positifs à court terme générés par la hausse attendue des dépenses publiques, selon les promesses électorales du Parti conservateur, qui a remporté les dernières élections législatives en décembre 2019.

Au Japon, la croissance économique devrait ralentir à 0,4% en 2020, en raison du ralentissement attendu de la demande intérieure, après que le gouvernement ait augmenté le montant de la taxe sur les biens de consommation. Dans les autres économies avancées, la croissance économique au Canada devrait s'accroître à 1,7% en raison de l'amélioration relative de l'activité du marché immobilier et de l'accélération de l'investissement et de la demande intérieure, et en Corée du Sud à 2,2% du fait de la stimulation de la demande intérieure grâce aux politiques budgétaires expansionnistes approuvées, et en Australie à 2,2% du fait des politiques monétaires expansionnistes adoptées. La croissance économique en Suisse devrait également s'accroître à 1,2%, tirée par la demande intérieure, et par le fait que le pays accueille un certain nombre d'événements sportifs importants à l'échelle internationale, comme le Championnat du monde de hockey sur glace.

En Chine, la croissance économique devrait encore ralentir pour s'établir à 5,8% en 2020, en raison de la baisse continue de la croissance des exportations, résultant du protectionnisme américain, et de la propagation du virus Corona, tandis que la croissance économique en Inde devrait s'accroître pour atteindre 7%, tirée par les politiques monétaires expansionnistes adoptées et la réduction de l'impôt sur les sociétés, en plus de l'annonce des réformes gouvernementales attendues dans le domaine du climat des affaires, qui permettront de lever l'incertitude qui a contribué à la diminution des investissements au cours de la période précédente, et aussi grâce au programme gouvernemental de soutien à la consommation dans les zones rurales qui devrait jouer un rôle important dans la stimulation de la croissance.

En Amérique latine, la croissance économique devrait s'accroître pour atteindre 1,8% en 2020, la croissance au Mexique devant s'accroître à 1,3%, tirée par la demande intérieure, et au Brésil, à 2%, tirée par les réformes structurelles visant à améliorer le climat des affaires et les politiques monétaires expansionnistes adoptées, tandis que le ralentissement économique en Argentine devrait se poursuivre, bien qu'à un rythme moins marqué qu'en 2019, en raison des effets négatifs persistants de la crise financière que le pays a traversée récemment.

Dans les pays d'Europe de l'Est et la Turquie, la croissance économique devrait s'accroître à 2,5% en 2020, la croissance en Turquie devant s'accroître à 2,9% grâce aux politiques financières expansionnistes adoptées et à l'augmentation significative du volume des financements fournis par les Banques d'État, et en Russie à 1,8. % portée par l'augmentation du volume des investissements publics.

En Afrique subsaharienne, la croissance économique devrait s'accroître en 2020 à 3,5%, tirée par la demande intérieure et l'investissement privé, en plus des politiques budgétaires expansionnistes menées récemment dans un nombre important de pays africains, afin de dynamiser l'activité économique et une légère amélioration des taux de croissance dans les pays producteurs de pétrole grâce à l'amélioration du volume de production, en plus des efforts de diversification de l'économie.

La reprise des politiques budgétaires expansionnistes dans la zone euro et aux États-Unis devrait également améliorer l'attrait de la région pour les investissements étrangers. Cela stimulera encore la croissance. Cependant, l'accélération de la croissance économique dans la région restera limitée, étant donné le ralentissement attendu des investissements publics et des dépenses publiques

de consommation, après que la dette publique ait atteint des niveaux record dans la plupart des pays de la région. Il est également prévu que la croissance économique soit affectée négativement par le ralentissement de la croissance du commerce mondial et la baisse attendue des prix de la plupart des matières premières exportées, y compris le pétrole, compte tenu du ralentissement de la demande mondiale, en plus des problèmes de sécurité persistants rencontrés par un certain nombre de pays de la région.

La croissance économique devrait s'accélérer légèrement au Nigéria pour atteindre 2,5% grâce à l'amélioration relative de la performance du secteur non pétrolier, mais cette accélération restera limitée compte tenu de la faiblesse des infrastructures et des problèmes du secteur bancaire et du ralentissement de l'investissement privé. Il est également prévu que la croissance économique accélère légèrement en Afrique du Sud pour atteindre 1%, mais cette accélération restera limitée, compte tenu du ralentissement de la croissance des investissements privés et des exportations, compte tenu des problèmes structurels persistants dont souffre le climat des affaires, et de la faible efficacité d'un grand nombre de sociétés d'État. L'économie angolaise devrait également renouer avec la croissance en 2020, après 4 ans de récession, grâce aux efforts du gouvernement pour diversifier l'économie, mais les prévisions indiquent que la croissance sera faible et ne dépassera pas 1,1%. Les faibles taux de croissance de ces économies continueront de nuire à un certain nombre de leurs partenaires commerciaux dans la région, en particulier aux pays voisins.

La croissance économique devrait rester solide dans les pays non producteurs de pétrole en Afrique subsaharienne. La croissance devrait rester élevée en Éthiopie, autour de 7,1%, bien qu'elle ait légèrement ralenti en raison de l'adoption de politiques financières et monétaires plus strictes afin de maintenir les grands équilibres.

La croissance devrait être de 7,2% en Côte d'Ivoire, de 7,8% au Rwanda et 6,7% au Sénégal, grâce à l'accélération de la croissance de l'investissement privé. On s'attend à ce que la croissance économique au Bénin s'accélère pour atteindre 6,7%, grâce à l'amélioration de la productivité du secteur agricole et à l'Île Maurice pour atteindre 3,8%, en raison de l'augmentation du volume des investissements publics.

Il est également prévu que la croissance au Moyen-Orient et en Asie centrale s'accélère pour atteindre 2,8% en 2020, grâce à l'accélération des investissements publics dans les infrastructures et à l'accélération des investissements privés dans les pays du Conseil de Coopération du Golfe, à la suite des réformes approuvées pour améliorer le climat des affaires et la rémission de la demande intérieure dans plusieurs pays de la région.

On s'attend également à ce que l'amélioration de l'activité touristique en Afrique du Nord, grâce à l'amélioration de la situation sécuritaire et aux efforts de promotion, stimule encore la croissance dans ces pays. Cependant, les conditions que traversent un certain nombre de pays de la région continueront de nuire aux perspectives de croissance de la région.

1^{ère}

Partie

Activité de Financement

Activité
Financement

Activité
Financement

Activité
Financement

Activité
Financement





PREMIERE PARTIE

Activité de Financement

Introduction

La Stratégie BADEA 2030

La Vision

«Que la Banque soit la principale plate-forme de coopération économique arabo-africaine pour le Développement Durable.»

Le message:

«Renforcer la coopération économique arabo-africaine grâce à l'appui financier, à l'investissement et à l'assistance technique.»

Objectifs:

1. Identifier et développer les opportunités de coopération économique stratégique entre les pays arabes et africains et les renforcer.
2. Contribuer de manière créative à la réalisation du Développement Durable et de la transformation structurelle des pays africains à la lumière des objectifs du Développement Durable et de l'Agenda 2063 de l'Afrique.

À travers sa stratégie 2030, la Banque cherche à répondre de manière proactive à un monde en mutation, dans lequel de nombreuses économies des pays africains et arabes subissent des transformations majeures, à travers lesquelles les états cherchent à répondre aux besoins des générations de leur jeunesse ambitieuse et ouverte sur le monde. La stratégie 2030 de la Banque est un cadre qui aide la Banque à remplir son rôle de plate-forme pour soutenir les partenariats arabo-africains, et de saisir les opportunités disponibles pour servir la coopération arabo-africaine, au moment où ces deux régions se transforment en un marché émergent de plus d'un milliard de personnes. Cette stratégie sert les objectifs de la Banque, car elle définit les principaux domaines d'intervention de la Banque pour la mobilisation de partenaires et des programmes de développement de haute qualité. Cela lui permettra de jouer un rôle de leadership dans le développement, de manière sélective et elle pourra, via les huitième et neuvième plans quinquennaux, adapter et amender son plan stratégique en conséquence.

Dans le cadre d'une culture basée sur l'orientation stratégique et la gestion axée sur les résultats, la Banque sera en mesure de préparer de nouvelles compétences innovantes, de manière progressive et constructive. La stratégie vise à continuer à soutenir les efforts de développement économique et social des pays africains d'une part, et à réaliser l'intérêt arabo-africain commun dans le cadre du partenariat stratégique entre les pays des deux régions d'autre part. :



Aperçu du huitième plan quinquennal (2020-2024)

Pour travailler selon une vision et des orientations claires, la Banque a adopté depuis 1983 un système de plans quinquennaux qui accorde ses ressources financières disponibles avec les besoins des pays africains bénéficiaires. La Banque augmente les dotations financières de chaque nouveau plan par rapport au précédent, afin de contribuer efficacement à répondre aux besoins de ces pays sans perdre de vue l'importance d'une augmentation progressive et raisonnable de cette augmentation, pour prévenir tout préjudice qui pourrait atteindre sa situation financière.

En 2019, la Banque a achevé son septième plan quinquennal (2015-2019) qui a été préparé à la lumière de la décision n° (4) du Conseil des Gouverneurs de la Banque pour 2013, d'augmenter le capital de la Banque de 50% à 4 200 millions de dollars, et ses allocations se sont élevées à 1600 millions de dollars, dont 1100 millions de dollars pour le secteur public, 450 millions de dollars pour le secteur privé et 50 millions de dollars pour l'assistance technique, en plus d'un montant renouvelable annuel pour financer les exportations arabes vers les pays africains ne dépassant pas 250 millions de dollars la dernière année du plan. .

Sur le plan organisationnel et institutionnel, le cadre de gouvernance d'entreprise de la Banque a été renforcé par la création du comité d'audit, issu du Conseil d'Administration et de plusieurs comités techniques au niveau de la direction, pour examiner et suivre les processus de prêt, de crédit et de gestion des risques. Une nouvelle structure organisationnelle a été adoptée et appliquée, qui comprend notamment l'ajout d'une Direction des Risques et d'un Bureau de Développement Institutionnel, et de l'amélioration du niveau de l'audit interne.

Au cours de la période, une culture de la qualité s'est développée et de nouvelles méthodes de travail ont été adoptées, qui ont permis à la Banque d'obtenir les certificats de qualité globale (ISO 9001), de la sécurité des systèmes d'information (ISO27001) et de la qualité de l'information (ISO20000).

il est à noter que la Banque a réussi à atteindre la plupart des objectifs fixés dans le cadre du plan, à un taux de 99,4%

Le huitième plan quinquennal

Au début de l'année 2020, commence la mise en œuvre du huitième plan quinquennal (2020-2024) - comme première étape de la stratégie 2030 de la Banque. Le plan vise à consolider les acquis des plans précédents et à contribuer aux efforts visant à aider les pays bénéficiaires à relever les défis de développement qui se présentent sur la scène régionale et internationale.

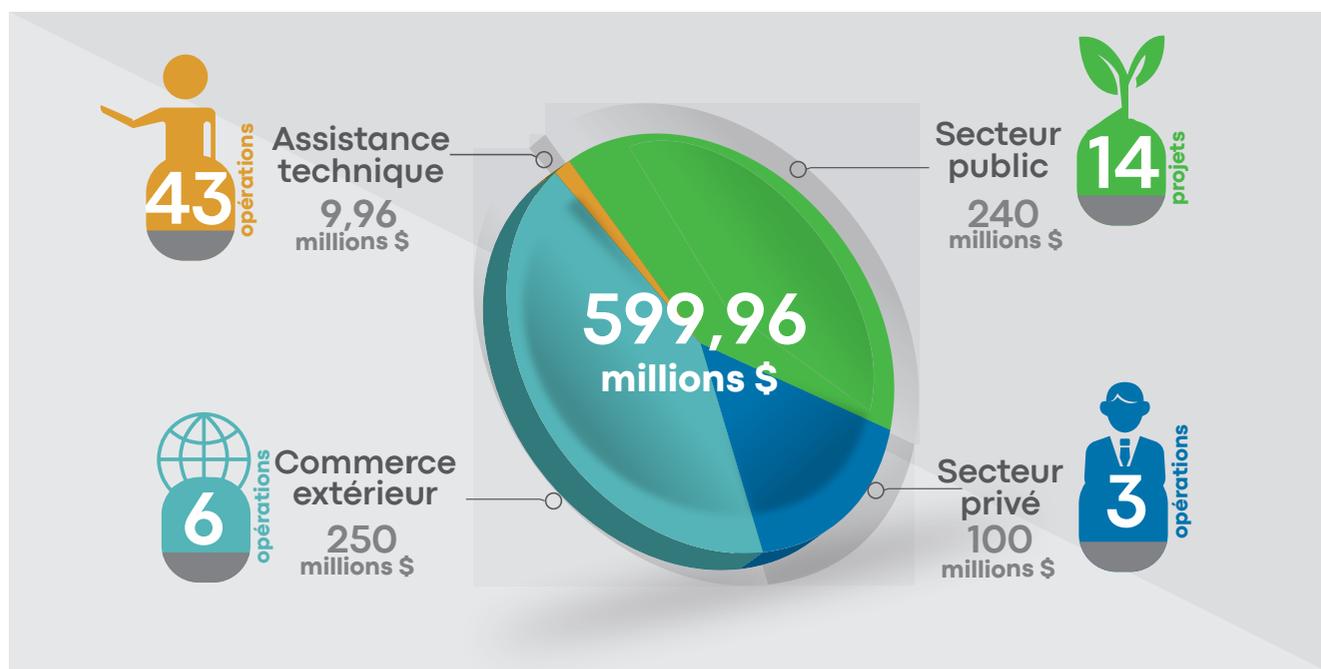
Le plan est guidé dans cet objectif par les orientations stratégiques décennales, basées sur les tendances du développement moderne, notamment les Objectifs du Développement Durable et l'Agenda Afrique à l'horizon 2063. La Banque reprend également comme référence pour ses activités durant ses cinq années, les piliers de la stratégie et du huitième plan quinquennal (investissement dans les infrastructures pour l'inclusion, l'industrialisation et l'innovation, et le développement de la chaîne de valeur agricole, pour l'autonomisation, la promotion commerciale et le développement du secteur privé pour la croissance et la création d'emplois, et le développement des petites et moyennes entreprises et de l'entrepreneuriat).

1 700 millions de dollars ont été alloués au secteur public, 1 000 millions de dollars au secteur privé et 50 millions de dollars à l'assistance technique, ainsi qu'un montant annuel renouvelable, compris entre 260 et 300 millions de dollars pour financer les exportations arabes vers les pays africains et un autre, équivalent dédié au commerce africain.

Parmi les orientations les plus importantes du huitième plan quinquennal est celle de renforcer le rôle de la Banque en tant que plateforme de coopération économique arabo-africaine, d'élargir la fourniture de financements appropriés au secteur privé pour répondre à ses besoins d'investissement et de fonctionnement, d'encourager les flux d'investissements arabes vers les pays africains, d'intensifier les échanges commerciaux arabo-africains et de continuer à fournir une assistance technique avec l'introduction de nouveaux mécanismes, à même de suivre le rythme du développement en cours dans les pays africains.

Total des engagements financiers de la BADEA en 2019

En 2019, les engagements de la Banque en faveur des pays bénéficiaires se sont élevés à 599,96 millions de dollars, dépassant les allocations de 2018 qui étaient de 564,95 millions de dollars, d'environ 6,2%, en raison de l'augmentation des financements du secteur public d'environ 4,3% et des exportations arabes d'environ 11%.



Engagements au titre des prêts au secteur public et leur répartition sectorielle en 2019

Sur la base des orientations du septième plan quinquennal (2015-2019) et des priorités des pays africains bénéficiaires, les engagements au titre de prêts du secteur public, s'élevant à 240 millions de dollars, ont été répartis sectoriellement comme suit:

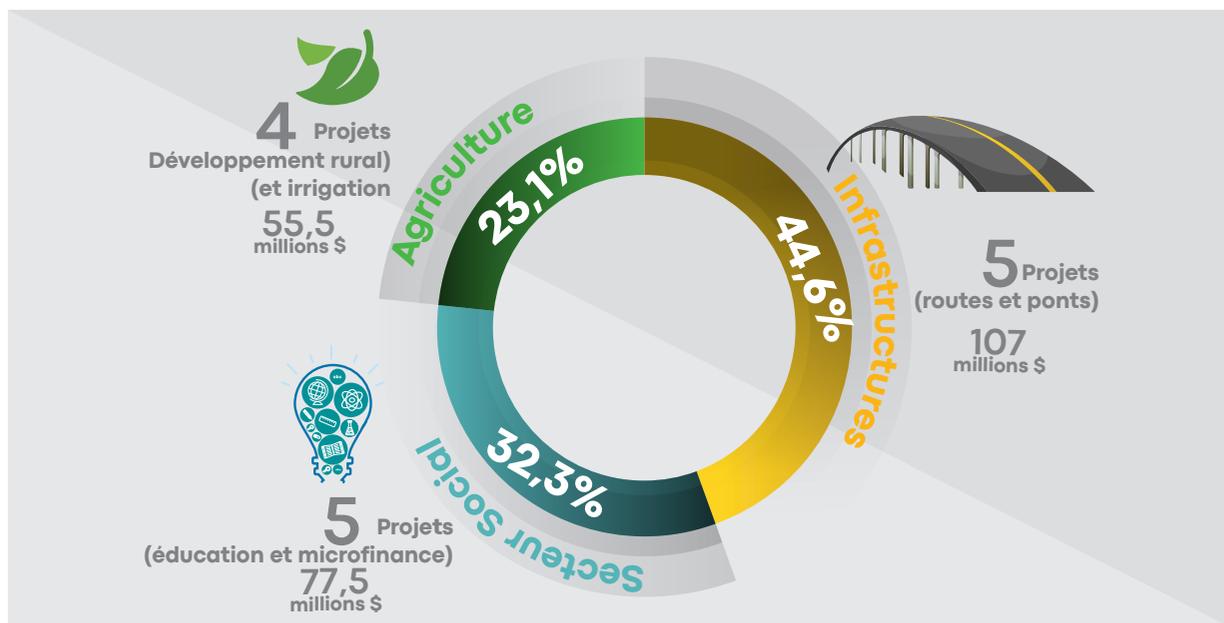


Tableau I

Répartition sectorielle des prêts du secteur public (2018 et 2019)

Secteur	Nombre de Projets		Montant (Millions \$)		Pourcentage %	
	2018	2019	2018	2019	2018	2019
Infrastructures	8	5	123,0	107,0	53,5	44,6
Agriculture et Développement Rural	4	4	53,5	55,5	23,3	23,1
Secteur Social	3	5	53,5	77,5	23,3	32,3
Total	15	14	230	240	100	100

Comme le montrent les données du tableau (1), le total des engagements du secteur public est de 240 millions de dollars. Cela équivaut à 100% de ce qui était programmé pour 2019, dans le septième plan quinquennal.

Conditions de prêt

Les prêts sont accordés à des conditions concessionnelles, compte tenu des conditions économiques des pays emprunteurs, qui sont pour la plupart des pays à faible revenu, tout en tenant compte de l'amélioration des conditions de certains d'entre eux. Ces conditions favorables ont permis aux pays bénéficiaires d'obtenir les prêts avec des éléments dons adaptés à leurs conditions et conformes aux politiques de prêt adoptées par les organisations internationales quant à la manière de les traiter.

Le taux d'intérêt moyen pondéré était d'environ 1,66% en 2019 contre environ 1,70% en 2018, et pour une période de remboursement d'environ 18,5 ans en 2019 contre environ 25,4 ans en 2018, et pour un délai de grâce d'environ 6,0 ans en 2019 contre environ 6,7 ans en 2018. Le taux moyen de l'élément don (qui reflète l'effet combiné de la durée du prêt, du délai de grâce et du taux d'intérêt sur le prêt) était, en 2019, d'environ 34,91%. Il enregistre une légère baisse par rapport à 2018, où il atteignait environ 35,50%. Cette baisse est principalement due aux conditions de prêt variables selon les conditions économiques du pays bénéficiaire d'une part, et aux conditions de prêt pour la tranche qui dépasse 20 millions de dollars, sur la base de la décision du Conseil des Gouverneurs d'augmenter le plafond de financement, d'autre part.



Tableau II

Evolution de l'activité financière des opérations de la Banque durant la période 1975 - 2019 (Prêts et dons / millions \$)

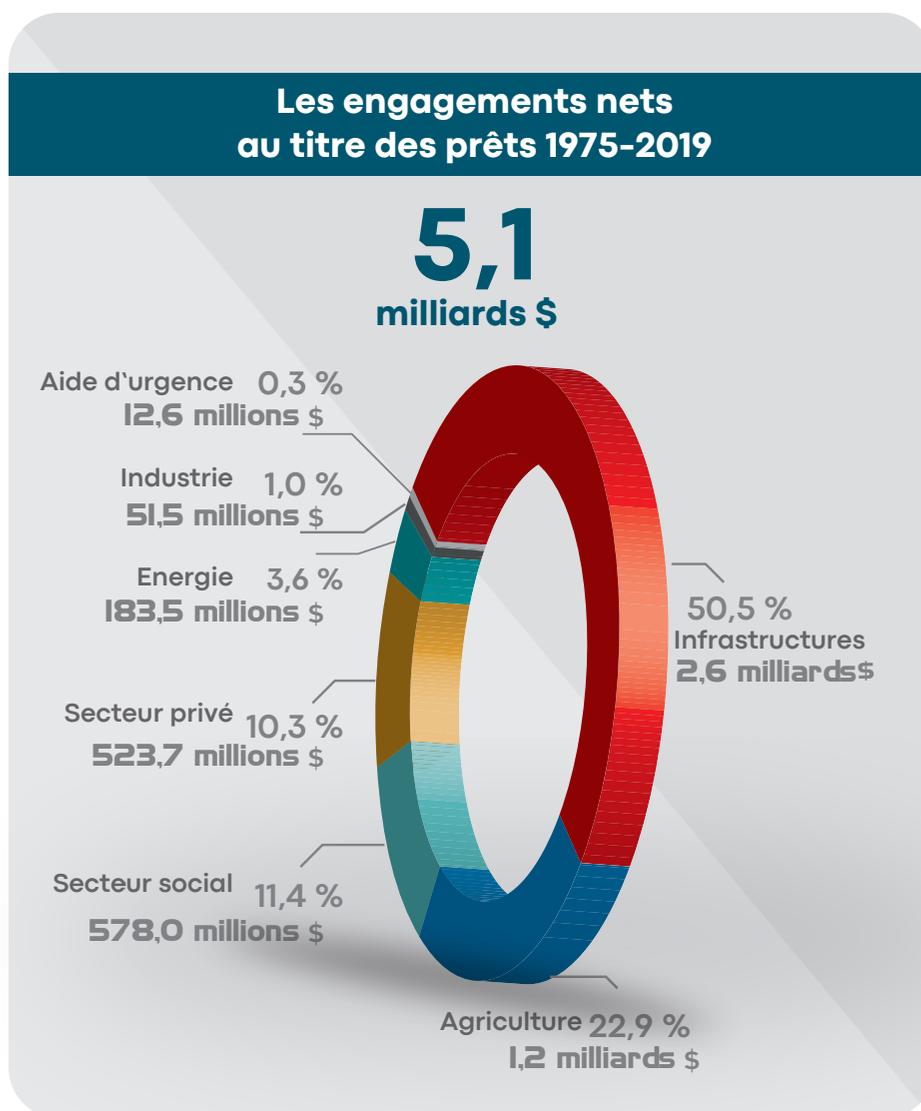
Année	Total des Engagements Annuels	Engagements Annuels Nets ⁽¹⁾	Moyenne de l'élément Don (%) ⁽²⁾
1975	85 500	68 033	44,68
1976	62 000	56 823	49,78
1977	66 290	64 226	29,91
1978	72 870	48 601	40,84
1979	49 070	41 916	35,20
1980	71 950	48 066	25,44
1981	76 026	41 284	23,01
1982	90 000	48 180	23,84
1983	83 933	62 120	19,72
1984	87 960	43 178	18,24
1985	73 790	35 785	24,05
1986	58 605	36 937	35,02
1987	71 423	28 604	32,84
1988	66 720	49 151	34,90
1989	72 000	53 618	37,61
1990	73 682	32 565	39,16
1991	74 235	34 613	37,43
1992	73 726	54 157	40,97
1993	74 654	42 332	40,97
1994	74 307	55 998	42,00
1995	79 930	73 000	43,45
1996	89 938	78 467	42,61
1997	99 830	76 536	43,75
1998	109 940	69 535	42,70
1999	119 520	95 700	43,70
2000	123 950	113 798	58,15
2001	129 200	101 292	58,80
2002	134 390	132 150	65,40
2003	139 990	120 002	36,40
2004	144 970	135 772	42,72
2005	159 939	137 312	45,11
2006	169 945	153 394	54,94
2007	179 600	163 080	57,94
2008	190 000	173 153	50,48
2009	200 000	184 170	46,58
2010	200 000	186 186	49,52
2011	200 000	196 214	43,18
2012	200 000	185 547	36,26
2013	200 000	179 334	48,4
2014	200 000	198 363	50,74
2015	260 000	231 421	48,76
2016	306 000	293 871	48,81
2017	329 555	323 199	41,45
2018	339 950	334 889	35,50
2019	349 960	349 960	34,91

1 Les annulations ont été déduites du total des engagements de l'année d'approbation par le Conseil d'Administration.

2 Un prêt est considéré comme concessionnel si l'élément don est supérieur ou égal à 35%.

Engagements au titre des prêts et leur répartition sectorielle durant la période 1975 – 2019

Le cumul des approbations des financements de la Banque, durant la période 1975 - 2019 s'est élevé à environ 6,1 milliards de dollars, dont environ 5,7 milliards de dollars ont été alloués au financement de 676 projets de développement. Le total net des engagements des prêts aux projets ont atteint près de 5,1 milliards de dollars, répartis comme indiqué dans le schéma ci-dessous.



Quant aux prêts du FASAA^(*), au nombre de 59, ils visaient à soutenir les balances de paiement des Etats africains. Le montant total de leurs engagements s'est chiffré à environ 214,2 millions de dollars. En conséquence, les engagements nets, y compris les prêts de projets et du FASAA, ont totalisé environ 5,3 milliards de dollars à la fin de 2019.

* Le Fonds Arabe Spécial d'Aide pour l'Afrique (FASAA) a été créé en novembre 1973 et a commencé ses activités en 1974 pour financer les besoins en devises des pays africains (aide à la balance des paiements). Sa gestion a été confiée à la Ligue des Etats Arabes avant d'être transférée à la BADEA en 1976, immédiatement après le démarrage des activités de celle-ci. Ensuite, en 1977, les ressources de ce Fonds ont été fusionnées avec celles de la BADEA et ses attributions suspendues (l'appui non lié aux projets)

Financement du secteur privé

La Banque contribue au financement du secteur privé grâce à des crédits accordés aux Banques et institutions nationales et régionales de développement des pays bénéficiaires, en vue de les affecter, sous forme de prêts, au financement des sous-projets du secteur privé. Sa contribution consiste également à fournir des prêts aux gouvernements qui les rétrocèdent directement au secteur privé. La BADEA finance aussi des composantes dédiées au secteur privé, dans le cadre des projets de développement qu'elle contribue à financer. De 1975 à la fin de 2014, le nombre de prêts accordés au secteur privé par les gouvernements a atteint 45 prêts représentant des engagements nets d'environ 116,9 millions de dollars.

Afin d'encadrer et de renforcer le rôle du secteur privé dans le développement, en lui dédiant des ressources financières additionnelles, le Conseil des Gouverneurs de la BADEA a approuvé le nouveau «Programme de financement du secteur privé» conformément à sa Résolution N°6 de l'année 2014. La mise en œuvre de ce Programme a commencé avec le début du septième Plan quinquennal, qui a prévu la mobilisation d'un montant de 450 millions de dollars, répartis sur les années du Plan, pour octroyer des prêts aux banques et institutions financières qui les rétrocèdent au secteur privé, en plus du financement d'institutions gouvernementales à caractère commercial et d'opérations de partenariat public-privé, et ce comme suit :

Année	2015	2016	2017	2018	2019
Secteur privé (millions \$)	50	100	100	100	100

En 2019, 3 prêts de crédit ont été accordés pour un montant total de 100 millions de dollars, ce qui correspond au total des prêts accordés en 2018. Ces prêts ont bénéficié à une Banque de développement régional de la région de l'Afrique de l'Est, pour 20 millions de dollars, et à deux sociétés d'énergie renouvelable, pour un montant de 40 millions de dollars par opération. La première se trouve en République d'Afrique du Sud et la seconde en République de Madagascar. En ce qui concerne les accords de crédit approuvés en 2019, 4 conventions ont été signées avec des institutions financières pour un montant total de 55 millions de dollars. Ces prêts concernaient des opérations approuvées en 2018.

Financement des exportations arabes vers les pays africains

La Banque souhaite promouvoir les échanges commerciaux entre les pays arabes et africains, car le commerce extérieur joue un rôle efficace dans le processus de développement, en facilitant la circulation des biens et des services, en fournissant des intrants aux processus de production, en approvisionnant les marchés locaux et mondiaux et en facilitant la circulation de la production finale.

La BADEA a participé au capital de l'AFREXIMBANK à hauteur de 10 millions de dollars. Elle a, également, mis en place, en 1997, un programme pour financer les exportations arabes vers les pays africains, pour un montant de 100 millions de dollars (fonds renouvelable), dont 75 millions ont été gérés par le Groupe Banque Islamique de Développement (BID), l'Institution Islamique Internationale de Financement du Commerce, le montant restant de 25 millions de dollars a été accordé aux banques arabes pour financer des exportations arabes vers les pays africains. A la fin de ce programme, en 2014, le total octroyé a atteint de 399,5 millions de dollars, dont 187 millions de dollars décaissés, pour financer 29 opérations, au profit de : la Tanzanie, la Guinée, Maurice, le Zimbabwe, les Seychelles, la Zambie, la Côte d'Ivoire, le Kenya, le Sénégal et la Gambie. Certains de ces pays ont bénéficié de plus d'une opération.



■ Activité de financement

Depuis le début de 2015, et conformément à la résolution n ° (6) du Conseil des gouverneurs pour l'année 2014 déjà citée, le «Programme de financement du commerce extérieur» a été approuvé et des montants renouvelables annuels lui ont été affectés comme suit:

Année	2015	2016	2017	2018	2019
Ressources allouées aux Exportations arabes vers les pays africains (millions \$)	150	200	200	225	250

Au cours de l'année 2019, des fonds ont été attribués pour une valeur totale d'environ 250 millions de dollars, dont deux lignes de financement d'une valeur totale de 60 millions d'euros (environ 67 millions de dollars), deux lignes de financement d'une valeur totale de 20 millions de dollars et deux confirmations de crédit documentaires d'une valeur totale de 163 millions de dollars. Le financement pour l'année 2019 a dépassé celui de 2018, qui s'élevait à 225 millions de dollars, soit une augmentation d'environ 11%. Ont bénéficié de ces fonds : un fonds souverain, une Banque commerciale régionale, deux Banques commerciales locales et une institution locale de financement du développement, au Burundi, au Togo, au Mali, en Éthiopie et en Ouganda

Opérations régionales

Les projets et opérations d'assistance technique à caractère régional intéressent la Banque, car leur impact positif se reflète dans plus d'un pays africain. Cela offre une opportunité de coordination et de coopération entre ces pays. La Banque a contribué en 2019 au financement du projet de route régionale (Burundi / Rwanda), première partie: «Bujumbura – Namentenga²» en République du Burundi, financé la création de Banques IBDA'A pour la microfinance dans le Groupe des Etats d'Afrique Centrale, et soutenu la quatrième étape du portail arabe.

Elle a aussi soutenu le développement de la science, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques dans les républiques du Ghana et de Maurice, financé le programme régional de lutte contre les maladies animales transfrontalières dans les deux régions arabe et africaine, soutenu le Secrétariat Permanent du Groupe G5 Sahel, financé le programme des ponts commerciaux arabo-africains et un programme de formation pour les unités de mise en œuvre des projets en difficulté dans les pays francophones.

Opérations d'assistance technique et répartition en 2019

L'assistance technique est fournie aux états africains bénéficiaires et aux organisations régionales africaines, sous forme de dons non remboursables, et ce à travers le financement d'études de faisabilité technique et économique de projets de développement, que la Banque tient à confier exclusivement aux bureaux d'études et d'expertise arabes, africains ou arabo-africains, et le financement d'appui institutionnel qui consiste à financer diverses activités, comprenant l'organisation de sessions de formation, l'envoi d'experts arabes aux pays bénéficiaires, l'organisation d'évènements et la fourniture d'équipements et de matériels pour certaines institutions.

En 2019, environ 9,96 millions de dollars ont été alloués pour financer 43 opérations d'assistance technique, soit 99,6% du montant de 10 millions de dollars alloué pour l'année. Un montant de 1,070 million de dollars a été alloué au secteur des infrastructures, 2,320 millions de dollars au secteur de l'agriculture et du développement rural, 4,605 millions de dollars au secteur financier et 1, 820 million de dollars au secteur social, en plus de 145 000 dollars pour financer des opérations d'assistance technique dans le cadre des pouvoirs du Directeur Général.

Opérations d'assistance technique au cours de la période 1975-2019

Les crédits alloués à l'assistance technique au cours de la période 1975-2019 se sont élevés à environ 200,2 millions de dollars, couvrant le financement de 823 opérations, réparties entre les études de faisabilité et l'appui institutionnel, comme indiqué dans le schéma ci-dessous:

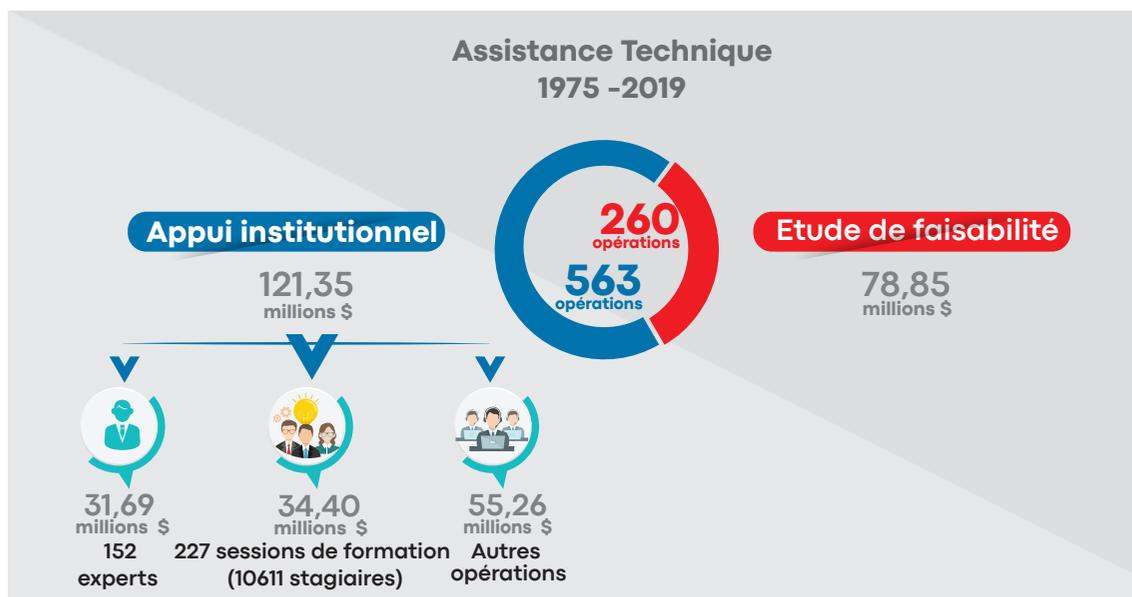


Tableau III

Evolution des opérations d'assistance technique durant la période 1975 – 2019

Année	Etudes de Faisabilité		Appui Institutionnel		Total	
	Nombre	Montant (millions \$)	Nombre	Montant (millions \$)	Nombre	Montant (millions \$)
1975- 2004	155	42,62	169	35,63	324	78,25
2005	7	2,00	21	4,00	28	6,00
2006	8	2,74	16	3,49	24	6,23
2007	8	2,91	23	3,59	31	6,50
2008	8	2,77	23	3,98	31	6,75
2009	9	3,61	18	3,39	27	7,00
2010	9	3,28	21	4,72	30	8,00
2011	7	2,33	24	5,67	31	8,00
2012	8	2,46	24	5,54	32	8,00
2013	4	1,56	29	6,44	33	8,00
2014	6	2,55	23	5,45	29	8,00
2015	9	3,78	26	6,22	35	10,00
2016	9	3,15	32	6,85	41	10,00
2017	3	0,73	37	8,83	40	9,56
2018	7	2,06	37	7,89	44	9,95
2019	3	0,30	40	9,66	43	9,96
Total	260	78,5	563	121,35	823	200,20
%	31,59	39,39	68,41	60,61	100	100

**Tableau IV**
**Répartition sectorielle des opérations d'appui technique durant la période 1975-2019
(en millions de dollars)**

Secteur	Infrastructures		Agriculture		Industrie		Energie		Finances		Total	
	Mont.	%	Mont.	%	Mont.	%	Mont.	%	Mont.	%	Mont.	%
Etudes de Faisabilité	39,41	50,0	30,30	38,0	2,33	03,0	4,83	06,0	1,98	03,0	78,85	100
Appui Institutionnel												
Experts	10,42	33,0	7,78	25,0	0,57	02,0	0,24	01,0	12,69	39,0	31,69	100
Sessions de Formation	4,08	12,0	16,30	47,0	2,11	06,0	0,28	01,0	11,62	34,0	34,40	100
Autres opérations	17,68	32,0	12,15	22,0	1,16	02,0	0,91	02,0	23,36	42,0	55,26	100
Total Partiel	32,18	27,0	36,23	30,0	3,84	03,0	1,43	01,0	47,67	39,0	121,35	100
Grand Total	71,59	36,0	66,53	33,0	6,17	03,0	6,26	03,0	49,65	25,0	200,20	100

Évolution des obligations et des retraits de prêts et dons pour la période 1975 - 2019

Le total des engagements au titre de prêts pour les deux secteurs public et privé et les dons d'assistance technique s'est élevé, durant la période 1975 – 2019, à 6 115,4 millions de dollars, dont 5 915,2 millions de dollars pour les prêts et 200,2 millions de dollars pour les subventions. Le passif net s'élevait à environ 5 232,5 millions de dollars, dont 5 064,2 millions de dollars pour les prêts et 168,3 millions de dollars pour les subventions, sans compter les prêts accordés par le Fonds de prêt, qui totalisaient 59 prêts à 214,2 millions de dollars. Il en ressort une différence, entre les engagements globaux et les engagements nets, de 882,9 millions de dollars, qui sont des annulations, dont certaines représentent des montants restants de prêts à des projets et de dons pour des opérations d'assistance technique achevées.

Le montant cumulé des décaissements, à la fin de 2019, était de 3 451,2 millions de dollars, dont 3 330,6 millions de dollars pour les prêts et 120,6 millions de dollars pour les subventions, contre un total de 3 285,8 millions de dollars à la fin de 2018, dont 3 173 millions de dollars pour les prêts et 112,8 millions de dollars pour les subventions, y compris les décaissements des prêts du Fonds de Prêts. Le rapport du retrait cumulé sur le total des obligations cumulées de la Banque et du Fonds, après annulations, était d'environ 66% jusqu'à fin 2019 (tableau 5).

Il convient de noter que le montant des décaissements au cours des dix dernières années (2010-2019) a dépassé le montant du recouvrement des remboursements au titre du principal de 756,8 millions de dollars, les décaissements s'élevant à 1 301,8 millions de dollars contre le recouvrement de 545 millions de dollars, en raison de l'amélioration de la gestion et du suivi des prêts et des subventions, et d'une augmentation de la taille des opérations pendant la même période. Quant aux décaissements et aux remboursements de l'année 2019, il ont atteint respectivement 157,6 millions de dollars et 60,6 millions de dollars, ce qui indique que la Banque joue un véritable rôle de développement.

Tableau V
Evolution des engagements et des décaissements de la BADEA durant la
période 1974 - 2019 (Millions de Dollars)

Année	Financements annuels	Engagements annuels nets	Engagements Annuels FASAA	Montant cumulé des engagements nets & FASAA	Montant cumulé des décaissements	Décaissements en pourcentage des engagements nets cumulés & FASAA (%)
1974	-	-	79 850	79 850	79 850	100
1975	85 500	68 033	64 650	212 533	144 500	68
1976	62 000	56 823	56 500	325 856	203 097	62
1977	66 290	64 226	13 244	403 326	223 959	56
1978	72 870	48 601	-	451 927	279 635	62
1979	49 070	41 916	-	493 843	331 591	67
1980	71 950	48 066	-	541 909	379 446	70
1981	76 026	41 284	-	583 193	416 428	71
1982	90 000	48 180	-	631 373	453 240	71
1983	83 933	62 120	-	693 493	492 894	71
1984	87 960	43 178	-	736 671	534 798	73
1985	73 790	35 785	-	772 456	576 362	75
1986	58 605	36 937	-	809 393	625 576	77
1987	71 423	28 604	-	837 997	660 747	79
1988	66 720	49 151	-	887 148	685 596	77
1989	72 000	53 618	-	940 766	709 227	75
1990	73 682	32 565	-	973 331	732 516	75
1991	74 235	34 613	-	1,007 944	775 346	77
1992	73 726	54 157	-	1,062 101	810 739	76
1993	74 654	42 332	-	1 104 433	833 536	75
1994	74 307	55 998	-	1 160 431	868 811	75
1995	79 930	73 000	-	1 233 431	907 690	74
1996	89 938	78 467	-	1 311 898	950 177	72
1997	99 830	76 536	-	1 388 434	992 886	72
1998	109 940	69 535	-	1 457 969	1 042 612	72
1999	119 520	95 700	-	1 553 669	1 113 937	72
2000	123 950	113 798	-	1 667 467	1 170 766	70
2001	129 200	101 292	-	1 768 759	1 238 822	70
2002	134 390	132 150	-	1 900 909	1 309 097	69
2003	139 990	120 002	-	2 020 911	1 386 819	69
2004	144 970	135 772	-	2 156 683	1 477 208	68
2005	159 939	137 312	-	2 293 995	1 567 890	68
2006	169 945	153 394	-	2 447 389	1 677 291	69
2007	179 600	163 080	-	2 610 469	1 825 125	70
2008	190 000	173 153	-	2 783 622	1 965 984	71
2009	200 000	184 170	-	2 967 792	2 098 924	71
2010	200 000	186 186	-	3 153 978	2 223 603	71
2011	200 000	196 214	-	3 350 192	2 360 060	70
2012	200 000	185 547	-	3 535 739	2 483 329	70
2013	200 000	179 334	-	3 715 073	2 619 092	70
2014	200 000	198 363	-	3 913 436	2 753 610	70
2015	260 000	231 421	-	4 144 857	2 899 371	70
2016	306 000	293 871	-	4 438 728	3 029 063	68
2017	329 555	323 199	-	4 761 927	3 177 867	67
2018	339 950	334 889	-	5 096 816	3 398 209	67
2019	349 960	349 960	-	5 446 776	3 587 477	66
Total	6 115 348⁽¹⁾	5 232 532⁽²⁾	214 244	5 446 776	3 587 477	

1 Ce montant correspond au cumul des engagements de la Banque avant les annulations, et comprend 5 915,170 millions de dollars pour les prêts des secteurs public et privé et 200,178 millions de dollars pour les dons.

2 Ce montant correspond au cumul net des engagements de la BADEA et comprend 5 064,218 millions de dollars pour les prêts des secteurs public et privé et 168,314 millions de dollars pour les subventions.



Opérations achevées en 2019

En 2019, 19 projets de développement ont été achevés dans les secteurs des infrastructures, de l'agriculture, du développement rural et des services sociaux, projets dans lesquels la Banque a contribué à hauteur de 186,4 millions de dollars, et 16 pays africains en ont bénéficié. Au cours de l'année, 25 opérations d'assistance technique ont également été achevées, pour un coût de 7,8 millions de dollars, dont 6 études de faisabilité, pour un coût de 2,6 millions de dollars, et 19 opérations d'appui institutionnel, pour un coût de 5,2 millions de dollars.

Signature des accords

Au cours de l'année 2019, 17 accords de prêt ont été signés avec 11 pays africains et 6 institutions nationales, et le total des prêts octroyés au titre de ces accords s'est élevé à 329 millions de dollars. Il a été déclaré l'entrée en vigueur de 19 accords, avec 13 pays africains et 6 institutions internationales, régionales et nationales, pour un montant total de 382 millions de dollars.

Contribution à l'allègement de la dette

La BADEA contribue à l'allègement du poids inhérent à ses prêts sur les pays bénéficiaires de son aide, à travers un système de rééchelonnement du paiement des arriérés. Ses procédures dans ce domaine ont précédé la mise en place de l'initiative du FMI et de la Banque mondiale visant à traiter le problème de la dette des pays pauvres très endettés (HIPC). La BADEA participe aussi aux côtés des institutions financières internationales, dans le cadre de ladite initiative, depuis 1997. Ainsi, La contribution cumulée de la BADEA au titre de cette initiative, jusqu'à la fin de 2019 s'élevait à environ 258.848 millions de dollars pour 29 pays africains, répartis comme suit (en millions de dollars):

Pays	Montant	Pays	Montant	Pays	Montant	Pays	Montant
Ouganda	7,200	Mozambique	11,300	Bénin	2,600	Mali	4,041
Burkina Faso	16,300	Niger	19,600	Ethiopie	6,000	Tanzanie	14,742
Ghana	8,342	Madagascar	1,506	Zambie	11,847	Cameroun	1,904
Malawi	4,216	Sierra Léone	9,766	Sao Tomé & Príncipe	7,011	Burundi	15,808
République Centre-Africaine	8,726	Congo	5,180	Guinée Bissau	7,185	Congo Démocratique	17,906
Togo	0,308	Côte D'Ivoire	1,771	Guinée	10,360	Iles Comores	15,446
Sénégal	5,100	Rwanda	24,312	Tchad	2,284	Gambie	0,817
Liberia	17,270						

Le Cofinancement en 2019

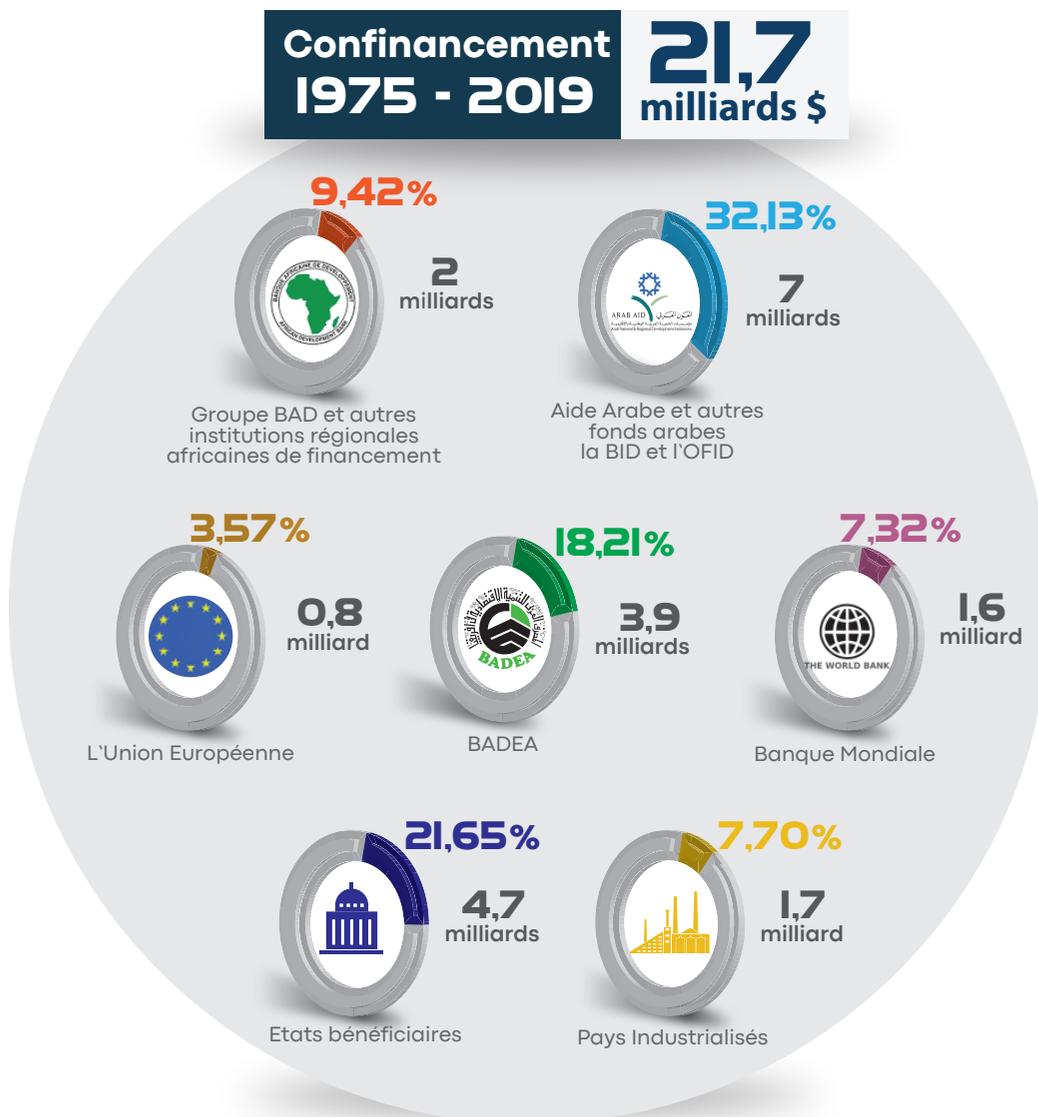
La Banque cherche à coordonner avec les institutions de financement, notamment arabes, en matière de cofinancement, compte tenu des possibilités de financement offertes par cette approche pour les grands projets soumis par les pays bénéficiaires.

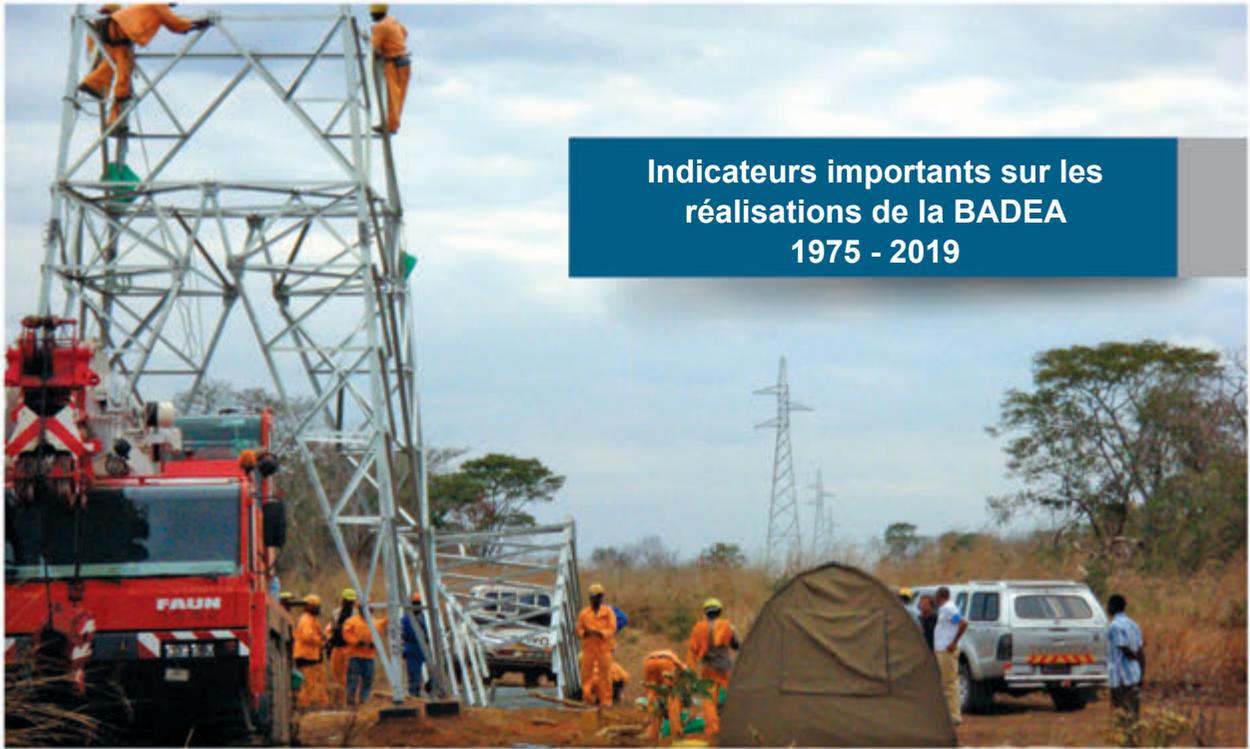
La Banque a participé avec certaines institutions financières arabes, la Banque Islamique de Développement et OFID au financement de 11 des 14 projets approuvés au cours de l'année 2018, et sa part de financement a atteint environ 38,5% de leur coût total d'environ 432,49 millions de dollars.

La part de financement des autres fonds arabes (le Fonds Saoudien pour le Développement, le Fonds Koweïtien pour le Développement Economique et le Programme de Développement du Golfe Arabe (AGFUND)), la Banque Islamique de Développement et OFID s'élevait à 51,5%, et les gouvernements des pays bénéficiaires environ 10,0%. En ce qui concerne les 3 projets restants, d'un coût de 83,17 millions de dollars, la Banque a participé à leur financement avec les gouvernements des pays bénéficiaires. Elle a contribué à hauteur de 73,5 millions de dollars, soit environ 88,37% de leur coût total.

Cofinancement pendant la période 1975-2019

Le coût total des projets que la Banque a contribué à financer, dans le cadre du cofinancement avec toutes les institutions, au cours de la période 1975-2019 s'est élevé à environ 21,7 milliards de dollars, et sa contribution aux financements a atteint environ 18,21%. Le graphique ci-dessous détaille ces cofinancements.





Indicateurs importants sur les réalisations de la BADEA 1975 - 2019

Les réalisations de la Banque, au cours des 45 dernières années, sont tangibles. Elles ont contribué à améliorer les indicateurs économiques et sociaux dans les pays d'Afrique subsaharienne et y ont diminué l'impact de la pauvreté, comme elles ont contribué à renforcer la coopération arabo-africaine.



Routes
15 815 km de routes asphaltées
13 102 km de routes rurales



Chemins de fer
608 km de voies ferrées



Eaux et assainissement
126 opérations dans 33 états africains
4829 km de réseaux d'eau et d'assainissement



Ports
7 opérations dans 6 pays africains



Agriculture et développement rural
235 428 hectares de terres aménagés
6 295 puits d'eau potable



Industrie
15 projets et complexes industriels dans 12 états africains



Energie
1368 mégawatts d'énergie produits
17 503 km de réseaux de transport de l'électricité



Santé
221 hôpitaux et centres de santé
2623 lits



Aéroports
16 aéroports internationaux
24 aéroports intérieurs



Education
289 établissements (universités, instituts, centres, écoles)
1863 salles de classe
48 433 étudiants et étudiantes par an

2^{ème}

Partie

Description détaillée des Opérations



Description détaillée

des Opérations

Description détaillée

Description détaillée

Description détaillée



DEUXIEME PARTIE

Description Détaillée des Operations Approuvées en 2019

Le Conseil d'Administration de la Banque a approuvé au cours de l'année 2019 le financement de 14 projets de développement dans le secteur public, 3 opérations dans le secteur privé, 6 opérations d'exportations arabes et 43 opérations d'assistance technique, au profit de certains pays africains et institutions éligibles pour bénéficier de l'appui de la Banque. Voici une description détaillée de ces opérations:

1/ Projets du secteur public

Route «Dila - Bole - Haro wachu»

Secteur: Infrastructure

République fédérale démocratique d'Éthiopie

Date d'approbation: 06 mars 2019

Montant du prêt: 20 millions de dollars

Objectifs du projet

Contribuer à l'atteinte de l'objectif n° 9 des objectifs du Développement Durable pour les investissements dans les infrastructures et de l'objectif n° 11 pour contribuer au développement du système de transport dans les villes. Le projet vise également à intensifier les échanges commerciaux entre les pays voisins et à intégrer leurs économies, et à relier la zone du projet à toutes les régions du pays et à la capitale, Addis-Abeba.

Description du projet

La route part de la ville de "Dila" qui est située à environ 360 km au sud de la capitale "Addis-Abeba" jusqu'au sud-est du pays, passant par certaines villes commerciales et administratives importantes, et il s'arrête à la ville "Haro wachu". Le projet comprend l'asphaltage de la route sur une longueur d'environ 68,7 km sur une largeur de 7 mètres avec deux accotements de 1,5 mètre chacun, et de 2,5 mètres dans les villes et les villages, et la construction de passerelles et de moyens de protection contre la pluie et les inondations. Le projet comprend également des services de conseil et d'acquisition de terrains, ainsi que l'organisation d'un atelier de démarrage de la mise en œuvre du projet, en plus de l'audit annuel de ses comptes.

Financement de projets

Le coût total du projet est de 64,20 millions de dollars. et La BADEA contribue à son financement avec 20,00 millions de dollars (représentant 31,15% des coûts totaux), OFID avec 22 millions de dollars (34,27%), et le gouvernement avec 22,20 millions de dollars (34,58%).

Construction et équipement de lycées à Zanzibar

Secteur: Social (Education)**République-Unie de Tanzanie**

Date d'approbation: 06 mars 2019

Montant du prêt: 13.5 millions de dollars

Objectifs du projet

Contribuer à la réalisation de l'objectif n ° (4) du Développement Durable relatif à la fourniture d'une éducation de qualité, et contribuer à garantir que les élèves de sexe masculin et féminin des zones souffrant d'un manque de lycées, bénéficient d'opportunités d'enseignement secondaire.

Description du projet

Le projet comprend la construction de trois lycées à Zanzibar, situés dans la zone urbaine ouest de l'île d'Anjuja, dans le village de Mefeneseni, dans la région nord de l'île Unguja dans le village de Jambe et dans la zone nord de l'île de Pemba dans le village de Kifundi. Les composantes du projet comprennent la construction de trois lycées, un logement pour les enseignants, les dortoirs des élèves garçons et filles, un réfectoire et une cuisine, en plus des aménagements extérieurs et des raccordements électriques, eau et égouts. Les composantes comprennent également la fourniture de mobilier, de matériel éducatif, d'autobus scolaires, de services de conseil, l'organisation d'un atelier de démarrage de la mise en œuvre du projet, l'appui à l'unité de gestion du projet et l'audit annuel de ses comptes.

Financement du projet

Le coût total du projet est de 15 millions de dollars, et la Banque y contribue à hauteur de 13,5 millions de dollars (représentant 90% des coûts totaux), et le Gouvernement avec 1,5 million de dollars (représentant 10% des coûts totaux).





Construction d'un pont sur la rivière Mangoky Secteur: Infrastructure

République de Madagascar

Date d'approbation: 06 mars 2019

Montant du prêt: 20 millions de dollars

Objectifs du projet

Contribuer à la réalisation de l'objectif n° 9 des objectifs du Développement Durable relatif aux investissements dans les infrastructures, soutenir l'intégration économique et commerciale entre les régions du pays, renforcer le réseau routier asphalté, contribuer à réduire les coûts d'entretien routier et du temps de transport et des déplacements, faciliter l'accès des produits agricoles aux centres de transformation et aux marchés, et aussi améliorer les conditions économiques et sociales pour les populations des régions du sud du pays.

Description du projet

Il s'agit du projet de construction d'un pont sur la rivière Mangoky pour relier les deux parties de la route nationale n° 9 au Point Kilométrique (700 + 199), et ses composantes comprennent : La construction d'un pont d'une longueur totale de 880 mètres et d'une largeur de 7 mètres et de deux trottoirs de 1,35 mètre de large chacun, la construction de routes de liaison avec la route nationale n° (9) sur une longueur de 7 km, la construction d'une route rurale d'une longueur d'environ 10 km, pour désenclaver les agglomérations, le forage et l'équipement de 10 puits pour l'eau potable, la construction et l'équipement d'un poste de gendarmerie, d'un centre de santé et d'une école. Les composantes comprennent également des services de conseil, l'acquisition de terrains et l'organisation d'un atelier de démarrage de la mise en œuvre du projet, en plus de l'audit des spécifications techniques et de l'audit annuel des comptes du projet.

Financement de projets

Le coût total du projet est de 64,28 millions de dollars, et la Banque y contribue avec 20 millions de dollars (représentant 31,11% des coûts totaux), le Fonds saoudien pour le développement pour 20 millions de dollars (31,11%) et le Fonds koweïtien pour le développement économique arabe pour 10 millions de dollars (15,56%), OFID pour 10 millions de dollars (15,56%) et le gouvernement avec 4,28 millions de dollars (6,66%).

Développement de la chaîne de valeur du riz Secteur: Agriculture et développement rural

République de Gambie

Date d'approbation: 06 mars 2019

Montant du prêt: 10 millions de dollars

Objectifs du projet

Contribuer à la réalisation de l'objectif n ° 1 des objectifs du Développement Durable pour l'éradication de la pauvreté et de l'objectif n ° 2 pour l'éradication totale de la faim, en vue d'améliorer les conditions socio-économiques de la population pour atteindre en 2030 un taux d'autosuffisance en riz de 30%, augmenter les revenus des riziculteurs au niveau national de 50% et réduire le niveau de pauvreté national actuel de 4%. Mais aussi augmenter la production agricole dans la zone du projet, améliorer l'efficacité des systèmes d'irrigation, l'accès aux intrants et à la technologie agricoles, améliorer la chaîne de valeur du riz et encourager les acteurs privés à s'impliquer dans la filière rizicole, afin que leur taux de contribution atteigne 50% dans la zone du projet après son achèvement.

Description du projet

Le projet est situé dans les cours moyen et supérieur du fleuve, et la partie financée par la Banque comprend l'amélioration de la production et de la productivité par l'aménagement de 1275 hectares de terres agricoles, la fourniture d'équipements agricoles, le développement d'industries agricoles et de la liaison avec les marchés, en construisant des routes secondaires et des travaux de génie civil pour les infrastructures post-récolte, ceci en plus des services de conseil, de l'appui à la gestion du projet et l'organisation d'ateliers pour le lancement de sa mise en œuvre, pour son évaluation à mi-parcours et pour préparer son achèvement.

Financement du Projet

Le coût total du projet est de 29,80 millions de dollars, et la Banque apporte 10 millions de dollars (soit 34% des coûts totaux), la Banque islamique de développement 17,30 millions de dollars (58%) et le gouvernement 2,50 millions de dollars (8%).

Electricité rurale dans les provinces de «Nyamagabe» et «Nyaruguru» Secteur: Agriculture et développement rural République du Rwanda

Date d'approbation: 06 mars 2019

Montant du prêt: 20 millions de dollars

Objectifs du projet

Contribuer à la réalisation de l'objectif n° 7 du Développement Durable en fournissant une énergie et une électricité propres et abordables dans les provinces de «Nyamagabe» et «Nyaruguru», ce qui contribuera à améliorer les conditions socio-économiques de la population et à réduire les migrations vers les villes.

Description du projet

Le projet comprend l'importation et l'installation d'équipements pour la construction de lignes de transmission de 30 KV d'une longueur totale d'environ 186 km, 242 sous-transformateurs, des lignes de distribution (400 volts) d'une longueur totale d'environ 582 km, des câbles et des compteurs pour fournir de l'électricité à environ 25 600 domiciles et 47 centres publics et commerciaux. Le projet comprend également l'installation de réseaux pour le transport et la distribution d'électricité, et les raccordements aux maisons, aux centres commerciaux, sanitaires, éducatifs et publics. Cela s'ajoute aux services de consultation, à l'appui à l'unité de mise en œuvre du projet, à l'acquisition de terrains et aux frais de gestion du projet.

Financement du projet

Le coût total du projet est de 22,22 millions de dollars, et la Banque y contribue avec 20 millions de dollars (représentant 90% des coûts totaux), et le gouvernement avec 2,22 millions de dollars (représentant 10% des coûts totaux).



Appui à l'Université nationale d'agriculture et l'Université nationale des sciences, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques

Secteur: Social (Education)

République du Bénin

Date d'approbation: 06 mars 2019

Montant du prêt: 40 millions de dollars

Objectifs du projet

Contribuer à la réalisation de l'objectif n° 4 du Développement Durable relatif à la fourniture d'une bonne éducation, par l'augmentation des capacités d'accueil dans les deux universités, à l'amélioration de la qualité de l'enseignement et de la recherche et au renforcement des capacités, en plus de fournir des cadres hautement qualifiés pour le marché du travail.

Description du projet

Le projet comprend la construction d'un bâtiment pour la Présidence de l'Université nationale d'agriculture de "Porto-Novo" d'une superficie totale d'environ 3 045 m² et de la Faculté d'agriculture, et la construction d'un bâtiment pour la Présidence de l'Université nationale des sciences, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques à «Abomey», d'une superficie totale d'environ 3 346 m², avec la construction de son institut préparatoire pour les études d'ingénierie. Les composantes du projet comprennent également la fourniture de mobilier et d'équipements, des services de conseil, d'appui pour l'amélioration de la qualité de l'enseignement, l'appui à l'unité d'exécution du projet et l'organisation d'un atelier de lancement de mise en œuvre du projet et l'audit annuel de ses comptes.

Financement du projet.

Le coût total du projet est de 45,95 millions de dollars, et la Banque contribue à son financement avec 40 millions de dollars (représentant 87,05% des coûts totaux), et le Gouvernement avec 5,95 millions de dollars (représentant 12,95% des coûts totaux).





Prêt supplémentaire pour le projet de route régionale Burundi-Rwanda Première partie: «Bujumbura-Nyamitanga»

Secteur: Infrastructure

République du Burundi

Date d'approbation: 06 mars 2019

Montant du prêt: 7 millions de dollars

Objectifs du projet

Contribuer à la réalisation de l'objectif n° 9 du Développement Durable relatif aux investissements dans les infrastructures et de l'objectif n° 11 pour contribuer au développement du système de transport dans les villes, à l'intensification des échanges commerciaux entre les pays voisins et aider à l'intégration de leurs économies, et faciliter la circulation des biens et des personnes vers la région ouest de la République du Burundi, réduire les coûts du transport et désenclaver les villages qui se trouvent sur le tracé de la route.

Description du projet

Le projet comprend la construction d'une partie de la route nationale n° 5 sur un tronçon à double sens, de 5,3 km de longueur, avec deux voies dans chaque direction, d'une largeur de 7 mètres, séparées par un garde-fou en béton, deux accotements d'une largeur de 1,5 mètre et deux trottoirs d'une largeur de 1,5 mètre. Le projet comprend également des lampadaires d'éclairage public, deux passerelles aériennes pour piétons et vélos au niveau du pont existant au km 4, et un rond-point au niveau de l'entrée de l'aéroport. Il comprend également des services de conseil, l'acquisition de terrains, l'appui à l'Unité de mise en œuvre du projet et l'audit technique du projet.

Financement du projet

Le coût total du projet (le prêt supplémentaire) est de 13 millions de dollars et il est financé par la Banque à hauteur de 7 millions de dollars (soit 55,56% des coûts totaux), par le Fonds saoudien pour le développement pour 5,9 millions de dollars (43,91%) et le gouvernement à hauteur de 0,1 million de dollars (0,53%).

**Contribuer à la création de la Banque IBDA'A pour la microfinance
dans la Communauté des Etats d'Afrique Centrale**

Secteur: Social (microfinance)

Régional

Date d'approbation: 06 mars 2019

Montant du prêt: 2 millions de dollars

Objectifs du prêt

Permettre à la Banque de Développement des Etats d'Afrique Centrale (BDEAC) de contribuer à la création de la Banque IBDA'A pour la microfinance dans les Etats d'Afrique Centrale. La création de la Banque IBDA'A vise à lutter contre la pauvreté grâce à des mécanismes de microfinance et à l'inclusion financière, et à permettre aux couches les plus pauvres d'accéder aux services financiers de manière durable. La création de la Banque contribuera à faire face aux défis et obstacles auxquels est confronté le secteur de la microfinance, en tant que moyen efficace pour résoudre les problèmes rencontrés par les pays du Groupe, en particulier le taux de chômage élevé et les faibles revenus de segments importants et multiples de la population.

Financement du projet

Le capital de la Banque IBDA'A à créer est de 5 millions de dollars, auxquels la Banque de Développement des États d'Afrique Centrale contribue à hauteur de 2 millions de dollars (le prêt de la BADEA), ce qui représente 40% du capital, et le Programme de Développement du Golfe Arabe (AGFUND), avec 3 millions de dollars, ce qui représente 60% du capital.



Appui au secteur de l'éducation

Secteur: Social (Education)

République de Sierra Leone

Date d'approbation: 19 juin 2019

Montant du prêt: 20 millions de dollars

Objectifs du projet

Contribuer à la réalisation de l'objectif n° 4 du Développement Durable relatif à assurer une éducation de qualité, équitable et inclusive et améliorer les possibilités d'apprentissage, tout au long de la vie, pour tous, et pour aider à mettre en œuvre le plan stratégique du secteur de l'éducation (2018-2020) du pays, visant à améliorer l'éducation gratuite et inclusive pour l'enseignement fondamental, et à garantir que les élèves des zones souffrant d'un manque d'écoles secondaires aient accès à des opportunités d'enseignement secondaire et à la diffusion de l'enseignement supérieur et technique dans tout le pays, qui souffre d'un faible niveau des services et de leur répartition.

Description du projet

Le projet comprend la réhabilitation et la construction de deux instituts d'enseignement technique et supérieur (Bunumbu College for Teachers et Milton Margai College of Education and Technology), ainsi que la reconstruction et l'extension de quatre lycées publics dans quatre régions distinctes du pays (Bo, Kenema, Magburaka et Prince of Wales), en plus de la construction d'un bâtiment administratif pour le Ministère de l'Enseignement Supérieur et Secondaire dans la capitale "Freetown", sur une superficie de 3 136 mètres carrés. Le projet comprend également la fourniture de mobilier et de matériel pédagogique, des services de conseil, de l'appui à l'Unité d'exécution du projet et l'organisation d'un atelier de démarrage de la mise en œuvre du projet, en plus des audits technique et financier.

Financement du projet

Le coût total du projet est de 68 millions de dollars, et la Banque contribue à son financement avec 20 millions de dollars (soit 29,4% des coûts totaux), le Fonds Saoudien pour le Développement pour 25 millions de dollars (36,8%), OFID avec 20 millions de dollars (29,4%), et le gouvernement avec 3 millions de dollars (4,4%).

Réhabilitation et aménagement de trois bassins d'eau dans les îles de «Santiago », « San Antao » et « Boa Vista »

Secteur: Agriculture et développement rural

Cap-Vert

Date d'approbation: 19 juin 2019

Montant du prêt: 16,5 millions de dollars

Objectifs du projet

Contribuer à la réalisation de l'objectif n ° 1 du Développement Durable relatif à l'éradication de la pauvreté et de l'objectif n ° 2 relatif à l'éradication la faim, assurer la sécurité alimentaire et une meilleure nutrition, promouvoir une agriculture durable, et contribuer à assurer la sécurité alimentaire des populations dans la zone du projet, améliorer leurs conditions de vie et réduire la pauvreté.

Description du projet

La zone du projet est située dans les îles de "Santiago", "San Antao" et "Boa Vista" dont la population est d'environ seize mille cinq cent âmes. Le projet est basé sur la mise en œuvre du plan de réhabilitation et la réhabilitation du bassin d'eau "Ribeira Grande" et du bassin d'eau "Ribeira Calhau", et l'achèvement de la mise en œuvre des éléments du plan de réhabilitation et de l'aménagement du bassin d'eau "São João Baptista" (dont la Banque a contribué au financement de la première phase avec 15 millions de dollars en 2017) .

Le projet permettra la mobilisation des ressources en eaux de surface et souterraines d'environ 2,2 millions de mètres cubes par an pour irriguer près de 271 hectares de terres agricoles. Les composantes comprennent la construction d'installations de mobilisation des ressources en eau, des installations de protection contre les inondations et de protection des sols, le développement des activités agricoles et économiques et le soutien aux structures de mise en œuvre du projet. Il comprend également des services de conseil et l'organisation d'ateliers pour le lancement de la mise en œuvre du projet, pour l'évaluation à mi-parcours et l'audit annuel des comptes.

Financement du projet

Le coût total du projet est de 36 millions de dollars, et la Banque y contribue avec 16,5 millions de dollars (soit 45,8% des coûts totaux), le Fonds Saoudien de Développement avec 17 millions de dollars (47,2%) et le Gouvernement avec 2,5 millions de dollars (7%).



Construction de la route «Luga - Douchi» - Partie 2

Secteur: Infrastructure

République du Niger

Date d'approbation: 19 juin 2019

Montant du prêt: 20 millions de dollars

Objectifs du projet

Contribuer à la réalisation de l'objectif n° 8 du Développement Durable pour soutenir le développement économique et de l'objectif n° 1 pour éradiquer l'extrême pauvreté et la famine par le biais du sous-objectif n° 1-4 relatif à l'accès aux services de base, et l'objectif n° 3, relatif à l'amélioration des conditions de vie et le niveau de bien-être, en fournissant des services de santé supplémentaires, en plus de contribuer à la construction d'un réseau routier national et régional intégré reliant le Niger aux pays voisins, en désenclavant la région du "Dosso" qui a d'énormes potentialités agricoles, renforcer les échanges commerciaux et contribuer à réduire les coûts du transport et des déplacements .

Description du projet

La route est située dans la préfecture de Dosso, qui est voisine de la capitale, Niamey du côté Est, et relie la ville de "Douchi" au village de "Luga" . D'une longueur d'environ 91 km, il s'agit d'une piste en terre qui fait partie de la route régionale n° 1, qui est une section du réseau routier principal de la communauté Économique des Etats d'Afrique de l'Ouest.

La route a été divisée en plusieurs tronçons. La Banque contribue au financement du deuxième tronçon. Les composantes du projet comprennent la construction et l'asphaltage d'une route d'environ 61 km de long et 7 mètres de large avec deux accotements de 1,5 mètre de large, la construction et l'équipement de deux stations pour surveiller les poids axiaux et aménager les routes urbaines pour la ville de «Douchi» sur 5 km environ, la construction d'environ 15 km de routes rurales pour les agglomérations proches de la route, et la construction de deux salles de traitement, le forage et l'équipement de puits pour l'eau potable. Les composantes comprennent également des services de conseil, un appui à l'unité d'exécution du projet, l'acquisition de terrains, l'organisation d'ateliers pour le démarrage de la mise en œuvre du projet et pour l'évaluation à mi-parcours et l'audit annuel de ses comptes.

Financement de projets

Le coût total du projet est de 53,5 millions de dollars, et la Banque y contribue à hauteur de 20 millions de dollars (représentant 37,38% des coûts totaux), le Fonds Saoudien pour le Développement à 20 millions de dollars (37,38%), le Fonds Koweïtien pour le Développement Economique Arabe à 12 millions de dollars (22,43%), et le Gouvernement 1,5 million de dollars (2,81%).

Développement de la chaîne de valeur du riz

Secteur: Agriculture et développement rural

République de Guinée

Date d'approbation: 02 octobre 2019

Montant du prêt: 9 millions de dollars

Objectifs du projet

Contribuer à la réalisation de l'objectif n° 1 du Développement Durable relatif à l'éradication de la pauvreté et de l'objectif n° 2 pour l'élimination complète de la faim, en améliorant les conditions économiques et sociales de la population, de contribuer à l'augmentation de la production et de la productivité de la riziculture et au développement d'institutions nationales travaillant dans le domaine des chaînes de valeur, en augmentant le nombre d'agriculteurs et de bénéficiaires dans la zone du projet, et en incitant les femmes, les jeunes et les privés à s'impliquer dans le système de la chaîne de valeur du riz.

Description du projet

Le projet est localisé dans la région haute (Haute Guinée) et la région côtière (Guinée maritime). Les éléments de la partie financée par la Banque comprennent l'amélioration de la production et de la productivité par l'aménagement des terres sur une superficie d'environ 1500 hectares dans les provinces de "dinguiraye", "kouroussa" et "Sanguire" en Haute-Guinée, et la construction d'environ 150 km de routes rurales pour atteindre les villages et les zones de production, et étudier la fertilité des sols sur environ 1500 hectares.

Les composantes comprennent également la fourniture d'intrants, de machines et d'équipements de production et le renforcement des liens avec les marchés par la construction de 12 centres de collecte de riz et de légumes, deux centres de séchage du riz et 4 unités régionales pour décortiquer le riz, le renforcement des politiques habilitantes et de l'environnement institutionnel en appuyant le développement des services d'information et les services administratifs, et en soutenant le secteur privé et les producteurs de semences, en plus des services de conseil et d'appui à l'unité d'exécution de projet.

Financement du projet

Le coût total du projet est de 28,33 millions de dollars et la Banque y contribue avec 9 millions de dollars (représentant 31,77% des coûts totaux), la Banque Islamique de Développement avec 17,51 millions de dollars (61,80%) et le Gouvernement avec 1,82 million de dollars (6,43%).



Réhabilitation de la route de Sefari – Gao Le premier tronçon: “Sefari” - “Puri”

Secteur: Infrastructure

République du Mali

Date d’approbation: 02 octobre 2019

Montant du prêt: 40 millions de dollars

Objectifs du projet

Contribuer à la réalisation de l’objectif n° 9 du Développement Durable relatif à l’encouragement des infrastructures, l’industrialisation et l’innovation, l’objectif n° 1 pour l’éradication de la pauvreté et l’objectif n° 8 pour le travail décent et la croissance économique : désenclaver la zone du projet, faciliter la circulation des biens et des personnes, réduire le temps et les coûts du transport, améliorer la sécurité routière, contribuer à la réduction de la pauvreté, promouvoir le développement économique et social dans les régions du nord et du centre du Mali, et promouvoir les échanges commerciaux entre le sud et le nord du pays, et entre la République du Mali et les pays voisins.

Description du projet

Le projet est situé dans la zone de “Mopti” au centre du pays et part de la ville “Sefari”, qui est à environ 621 km à l’est de “Bamako” la capitale. Les éléments du projet comprennent la réhabilitation de la route d’une longueur de 111 km et une augmentation de sa largeur de 6 à 7,2 mètres, avec deux voies de 3,6 mètres de largeur chacune et deux accotements de 1,5 mètre de largeur à l’extérieur des agglomérations et 2,5 mètres à l’intérieur. Les composantes comprennent également la construction d’un pont de 45 mètres, la construction d’équipements d’évacuation des eaux, la construction d’un poste de péage dans la ville de “Sefari”, la fourniture des équipements de la sécurité routière. Il comprend également des prestations de conseil, l’appui à la cellule d’exécution du projet et l’organisation d’un atelier de démarrage du projet et l’audit annuel de ses comptes.

Financement de projets

Le coût total du projet est de 65,38 millions de dollars, et la Banque contribue à son financement avec 40 millions de dollars (représentant 61,18% des coûts totaux), OFID avec 20 millions de dollars (30,59%), et le gouvernement avec 5,38 millions de dollars (8,23%).

Contribuer à la création de la Banque IBDA'A pour la microfinance

Secteur: Social (microfinance)

République du Rwanda

Date d'approbation: 02 octobre 2019

Montant du prêt: 2 millions de dollars

Objectif du prêt

Permettre à la République du Rwanda de contribuer à la création de la Banque IBDA'A pour la microfinance dans le pays, pour permettre aux classes vulnérables, en particulier les jeunes et les femmes, d'accéder aux services financiers et contribuer à réduire les taux de pauvreté grâce aux mécanismes de microfinance, l'inclusion financière et la création d'emplois. Le prêt sera octroyé à la République du Rwanda, qui le rétrocèdera à la Banque de Développement du Rwanda pour qu'elle contribue, à son tour, au capital de la Banque IBDA'A.

Financement du projet

Le capital de la Banque IBDA'A à créer est de 5 millions de dollars, auxquels la République du Rwanda contribue avec 2 millions de dollars (prêt de la BADEA), représentant 40% du capital, et le Programme de Développement du Golfe arabe (AGFUND), à 3 millions de dollars, représentant 60% du capital.



2/Opérations du secteur privé et du commerce extérieur

Contribuer au financement d'un projet de centrale électrique Afrique du Sud «secteur privé»

Date d'approbation: 19 juin 2019

Montant du prêt: 40 millions de dollars

Objectif de crédit

Contribuer au financement d'un projet de centrale électrique qui s'inscrit dans la politique du gouvernement d'augmenter la production d'énergie dans le pays, en utilisant des énergies renouvelables, par le biais de producteurs indépendants (IPP), et dans le cadre des objectifs des Nations Unies pour le Développement Durable, y compris l'objectif n ° 7 relatif à l'accès à l'énergie moderne et propre pour tous, et l'objectif 13 relatif à la lutte contre le changement climatique et son impact. Le projet vise à fournir une énergie durable à tous les résidents, à un coût acceptable et à augmenter les possibilités d'emploi dans la zone du projet pendant la mise en œuvre et l'exploitation.

Un crédit à une institution de financement du développement régional régional «secteur privé»

Date d'approbation: 11 décembre 2019

Montant du prêt: 20 millions de dollars

Objectif du crédit

Fournir les ressources financières nécessaires à une institution régionale de financement du développement en Afrique, pour financer ses dépenses d'investissement et de fonctionnement complémentaires, au profit de projets du secteur privé dans les pays membres, d'une manière qui contribue à stimuler la croissance économique et à créer de nouvelles opportunités d'emploi, à réduire les taux de pauvreté et à améliorer les conditions de vie de la population.

Contribuer au financement d'un projet de centrale électrique République de Madagascar «secteur privé»

Date d'approbation: 11 décembre 2019

Montant du prêt: 40 millions de dollars

Objectif du crédit

Appuyer la société d'exécution du projet en République de Madagascar, dans la mise en œuvre du projet de construction d'une centrale électrique, dans le but de contribuer à l'augmentation de la production d'énergie électrique dans le pays; ce qui aide à atteindre les objectifs du Développement Durable, notamment l'objectif n ° 7 relatif à l'accès à une énergie moderne et propre pour tous, l'objectif n ° 8 relatif à l'accès au travail décent et la croissance économique, et l'objectif n ° 13 relatif à la lutte contre le changement climatique et son impact.

Ligne de financement pour une institution financière République fédérale démocratique d'Éthiopie «Secteur: Commerce»

Date d'approbation: mai 2019

Montant du prêt: 63 millions de dollars

Objectifs de la ligne de financement

Confirmer les lettres de crédit émises par une institution financière de la République d'Éthiopie en vue d'importer des intrants agricoles du Royaume du Maroc. La ligne de financement vise également à renforcer les exportations arabes vers l'Afrique en général, et à renforcer les relations de la Banque avec les institutions de financement du développement actives dans le domaine du financement du commerce et avec les banques commerciales africaines en particulier, diversifier les opérations et produits de financement de la Banque et soutenir le secteur agricole en Éthiopie. Cela contribue à la croissance du revenu national et à la réalisation de la sécurité alimentaire.

Ligne de financement pour le Gouvernement de la République du Burundi

République du Burundi «Secteur: Commerce»

Date d'approbation: 19 juin 2019

Montant du prêt: 10 millions de dollars

Objectifs de la ligne de financement

Financement de l'importation de médicaments et de fournitures médicales en provenance des pays arabes, dans le cadre du programme de la Banque pour financer les exportations arabes, et permettre aux clients du secteur pharmaceutique de la République du Burundi d'approvisionner régulièrement le marché national en matière de médicaments, dans un secteur prioritaire tel que le secteur de la santé. La ligne de financement contribue à fournir des ressources financières supplémentaires au gouvernement du Burundi pour lui permettre de financer l'importation de produits d'origine arabe, ce qui, à son tour, contribuera à resserrer les relations commerciales et à soutenir les possibilités de coopération et d'intégration entre les régions arabe et africaine.



Ligne de financement pour une institution financière République d'Ouganda «Secteur: Commerce»

Date d'approbation: 19 juin 2019

Montant du prêt: 10 millions de dollars

Objectifs de la ligne de financement

Financement de l'importation de biens et produits arabes en rétrocédant les ressources de la ligne de financement, par l'intermédiaire d'une institution financière de la République d'Ouganda, aux bénéficiaires du pays, afin d'atteindre les objectifs de l'institution liés à la mise en œuvre de la stratégie de développement du pays. La ligne de financement vise également à encourager les échanges commerciaux entre les pays arabes et africains, et à contribuer à faire connaître les produits arabes sur les marchés africains. Cela accroîtra les exportations arabes vers l'Afrique subsaharienne.

Ligne de financement au profit d'un groupe bancaire ouest-africain régional «Secteur: Commerce»

Date d'approbation: 02 octobre 2019

Montant du prêt: 30 millions d'euros

Objectifs de la ligne de financement

Élargir le financement des exportations arabes vers les pays de l'Union Economique et Monétaire des Etats de l'Afrique de l'Ouest et les pays de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale, en accordant une ligne de financement à un groupe bancaire actif en Afrique de l'Ouest, ce qui lui permettra de fournir les fonds appropriés pour l'importation de produits arabes dans les secteurs économiques essentiels, ce qui contribue à l'amélioration du niveau de développement économique et l'amélioration des conditions de vie de la population. La ligne de financement permettra aux importateurs de subvenir aux besoins en produits de base nécessaires à la production et à la consommation, et contribuera à créer des chaînes d'approvisionnement et de ravitaillement entre les pays arabes et africains et renforcera leurs liens économiques.

Ligne de financement pour une banque commerciale République du Mali «Secteur: Commerce»

Date d'approbation: 02 octobre 2019

Montant du prêt: 30 millions d'euros

Objectifs de la ligne de financement

Assister une banque commerciale de la République du Mali dans le financement de l'importation de biens et produits arabes dans le pays, en rétrocédant ses ressources à ses clients. La ligne de financement vise également à renforcer les échanges commerciaux entre les pays arabes et africains, et contribue à faire connaître les produits arabes sur les marchés africains. Cela accroîtra les exportations arabes vers l'Afrique subsaharienne.

**Ligne de financement pour une institution financière
République fédérale démocratique d'Éthiopie
Secteur: Commerce**

Date d'approbation: novembre 2019

Montant du prêt: 100 millions de dollars

Objectifs de la ligne de financement

Confirmer les lettres de crédit émises par une institution financière de la République d'Éthiopie dans le but d'importer des intrants agricoles du Royaume du Maroc. La ligne de financement vise également à renforcer les exportations arabes vers l'Afrique en général, et à renforcer les relations de la Banque avec les institutions de financement du développement actives dans le domaine du financement du commerce et avec les banques commerciales africaines en particulier, diversifier les opérations et produits de financement de la Banque et soutenir le secteur agricole en Éthiopie. Cela contribue à la croissance du revenu national et à la réalisation de la sécurité alimentaire.

3 / Opérations d'assistance technique

**Préparation d'une d'étude pour le plan directeur du secteur agricole et
de la production forestière dans le bassin du fleuve Gambie
régional**

Date d'approbation: 02 octobre 2019

montant de l'aide: 250 000 \$

Objectif de l'aide

Préparation d'un plan directeur pour le secteur agricole et forestier dans la région du bassin du fleuve Gambie, qui comprend les états du Sénégal, de la Gambie, de la Guinée et de la Guinée-Bissau. Le plan vise à définir les axes stratégiques de la politique de développement et de gestion des ressources naturelles de la région, et à proposer un programme de développement des filières agricole, animale et forestière. L'étude comprend la collecte et l'analyse de données économiques et sociales pour diagnostiquer les ressources abondantes dans la région, la préparation d'un plan directeur qui comprenne la définition de la vision, des objectifs et des alternatives du développement agricole, et la préparation d'une étude de faisabilité préliminaire pour le plan.



Préparation d'une étude de faisabilité pour le projet de développement de l'emploi et de l'entrepreneuriat des jeunes dans le secteur agricole République d'Ouganda

Date d'approbation: 11 décembre 2019

montant de l'aide: 270 000 \$

Objectif de l'aide

Préparation de l'étude de faisabilité technique et économique du projet de développement de l'emploi et de l'entrepreneuriat des jeunes dans le secteur agricole, qui vise à lutter contre le chômage et à soutenir les chaînes de valeur agricoles en République d'Ouganda. Les éléments de l'étude comprennent la réalisation du profil économique et géographique du pays pour déterminer les moteurs de croissance, les opportunités et les défis, l'étude des opportunités d'emploi dans le secteur agricole et des infrastructures dans les établissements d'enseignement agricole supérieur, l'étude du développement des chaînes de valeur agricoles dans les produits prioritaires et le développement du capital humain dans les sciences, l'innovation et l'esprit d'entreprise.

Un programme de formation pour les cadres du ministère des finances et de la coopération économique République fédérale démocratique d'Éthiopie

Date d'approbation: 06 mars 2019

montant de l'aide: 200 000 \$

Objectif de l'aide

Formation de 50 cadres du ministère des Finances en Éthiopie dans les domaines de la gestion et du développement des ressources humaines (10 stagiaires), de la gestion financière pour le secteur public (20 stagiaires), de la planification macroéconomique et de la gestion de projets (20 stagiaires), afin d'augmenter leurs capacités professionnelles dans ces spécialités, ce qui aidera le ministère à mener ses activités de façon optimale, l'Institut ESAMI dispensera la formation à son siège à Arusha, en République-Unie de Tanzanie.

Programme de formation pour les unités d'exécution de projets en difficulté dans les pays francophones Régional

Date d'approbation: 11 décembre 2019

montant de l'aide: 250 000 \$

Objectif de l'aide

Contribuer à l'amélioration de la qualité de la mise en œuvre des projets financés par la Banque, en renforçant les capacités des cadres des projets en difficulté. La formation comprend le renforcement des capacités au niveau individuel, en offrant des présentations sur les procédures et règles bancaires, la gestion des contrats et l'atténuation des risques, et le suivi et l'évaluation. La formation comprend également le renforcement des capacités institutionnelles, en formant les unités de mise en œuvre de projets sur la gestion des défis difficiles, grâce à des échanges en ligne avec des experts de la Banque. 40 cadres de 13 pays africains francophones bénéficieront de la formation, mise en œuvre par le Collège Nelson Mandela de l'Université du Cap - Afrique du Sud.

Extension des services d'un expert arabe pour appuyer le ministère de l'économie, de la planification et de la coopération République Centrafricaine

Date d'approbation: 06 mars 2019

montant de l'aide: 250 000 \$

Objectif de l'aide

Appuyer la Direction Générale de la Programmation Economique au ministère de l'Economie, de la Planification et de la Coopération en prolongeant les services de l'expert arabe spécialisé en génie civil pour une période de deux ans. Les tâches de l'expert comprennent la contribution à la préparation d'études techniques et économiques pour des projets sectoriels, la supervision des études réalisées par des parties externes, la préparation des documents d'appels d'offres, l'évaluation des offres et l'attribution des contrats, la supervision des projets financés par la Banque et d'autres institutions arabes et le renforcement des capacités des fonctionnaires du département technique dans le domaine des règles et procédures de la Banque et des autres bailleurs de fonds, et les former dans les domaines de la mise en œuvre, de la gestion de projet et du transfert de connaissances.

Fournir les services d'un expert arabe pour appuyer le Ministère des finances et de la planification économique République du Rwanda

Date d'approbation: 06 mars 2019

montant de l'aide: 320 000 \$

Objectif de l'aide

Appuyer le Département des financements extérieurs du Ministère des Finances et de la Planification Economique de la République du Rwanda en fournissant les services d'un expert économiste / ingénieur arabe, ayant une expérience dans le domaine de la gestion de projets de développement, pour une durée de deux ans. L'expert assistera le Département dans le domaine du renforcement des consultations et des contacts avec les institutions du Groupe de Coordination Arabe, y compris la Banque, et dans la gestion, le suivi et la supervision des projets et des études de faisabilité financés par les membres du Groupe, afin d'accélérer le rythme de leur mise en œuvre. L'expert contribuera également au transfert de son expérience et de ses connaissances aux collaborateurs du département.

Extension des services d'un expert arabe pour appuyer le programme d'enseignement de la langue arabe en République du Tchad Régional

Date d'approbation: 06 mars 2019

montant de l'aide: 250 000 \$

Objectif de l'aide

Continuer à appuyer le centre éducatif régional de l'Organisation Islamique pour l'Education, la Science et la Culture (ISESCO) en République du Tchad, en prolongeant les services d'un expert arabe pour une période de deux ans dans le domaine de l'enseignement de l'arabe à des locuteurs non arabophones. L'expert contribue à la promotion et à la revitalisation du travail du Centre, en proposant des programmes éducatifs, en organisant des cours de formation, en préparant des publications et des recherches, en supervisant les activités culturelles et scientifiques et en trouvant des moyens appropriés pour permettre aux cadres gouvernementaux francophones d'apprendre l'arabe.



Fournir les services d'un expert arabe pour appuyer le Ministère de l'économie et de la planification du développement République du Tchad

Date d'approbation: 11 décembre 2019

montant de l'aide: 360 000 \$

Objectif de l'aide

Fournir les services d'un expert arabe, pour une période de deux ans, pour appuyer l'administration centrale du Ministère de l'économie et de la planification du développement, dans le but d'améliorer la performance et le suivi des projets financés par la Banque et les institutions du Groupe de Coordination Arabe, et faire connaître leurs procédures, pour réduire le nombre de projets non performants et améliorer les taux de décaissement des prêts. Les tâches de l'expert comprennent le suivi de la mise en œuvre des projets existants et des opérations d'assistance technique, la coordination entre la Banque et les institutions du groupe en ce qui concerne les projets cofinancés, le transfert d'expertise dans le domaine de la gestion de projet et leur suivi aux cadres de la Direction, l'aide à l'élaboration de plans futurs, les programmes d'investissement public et la sélection de projets efficaces.

Fournir les services d'un expert arabe pour appuyer le ministère de l'économie et des finances République du Mali

Date d'approbation: 11 décembre 2019

montant de l'aide: 360 000 \$

Objectif de l'aide

Fournir les services d'un expert arabe, pour une période de deux ans, pour appuyer la Direction générale de la dette publique au Ministère de l'économie et des finances, dans le but d'améliorer la performance et le suivi des projets financés par la Banque et les institutions du Groupe de Coordination Arabe, et faire connaître leurs procédures pour réduire le pourcentage de projets non performants et améliorer les taux de décaissement des prêts. Les tâches de l'expert comprennent le suivi de la mise en œuvre des projets existants et des opérations d'assistance technique, la coordination entre la Banque et les institutions du groupe en ce qui concerne les projets cofinancés, le transfert d'expertise dans le domaine de la gestion de projet et leur suivi aux cadres de la direction générale de la dette, l'aide à l'élaboration des plans futurs, des programmes d'investissement public et la sélection des projets efficaces.

Extension des services de deux experts et mise à disposition de systèmes d'information au Ministère de la Planification et du Développement République de Côte d'Ivoire

Date d'approbation: 11 décembre 2019

montant de l'aide: 210 000 \$

Objectif de l'aide

Renforcer les acquis réalisés par l'expert arabe et l'expert local dans le cadre d'une assistance technique antérieure, en prolongeant leurs services d'un an, afin de permettre au Ministère d'acquérir une expertise pour améliorer le portefeuille de projets existants et leur impact sur le développement. L'expert arabe contribuera à améliorer la performance des projets financés par les partenaires arabes, à former les cadres du ministère dans les domaines de la planification stratégique et à aider à l'élaboration de la stratégie de développement (2021-2025). L'expert arabe transférera son expertise à l'expert local, qui aura à appuyer le ministère dans les domaines de la planification, de la programmation, du suivi des projets, de la préparation d'un guide dans ces domaines, de la mobilisation de ressources pour financer de nouveaux projets et de l'évaluation et l'analyse de l'intégration des femmes dans le processus de développement. L'aide comprend également la fourniture de matériel bureautique et informatique aux cadres du ministère.

Appui à la quatrième phase du portail électronique arabe Régional

Date d'approbation: 06 mars 2019

montant de l'aide: 160 000 \$

Objectif de l'aide

L'aide fait partie de la contribution de la Banque à la création du Portail Electronique Arabe créé par le Groupe de Coordination Arabe en 2006, afin de combler de nombreuses lacunes dans le domaine des connaissances du monde arabe et de répondre aux besoins des gouvernements, du secteur privé, des investisseurs et des universitaires en matière de connaissances du développement. La quatrième étape vise à poursuivre l'exploitation, la maintenance, la modernisation et le développement du portail, pour un coût estimé à 1,6 million de dollars, qui sera partagé entre les institutions du Groupe. Le PNUD met en œuvre le projet de portail sous la supervision d'OFID.

Appui institutionnel au ministère de l'eau et de l'assainissement République du Sénégal

Date d'approbation: 06 mars 2019

montant de l'aide: 350 000 \$

Objectif de l'aide

Renforcer les capacités du Département de la planification et de la gestion des ressources en eau du Ministère de l'hydraulique et de l'Assainissement, en fournissant les services d'un ingénieur arabe expert dans le domaine de l'hydraulique et de l'assainissement, pendant deux ans, et fournir du matériel et des fournitures. L'expert fournira des conseils techniques pour le développement du secteur de l'hydraulique et préparera les plans directeurs dans le domaine de l'approvisionnement en eau. Il contribuera également à sélectionner les projets prioritaires, à estimer leurs coûts et à mobiliser les fonds nécessaires à leur réalisation, en plus de former des cadres techniques dans le domaine de la gestion et du suivi de la mise en œuvre des projets.

Appui à l'autorité de promotion des investissements République du Burundi

Date d'approbation: 19 juin 2019

montant de l'aide: 350 000 \$

Objectif de l'aide

Fournir une formation et des systèmes de gestion modernes pour augmenter les capacités techniques des cadres de l'Autorité de promotion des investissements, ce qui les aidera à attirer des investissements étrangers et améliorera leurs capacités compétitives. Les composantes de l'aide comprennent la réalisation de sessions de formation dans le domaine de l'élaboration et de la mise en œuvre de stratégies de promotion des investissements, la mise en œuvre de la campagne "COMESA" pour le marketing pour attirer et stimuler les investissements, le développement du système de suivi des investissements (STI) et aider le site Web de l'Autorité à devenir bilingue, et aussi annoncer le début du programme d'appui institutionnel fourni par la Banque .



Appuyer le développement des sciences, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques (STEM) Républiques du Ghana et de Maurice

Date d'approbation: 19 juin 2019

montant de l'aide: 250 000 \$

Objectif de l'aide

Soutenir le développement de la science, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques (STEM) dans les républiques du Ghana et de Maurice, en renforçant leur rôle pour contribuer au développement de stratégies nationales avancées pour faire progresser l'industrialisation, et encourager les entrepreneurs et les innovateurs à promouvoir la recherche et le développement scientifiques en Afrique, améliorer la contribution des jeunes et des femmes dans le domaine de la recherche scientifique, et la création de projets émergents et les mettre en relation avec des investisseurs et partenaires commerciaux. L'aide comprend la formation de 100 créateurs et startups via Internet dans ces domaines, le programme d'incubateurs pour s'approprier les idées remarquables et le programme d'incitation pour accélérer la commercialisation de nouveaux projets. L'African Champions Initiative supervise la mise en œuvre de l'aide, en coordination avec la Banque.

Appui au Secrétariat Permanent du Groupe G5 Sahel régional

Date d'approbation: 19 juin 2019

montant de l'aide: 300 000 \$

Objectif de l'aide

Appuyer le Secrétariat Permanent du Groupe G5 Sahel dans ses efforts pour mobiliser efficacement les ressources financières nécessaires au financement des projets dans le cadre de la première phase du programme d'investissement prioritaire 2019-2021. L'assistance comprend la fourniture des services de deux experts pour aider le Secrétariat à préparer des documents techniques pour les projets et les demandes de financement, et la mobilisation effective des promesses de financement qu'il a reçues et mobiliser de nouvelles ressources, faciliter les contacts avec les bailleurs de fonds et les partenaires, y compris la négociation et les pourparlers sur les accords de financement de projets, et fournir des conseils au Secrétaire Permanent.

Appuyer l'enseignement de la langue arabe au profit de l'Université d'État de Zanzibar République Unie de Tanzanie

Date d'approbation: 11 décembre 2019

Montant de l'aide: 330 000 \$

Objectif de l'aide

Contribuer à accroître l'efficacité et le niveau d'acquisition de la langue arabe à l'Université d'État de Zanzibar, à renforcer et à développer les capacités des enseignants de la langue arabe, et à améliorer la qualité et l'importance des programmes académiques pour la langue arabe, dans le cadre des efforts du Gouvernement pour améliorer l'utilisation de la langue arabe dans le pays. Les composantes de l'aide comprennent la préparation du programme de magister en enseignement de la langue arabe, l'enseignement du programme de magister en enseignement de la langue arabe pour 20 étudiants, pendant une période de deux ans, et l'équipement de la salle de langue arabe avec du mobilier, des livres et des ordinateurs.

Contribuer au financement du Forum Mondial sur l'Investissement pour les entrepreneurs Régional

Date d'approbation: 19 juin 2019

Montant de l'aide: 350 000 \$

Objectif de l'aide

Contribuer au financement du deuxième Forum mondial sur l'investissement pour les entrepreneurs sous le slogan «Atteindre les objectifs du Développement Durable, en promouvant l'esprit d'entreprise, l'innovation et l'investissement dans la quatrième révolution industrielle et l'économie numérique ». Le forum - organisé par le Bureau de promotion des investissements et des technologies de l'ONUDI - vise à présenter les meilleures pratiques internationales et les succès dans le domaine de l'entrepreneuriat et de l'innovation, en facilitant les partenariats commerciaux et les investissements, pour créer des projets locaux, et par la création d'une plate-forme pour les entrepreneurs du monde entier pour développer des investissements communs.

Contribuer au parrainage du Forum africain de l'investissement régional

Date d'approbation: 19 juin 2019

Montant de l'aide: 300 000 \$

Objectif de l'aide

Contribuer au parrainage du Forum africain de l'investissement, qui vise à accélérer le flux de capitaux vers le développement des secteurs clés de développement en Afrique (infrastructures, énergie, industrie manufacturière, agriculture et secteurs sociaux), et coordonner les efforts des acteurs du développement économique en Afrique, gouvernements des états, institutions et investisseurs, pour créer un cadre de coopération entre les acteurs de différents secteurs économiques. Le forum est organisé par la Banque Africaine de Développement, à Johannesburg, en Afrique du Sud.

Co parrainage du Forum africain des petites et moyennes entreprises régional

Date d'approbation: 02 octobre 2019

Montant de l'aide: 300 000 \$

Objectif de l'aide

Mieux faire connaître le programme de la Banque pour financer le secteur privé et les produits qu'elle fournit aux petites et moyennes entreprises afin de renforcer l'esprit d'entreprise et la promotion du secteur privé en Afrique, et contribuer à relier les petites et moyennes entreprises aux institutions de financement afin qu'elles puissent bénéficier des allocations que la Banque destine au financement du secteur privé dans son huitième plan quinquennal. Le forum est organisé sous les auspices de la Banque à Johannesburg, en Afrique du Sud, en marge du Forum Africain sur l'Investissement organisé par la Banque Africaine de Développement.



Financement du deuxième Forum pour promouvoir le commerce arabo-africain régional

Date d'approbation: 11 décembre 2019

Montant de l'aide: 400 000 \$

Objectif de l'aide

Poursuivre la mise en œuvre des résultats du premier Forum pour la Promotion du Commerce arabo-africain organisé par la Banque à Addis-Abeba en 2018, et mettre en exergue le rôle de la Banque en tant qu'institution financière chargée de développer et de promouvoir les échanges commerciaux entre les régions arabe et africaine. Le deuxième forum - organisé par la Banque au Caire, en République arabe d'Égypte - étudie les obstacles qui entravent les échanges entre les deux régions, dans le but de créer un environnement favorable qui améliore la position des exportations en fournissant des services à valeur ajoutée aux exportateurs et aux importateurs et en renforçant les partenariats existants de la Banque avec les institutions financières impliquées dans le financement du commerce.

Parrainage du Forum des PDG africains en 2020 régional

Date d'approbation: 11 décembre 2019

Montant de l'aide: 150 000 \$

Objectif de l'aide

Parrainage du Forum des chefs d'entreprise africains en 2020, qui permettra aux chefs des institutions économiques africaines de bénéficier de l'expérience d'un certain nombre de consultants et d'experts de haut niveau, mondialement reconnus, qui prendront la parole au cours du forum, et favorisera le dialogue entre les institutions économiques africaines et diverses parties du secteur privé, telles que les institutions bancaires et les investisseurs, et passera en revue les expériences des investisseurs, des financiers et des décideurs pour formuler les meilleures façons de faire réussir le secteur privé et proposer une série de recommandations à cet égard.

Parrainage de la deuxième session de la conférence sur l'investissement et le commerce dans la région des Grands Lacs régional

Date d'approbation: 11 décembre 2019

Montant de l'aide: 70 000 \$

Objectif de l'aide

Parrainer la deuxième session de la Conférence sur l'investissement et le commerce dans la région des Grands Lacs, qui vise à soutenir les partenariats entre les institutions du secteur privé et les institutions de financement, et à concrétiser les accords qui ont été conclus lors de la première conférence en 2016, et à contribuer à fournir un environnement propice pour créer des partenariats entre les investisseurs arabes et africains. La conférence vise également à présenter les nouveaux guichets et produits de financement de la Banque pour financer le secteur privé et le commerce extérieur. L'aide est supervisée par le Bureau de l'Envoyé Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies pour la région des Grands Lacs.

Parrainage de la première session du Forum international de l'investissement en République d'Angola régional

Date d'approbation: 11 décembre 2019

montant de l'aide: 130 000 \$

Objectif de l'aide

Parrainage de la première session du Forum international de l'investissement, qui vise à encourager le flux de capitaux arabes à investir en République d'Angola et à permettre aux investisseurs arabes de se renseigner sur les opportunités d'investissement que le pays a en abondance, à créer des partenariats entre les institutions économiques angolaises et leurs homologues des pays arabes, et à permettre aux chefs d'institutions en Angola de bénéficier de l'expérience d'un nombre important de consultants et d'experts de haut niveau, qui interviendront au cours du forum, et aussi de stimuler la coopération entre la Banque et la République d'Angola et de présenter la Banque, sa stratégie et ses produits pour financer le développement en Afrique.

Parrainage d'un forum sur l'autonomisation des femmes et des jeunes en Afrique En marge de la 53ème réunion annuelle des ministres africains des finances, de la planification et de l'économie régional

Date d'approbation: 11 décembre 2019

Montant de l'aide: 100 000 \$

Objectif de l'aide

Contribuer à la réalisation des objectifs et des programmes des états africains dans le domaine de l'autonomisation des femmes et des jeunes, en présentant, aux ministres africains participant au forum, les produits de financement que la Banque fournit pour contribuer à l'autonomisation de ces segments de la population, dans le cadre du pilier de sa nouvelle stratégie 2030 relatif au développement des petites et moyennes entreprises et de l'entrepreneuriat, et en nouant des partenariats avec d'autres bailleurs de fonds dans le domaine de l'autonomisation des femmes et des jeunes et la conception de nouvelles opérations qui accompagnent les orientations gouvernementales.

Contribuer au parrainage de la quatrième édition du Forum africain sur les entreprises et la responsabilité sociale Régional

Date d'approbation: 11 décembre 2019

Montant de l'aide: 55 000 \$

Objectif de l'aide

Contribuer à encourager et à exhorter les institutions économiques africaines à s'engager dans la responsabilité sociale pour atteindre les objectifs du Développement Durable et à familiariser ces institutions avec les programmes et produits de la Banque dans le cadre de sa stratégie décennale 2030. Le forum abordera des sujets importants, y compris le secteur privé face au changement climatique, et l'exploitation de l'expertise dans le domaine des initiatives qui soutiennent l'entrepreneuriat en Afrique, la transformation de l'agriculture africaine en tant que nécessité pour assurer la sécurité alimentaire, les modèles de partenariats public-privé et le lancement de l'Initiative des entreprises africaines pour un avenir durable. Le forum est organisé à Marrakech, Royaume du Maroc.



Contribuer au développement des chaînes de valeur pour l'exportation des mangues et des noix de cajou République de Guinée

Date d'approbation: 19 juin 2019

Montant de l'aide: 300 000 \$

Objectif de l'aide

L'aide concerne la chaîne de valeur des exportations de mangues dans les régions «Kindia» et «Kankan» et la chaîne de valeur des exportations de noix de cajou dans les régions «Boké» et «Kankan», et elle vise en général à contribuer au développement et à l'amélioration de la compétitivité des exportations de mangues et de noix de cajou en transférant l'expérience tunisienne dans ce domaine. L'aide comprend l'amélioration de l'environnement de travail des chaînes de valeur, l'ajout de valeur à la chaîne de valeur de la mangue, le soutien à l'accès aux marchés, ainsi que la coordination et le suivi de la mise en œuvre de l'aide par les médias. Le coût de l'assistance technique est estimé à 1,58 million de dollars, à financer par la Banque avec d'autres parties.

Contribuer au financement du programme régional de lutte contre les maladies animales transfrontalières dans les régions arabe et africaine Régional

Date d'approbation: 19 juin 2019

Montant de l'aide: 500 000 \$

Objectif de l'aide

Appuyer le programme qui vise à lutter contre les maladies animales transfrontalières dans les régions arabe et africaine, et comprend un certain nombre d'activités visant à lutter contre les maladies animales qui ont des impacts économiques et sociaux négatifs, en particulier sur le flux des mouvements du commerce d'animaux vivants, à savoir: la fièvre aphteuse, les avortements contagieux, la fièvre de la vallée du Rift et la peste des petits ruminants. L'aide bénéficie au Burkina Faso, au Cameroun, au Tchad, à la Centrafrique, à l'Éthiopie, au Kenya, au Mali, au Niger, au Nigéria, à la Tanzanie, à l'Afrique du Sud et au Soudan du Sud. Le coût du programme est de 29 millions de dollars, à financer par la Banque avec d'autres parties.

Contribuer au financement du programme des ponts du commerce arabo-africain régional

Date d'approbation: 02 octobre 2019

Montant de l'aide: 500 000 \$

Objectif de l'aide

Contribuer au financement du programme des ponts du commerce arabo-africain, coordonné par l'Institution Islamique Internationale pour le Financement du Commerce (ITFC), et qui sert les objectifs du programme de la Banque pour financer le commerce extérieur et étendre ses activités entre les régions arabe et africaine. L'aide recouvre un certain nombre d'activités qui contribuent à stimuler les flux commerciaux entre les régions arabe et africaine, et aussi à actualiser l'étude sur les opportunités d'exportation dans les régions arabe et africaine, et d'établir une plateforme sur Internet 2019-2020.

Contribuer à l'achèvement du recensement général de la population et de l'habitat République de Côte d'Ivoire

Date d'approbation: 19 juin 2019

Montant de l'aide: 330 000 \$

Objectif de l'aide

Contribuer à la réalisation du cinquième recensement général de la population et de l'Habitat de 2019 en République de Côte d'Ivoire, afin de soutenir les mécanismes de planification dans le pays et fournir les bases sur lesquelles s'appuient les décisions relatives à la définition des politiques nationales, à la définition des priorités et à l'investissement dans les ressources humaines et à la résolution des problèmes de population. Le coût total du programme de recensement est estimé à 41 millions de dollars, et la contribution de la Banque sera affectée au financement d'une partie des campagnes de sensibilisation et de la couverture médiatique du recensement général, à la fourniture de certains équipements et mobilier de bureau et à la préparation de programmes informatiques et statistiques.

Préparation d'une plateforme de suivi de la mise en œuvre des projets à l'aide du système d'information géographique régional

Date d'approbation: 02 octobre 2019

Montant de l'aide: 470 000 \$

Objectif de l'aide

Accélérer la mise en œuvre des projets et améliorer les taux de décaissement des prêts afin de maximiser l'impact du développement sur les pays bénéficiaires, grâce au Système d'Information Géographique (SIG). L'aide est consacrée au financement de la mise en place d'une plate-forme sur Internet qui permet aux unités de mise en œuvre des projets dans les pays bénéficiaires d'obtenir des informations géographiques liées aux projets par satellite et de fournir des analyses par satellite pour faire partie du suivi des projets, afin d'assurer leur succès et leur achèvement dans les délais. 50 projets dans 27 pays ont été sélectionnés dans la phase pilote. Le programme est supervisé par l'Institut des Nations Unies pour la Formation et la Recherche.

Financer le projet pilote pour améliorer la sécurité alimentaire dans les zones touchées par la salinité République de Namibie

Date d'approbation: 02 octobre 2019

Montant de l'aide: 500 000 \$

Objectif de l'aide

Appuyer les zones touchées par la salinité en République de Namibie pour les aider à atteindre la sécurité alimentaire et à réduire la pauvreté chez les petits agriculteurs et les travailleurs et à renforcer leurs capacités dans le domaine de la vulgarisation agricole et de la gestion des terres ; l'introduction de cultures supportant la salinité et le développement d'une chaîne de valeur agricole pour les agriculteurs. Un grand nombre de petits agriculteurs résidant dans des zones salines bénéficient directement de l'aide. Cela leur permet d'atteindre une productivité agricole plus élevée et d'améliorer leurs revenus. L'aide est mise en œuvre par le Centre International de l'Agriculture Saline (ICBA) conjointement avec le Ministère de l'Agriculture de Namibie et le Fonds international de développement agricole.



Microfinance dans le district de Labi République de Guinée

Date d’approbation: 11 décembre 2019

La valeur de l’aide: 400 000 \$

Objectif de l’aide

Contribuer au financement du projet d’adduction d’eau potable dans certains quartiers de la ville de “Labi” et du projet d’appui à l’autonomie des femmes dans la région de “Labi”. Le premier projet aide à fournir aux résidents de 5 quartiers de la ville un accès à l’eau potable, en forant 5 puits, en installant des pompes solaires, en construisant un château d’eau et en fournissant un point d’eau dans chaque quartier. Le deuxième projet appuie 9 coopératives agricoles de femmes travaillant dans le domaine de la production de légumes, et ce en équipant les terres avec du matériel d’arrosage et en fournissant des intrants, en construisant des entrepôts et en assurant le transport. Il appuie aussi 5 coopératives féminines travaillant dans le domaine de la production de savon en construisant de petites unités pour la production de savon et en fournissant l’équipement et les intrants nécessaires.

Financer le projet pilote pour améliorer la sécurité alimentaire dans les zones touchées par la salinité République de Sierra Leone

Date d’approbation: 11 décembre 2019

Montant de l’aide: 500 000 \$

Objectif de l’aide

Appui au secteur agricole dans les zones touchées par la salinité de la République de Sierra Leone; contribuer à la réalisation de la sécurité alimentaire et à la réduction de la pauvreté chez les petits agriculteurs, en particulier les femmes, et contribuer au renforcement des capacités des agriculteurs et des travailleurs dans le domaine de la vulgarisation agricole et des services de gestion des terres, l’introduction des cultures supportant la salinité, l’utilisation des meilleures pratiques de gestion agricole et le développement de la chaîne de valeur agricole des cultures. Le projet est supervisé par le Centre International de l’Agriculture Saline (ICBA) en coopération avec le ministère de l’Agriculture de la Sierra Leone et le Fonds international de Développement Agricole.

Financement du Forum africain des entreprises et de la responsabilité sociale République du Rwanda

Date d’approbation: mars 2019

Montant de l’aide: 15 000 \$

Objectif de l’aide

L’aide s’inscrit dans le cadre des directives de la Banque visant à activer le rôle des entreprises africaines du secteur privé dans le développement de programmes d’enseignement et la création d’emplois de qualité. Le forum vise à présenter aux entreprises du secteur privé les meilleures pratiques dans le domaine de la responsabilité sociale, à stimuler les petites et moyennes entreprises et les startups en matière de responsabilité sociale et à récompenser les entreprises africaines les plus innovantes dans le domaine du Développement Durable.

Soutenir la culture sans labour République du Tchad

Date d'approbation: mars 2019

Montant de l'aide: 15 000 \$

Objectif de l'aide

Soutenir l'agriculture sans labour en République du Tchad en contribuant à la fourniture de services consultatifs en coordination avec l'Institution Arabe pour l'Investissement et le Développement Agricoles. L'aide contribue au transfert, au développement et à la diffusion de technologies agricoles sans labour en tant que nouveau système technique pour la production de céréales, d'oléagineux et de coton, en particulier après que ce système se soit révélé très efficace pour augmenter la productivité et préserver le sol.

Préparation d'une étude sur le marché des engrais dans quatre pays africains Régional

Date d'approbation: juillet 2019

Montant de l'aide: 10 000 \$

Objectif de l'aide

Fournir des services d'experts pour préparer une étude approfondie sur le marché des engrais en Côte d'Ivoire, au Sénégal, au Burkina Faso et au Mali. Cela contribuera au développement des échanges commerciaux arabo-africains dans le domaine des engrais. Il y a une demande croissante d'engrais dans ces quatre pays, afin de développer la production et la productivité dans toutes les cultures agricoles, en particulier le coton, renforcer les exportations, assurer la sécurité alimentaire et augmenter les revenus des agriculteurs.

Contribuer au financement de la quatrième session de la semaine de la production Communauté de Développement de l'Afrique Australe 2019 (SADC) Régional

Date d'approbation: juillet 2019

montant de l'aide: 15 000 \$

Objectif de l'aide

Contribuer au financement de cet événement, qui fournira l'occasion d'échanger des informations sur la technologie et l'innovation pour développer des industries connexes, échanger des expériences dans le développement et le commerce du secteur privé, créer une plateforme pour faciliter les partenariats entre les secteurs public et privé, et améliorer le climat pour créer des opportunités d'investissement dans le domaine de l'industrie en Afrique, et aussi promouvoir l'intégration régionale des pays d'Afrique australe.



Préparer une étude sur la réalité et les perspectives de l'enseignement bilingue franco-arabe République de Guinée

Date d'approbation: octobre 2019

Montant de l'aide: 15 000 \$

Objectif de l'aide

Préparer une étude, à la demande de la République de Guinée, pour diagnostiquer la réalité de l'enseignement bilingue franco-arabe en République de Guinée, pour déterminer les problèmes les plus importants dont il souffre et pour proposer des solutions appropriées. L'étude vise à étudier comment améliorer ce type d'enseignement, notamment en augmentant sa fréquentation, la qualité des programmes éducatifs et la compétence des enseignants, et aussi développer les infrastructures et les équipements dans les écoles et instituts travaillant dans ce domaine.

Financer des services de conseil pour accompagner la transition numérique dans les pays africains Régional

Date d'approbation: octobre 2019

Montant de l'aide: 15 000 \$

Objectif de l'aide

Financement des services d'un expert spécialisé dans la transition numérique pour accompagner la transition de l'économie numérique dans les pays africains, développer les capacités des ressources humaines pour appuyer les économies nationales et améliorer la production et la compétitivité. Les services de conseil comprennent la définition des tâches requises pour la transition numérique, sur la base de la stratégie 2030 de la Banque, l'introduction d'initiatives pionnières dans ce domaine, la formulation d'une feuille de route pour la transition numérique et la conception de nouveaux projets dans ce sens que la Banque pourrait contribuer à financer.

Préparation d'un projet pilote de culture sans labour République du Tchad

Date d'approbation: octobre 2019

Montant de l'aide: 15 000 \$

Objectif de l'aide

Fournir les services de conseil d'experts spécialisés pour préparer un projet pilote d'appui à l'agriculture sans labour qui s'est avérée efficace en République du Tchad. Les services comprennent la réalisation d'études, l'identification des zones où ce type de culture peut être réalisé, la collecte et l'analyse de données sur le sol et le climat, la collecte de données sur la disponibilité de l'équipement et des intrants agricoles et la préparation d'un rapport sur un projet pilote pour la culture sans labour, y compris ses objectifs et ses composantes

Contribuer au parrainage de la deuxième édition de la Journée de la finance africaine régional

Date d'approbation: octobre 2019

montant de l'aide: 15 000 \$

Objectif de l'aide

Contribuer au parrainage de la deuxième édition de cet événement pour initier les acteurs économiques au nouveau paquet d'activités de développement de la Banque, notamment son programme de développement du secteur privé et du commerce extérieur. La réunion vise à présenter la finance africaine et à promouvoir les opportunités d'investissement dans les services financiers du continent, à soutenir l'intégration de l'Afrique dans l'économie mondiale, grâce aux services financiers numériques et à œuvrer à la croissance économique, grâce aux applications de la science, de la technologie et de l'innovation.

Contribuer au parrainage d'une session spéciale sur l'investissement arabo-africain Dans le cadre du Forum International de l'Investisseur Arabe Régional

Date d'approbation: octobre 2019

Montant de l'aide: 15 000 \$

Objectif de l'aide

Parrainage d'une session spéciale pour l'investissement arabo-africain dans le cadre du forum. L'aide s'inscrit dans le deuxième objectif de la création de la Banque, qui est d'encourager la participation des capitaux arabes au développement de l'Afrique, et vise à informer les investisseurs arabes sur la nouvelle stratégie de la Banque, en particulier son programme de financement du secteur privé, et à assurer la participation d'acteurs économiques de premier plan, au niveau du continent africain, au forum, afin d'ouvrir les horizons de coopération avec leurs homologues arabes.

Contribuer au parrainage du deuxième sommet des obligations islamiques régional

Date d'approbation: novembre 2019

Montant de l'aide: 15 000 \$

Objectif de l'aide

Parrainer le sommet organisé par la Banque Islamique de Développement visant à mettre en évidence le rôle important des Sukuk islamiques en tant que véhicule d'investissement qui se distingue comme un produit financier en pleine expansion. Le sommet créera des opportunités pour introduire les obligations islamiques dans l'usage des investissements financiers diversifiés à l'échelle mondiale, et aussi de mettre en évidence le potentiel des obligations islamiques à contribuer au développement économique mondial.



3^{ème}

Partie

Ressources Financières



Ressources Financières

Ressources Financières

Ressources Financières

Ressources Financières



TROISIEME PARTIE

Ressources Financières

Situation financière au 31 décembre 2019

L'actif net de la Banque à la fin de 2019 était de 5 133,301 millions de dollars, contre 4 821,442 millions de dollars à la fin de 2018. L'augmentation de 311, 859 millions de dollars représente le bénéfice net pour 2019 de 321,852 millions de dollars, plus 7 000 dollars de versements par certains états membres en 2019, dans le cadre de l'augmentation prévue du capital de la Banque, conformément à la résolution n ° (4) du Conseil des Gouverneurs lors de sa trente-huitième réunion (Dubai - avril 2013), moins la subvention de 10,0 millions de dollars qui a été allouée conformément à la résolution n ° 2 du Conseil des Gouverneurs, publiée lors de sa quarante-deuxième réunion (Koweït - avril 2018).

Capital social

Le solde du capital au 31 décembre 2019 était de 3 999,271 millions de dollars, contre à 3 999,264 millions de dollars au 31 décembre 2018, soit une augmentation de 7 000 dollars. Cette augmentation représente les tranches versées par certains États membres pour augmenter le capital, selon la résolution n ° (4) du Conseil des Gouverneurs de la Banque en 2013, qui prévoit une augmentation du capital de la Banque de 1 400 millions de dollars, soit 50% du capital de la Banque qui est de 2 800 millions de dollars, à partir de janvier 2014, dont 700 millions de dollars sont transférés de la réserve générale, et le reste, de 700 millions de dollars, est une augmentation de trésorerie par les États membres, à payer en cinq versements annuels égaux, dont le premier est dû en avril 2014.

Réserve générale

Le solde de la réserve générale a atteint 812,178 millions de dollars à la fin de 2019, contre 862,137 millions de dollars à la fin de 2018, une diminution de 49,959 millions de dollars, soit le montant transféré de la réserve pour couvrir la perte nette de l'exercice d'un montant de 39,959 millions de dollars, et le montant de la subvention allouée par le Conseil des Gouverneurs, d'un montant de 10 millions de dollars.

Provision pour prêts et financement du commerce

Le solde de la provision pour prêts et financement du commerce à la fin de décembre 2019 était de 46,372 millions de dollars, contre 4,768 millions de dollars à la fin de décembre 2018, soit une augmentation de 41,604 millions de dollars.

Revenu brut

Le revenu total de la Banque en 2019 était de 391,1 millions de dollars, contre une perte de 11,9 millions de dollars en 2018, soit une augmentation de 403,0 millions de dollars. À cet égard, il convient de noter que les ressources liquides de la Banque sont investies dans des dépôts bancaires à court terme et dans des portefeuilles de titres à revenu fixe, des portefeuilles d'actions et du portefeuille de financement du commerce mondial, à la lumière d'une politique d'investissement prudente, de lignes directrices et de contrôles spécifiques qui tiennent compte des besoins en liquidité et de la diversification des outils d'investissement, tout en préservant le capital et en réalisant les meilleurs rendements disponibles.

L'un des résultats les plus positifs de cette politique est peut-être la préservation des actifs de la Banque et la réalisation de revenus qui dépassent le total de ce que la Banque aurait pu obtenir si ses investissements avaient été exclusivement limités aux dépôts bancaires, aux portefeuilles de titres à revenu fixe ou aux portefeuilles d'actions, puisque la diminution des revenus d'un domaine d'investissement est compensée en augmentant les revenus générés dans un autre domaine

d'investissement.

La composition des revenus d'investissements en portefeuilles au cours de l'année 2018 comparée à celle de 2017, se présente comme suit :

Détails	2019	2018	Différence
	Millions de Dollars	Millions de Dollars	Millions de Dollars
Revenus (pertes) d'investissement	365,7	(35,5)	401,2
Revenus des prêts	22,3	20,8	1,5
Revenus du financement du commerce	2,9	2,3	0,6
Autres revenus	0,2	0,5	(0,3)
Total	391,1	(11,9)	403,0

Il ressort de ces données que les revenus d'investissement ont augmenté de 401,2 millions de dollars en 2019 par rapport à 2018, les revenus d'intérêts sur prêts ont augmenté de 1,5 million de dollars et les revenus de financement du commerce de 0,6 million de dollars.

Les raisons objectives de l'augmentation des revenus d'investissement en 2019 peuvent être explicitées à travers l'analyse des composantes de ces revenus, comme le montre le tableau ci-dessous. On constate à la lecture de ces données que les revenus des portefeuilles d'actions ont connu une augmentation de 302,8 millions de dollars et que les revenus des portefeuilles de titres à revenu fixe ont augmenté de 95,2 millions de dollars et que les revenus des dépôts auprès des banques et ceux des comptes à vue ont augmenté d'environ 5,3 millions de dollars et les revenus du commerce international de 0,2 million de dollars.

Détails du revenu	2019	2018	Différence
	Millions de Dollars	Millions de Dollars	Millions de Dollars
Revenu des dépôts et comptes à vue	12,3	7,0	5,3
Revenu de portefeuilles à revenu fixe	111,1	15,9	95,2
Revenu de portefeuilles d'actions	234,0	(68,8)	302,8
Revenu de « Sukuk »	7,8	10,0	(2,2)
Revenu de portefeuille du commerce international	0,2	-	0,2
Revenu des prêts des valeurs mobilières	0,3	0,4	(0,1)
Total	365,7	(35,5)	401,2

Ressources Financières

L'augmentation des revenus des portefeuilles d'investissement est principalement due à l'amélioration de la performance des marchés boursiers et obligataires mondiaux en 2019 par rapport à l'année précédente. La composition des revenus d'investissements en portefeuilles au cours de l'année 2019 comparés à ceux de 2018, se présente comme suit :

Revenu d'investissement en portefeuilles	2019	2018	Différence
	Millions de Dollars	Millions de Dollars	Millions de Dollars
Portefeuilles à revenu fixe			
Intérêts sur les obligations	33,2	31,3	1,9
Intérêts sur les dépôts et comptes à vue	0,2	0,1	0,1
Revenu des transactions	76 ,9	(26 ,4)	103 ,3
Différence de change et d'évaluation de dérivés	5 ,2	13 ,8	(8 ,6)
Frais de gestion et de conservation	(4 ,4)	(2 ,9)	(1 ,5)
Total	111,1	15 ,9	95 ,2
Portefeuille action			
Dividende	18 ,4	21 ,5	(3 ,1)
Intérêts sur les dépôts et comptes à vue	0 ,4	0 ,1	0 ,3
Revenu des transactions	203 ,2	(95 ,9)	299 ,1
Différence de change et d'évaluation de dérivés	13 ,9	7 ,0	6 ,9
Frais de gestion et de conservation	(1 ,9)	(1 ,5)	(0 ,4)
Total	234 ,0	(68 ,8)	302 ,8
Financement du commerce international			
Revenu Financement du commerce international	0 ,2	-	0 ,2
Frais de gestion et de conservation	-	-	-
Total	0 ,2	-	0 ,2
Sukuk			
Marge de bénéfice sur Sukuk	10 ,9	8 ,2	2 ,7
Différence de change et d'évaluation de dérivés	(3 ,1)	1 ,8	(4 ,9)
Total	7 ,8	10 ,0	(2 ,2)
prêts des valeurs mobilières	0 ,3	0 ,4	(0 ,1)
Total	353 ,4	(42 ,5)	395 ,9

Dépenses

Le montant global des dépenses durant l'année 2019 s'est élevé à 27,6 millions de dollars, contre 25,8 millions de dollars en 2018. Les dépenses comprenaient des dépenses administratives pour 19,8 millions de dollars et des dons au titre de l'assistance technique pour 7,8 millions de dollars, contre, respectivement 18,7 millions de dollars et 7,1 millions de dollars en 2018.

Revenu net

Le revenu net de l'année 2019 s'est élevé à 321,9 millions de dollars, contre une perte de 39,9 millions de dollars pour l'année 2018 - une augmentation de 361,8 millions de dollars et un taux de 906,8%, principalement en raison de l'augmentation de la valeur marchande des portefeuilles d'actions et des titres à revenu fixe, en raison de l'amélioration de la performance des marchés financiers mondiaux en 2019 par rapport à 2018.

Engagements financiers

Le total des engagements financiers de la Banque en faveur des pays bénéficiaires a atteint 349,960 millions de dollars en 2019, dont 240 millions de dollars ont été alloués au financement du secteur public, 100 millions de dollars au financement du secteur privé et 9,960 millions de dollars à l'assistance technique, contre 339,950 millions de dollars d'engagements en 2018, dont 230 millions de dollars ont été alloués au financement du secteur public, 100 millions de dollars au financement du secteur privé et 9,950 millions de dollars à l'assistance technique.

À la fin de 2019, le montant global des engagements nets cumulés a atteint 5 446,8 millions de dollars, dont 5 278,5 millions de dollars pour les prêts et 168,3 millions de dollars pour l'assistance technique, contre 5 146,5 millions de dollars à la fin de 2018, dont 4 987,3 millions de dollars pour les prêts et 159,2 millions de dollars pour l'assistance technique. Le total des engagements de la Banque pour financer les exportations arabes s'élevait à 993,4 millions de dollars à la fin de 2019, contre un total de 755 millions de dollars à la fin de 2018.

Décaissements et Remboursements

En 2019, Les décaissements au titre des prêts pour les projets ont atteint 181,5 millions de dollars, contre 213,3 millions de dollars en 2018 - une diminution de 31,8 millions de dollars, soit 14,9%. Les décaissements au titre des dons pour l'assistance technique se sont élevés à 7,8 millions de dollars en 2019, contre 7,1 millions de dollars en 2018, soit une augmentation de 0,7 million de dollars, ou 9,9%. En outre, les décaissements au titre des prêts pour le financement des exportations arabes se sont élevés, en 2019, à 76,1 millions de dollars.

Le total cumulé des décaissements au titre des prêts, à la fin 2019 s'élevait à 3 454,4 millions de dollars, contre 3 273,0 millions de dollars à la fin de 2018. En y ajoutant les décaissements au titre de prêts pour le financement des exportations arabes et de l'assistance technique, le total cumulé des décaissements s'est élevé, à la fin de l'exercice 2019 à 3 748,6 millions de dollars⁽¹⁾, contre 3 483,9 millions de dollars⁽²⁾ à la fin de 2018. Ainsi, le ratio des décaissements cumulés sur le total des engagements nets cumulés a atteint 66% à la fin de l'année 2019, comme à la fin de 2018, et en ajoutant le financement du commerce, le pourcentage sera d'environ 58% en 2019 contre 59% en 2018.

En ce qui concerne les remboursements, le total des montants de prêts remboursés en 2019, s'est élevé à 76,6 millions de dollars contre 57 millions de dollars en 2018 - une augmentation de 19,6 millions de dollars. Par ailleurs, le revenu global au titre des intérêts et commissions a atteint, en 2019, 22,3 millions de dollars contre 20,8 millions de dollars en 2018 - une augmentation de 1,5

(1) Comprend les décaissements des dons déduits des revenus et dont le total s'élève à 133,059 millions de dollars à fin 2019 et 125,3 millions de dollars environ à la fin 2018.

(2) Comprend les décaissements des dons déduits des revenus qui s'élèvent à 125,3 millions de dollars à fin 2018.



Ressources Financières

million de dollars. En outre, le total des paiements reçus au titre des intérêts et commissions des prêts, s'est élevé, en 2019, à 23,2 millions de dollars, contre 19,8 millions de dollars en 2018, soit une augmentation de 3,4 millions de dollars.

Le total des montants remboursés sur les lignes de financement du commerce se sont élevés à 45 millions de dollars en 2019, contre 34 millions de dollars en 2018. Le total des montants remboursés au titre des intérêts des prêts et commissions de financement du commerce se sont élevés à 2,8 millions de dollars au cours de l'année 2019 contre 2,3 millions de dollars en 2018.

En 2019, le total cumulé des remboursements au titre du principal des prêts s'est élevé à 147,6 millions de dollars, contre à 113,1 millions de dollars en 2018 - une augmentation de 34,5 millions de dollars. Ainsi, le total cumulé de ce que la Banque a recouvré des versements au titre du principal des prêts, à la fin de 2019 est de 1 690,7 millions de dollars, contre 1 569,1 millions de dollars à la fin de 2018, alors que le total cumulé des commissions d'engagement et des intérêts remboursés à la fin de 2019 s'est élevé à 617,8 millions de dollars, contre 591,8 millions de dollars à la fin de 2018 .

Conclusion

Il ressort clairement de ce qui précède que la Banque a poursuivi son approche de maintien d'une situation financière saine, ses actifs nets ayant augmenté à fin 2019 de 311,9 millions de dollars par rapport à fin 2018, en raison de l'augmentation de ses différents revenus et du contrôle continu des dépenses administratives conformément à la politique de rationalisation suivie, sans pour autant porter atteinte à la réalisation totale des objectifs et programmes assignés. Il convient de noter que le revenu net s'est élevé à 321,9 millions de dollars en 2019, contre une perte de 39,9 millions de dollars à la fin de 2018, en raison de l'augmentation de la valeur marchande des portefeuilles d'actions résultant de l'amélioration de la performance des marchés boursiers et obligataires mondiaux en 2019.



CONCLUSION GENERALE DU RAPPORT

- ▶ En 2019, la Banque a achevé son septième plan quinquennal (2015-2019), pour lequel les allocations financières se sont élevées à 1 600 millions de dollars, dont 1 100 millions de dollars pour le secteur public, 450 millions de dollars pour le secteur privé et 50 millions de dollars pour l'assistance technique, ainsi qu'un montant annuel renouvelable compris entre 150 et 250 millions de dollars, pour financer le commerce extérieur. La Banque a réussi à remplir ses obligations au cours des années du plan à 99,4%.
- ▶ Au cours de l'année, la Banque a poursuivi ses efforts pour renforcer la coopération arabo-africaine, en contribuant au financement de projets de développement dans les pays d'Afrique subsaharienne, dans divers secteurs et en leur fournissant une assistance technique, en encourageant l'investissement de capitaux arabes dans ces pays et en augmentant le volume des échanges commerciaux avec eux.
- ▶ En 2019, les contributions au financement de 14 projets de développement dans le secteur public ont été approuvées sous forme de prêts pour un montant de 240 millions de dollars, dont 5 projets dans le secteur des infrastructures, 4 projets dans le secteur de l'agriculture et du développement rural et 5 projets dans le secteur social.
- ▶ Dans le cadre du programme de financement du secteur privé, 3 crédits ont été accordés à des institutions financières et à des pays africains, pour un montant total de 100 millions de dollars.
- ▶ Quant au programme de financement des exportations arabes vers les pays africains, 6 lignes de financement ont été accordées à des institutions financières et à des états africains pour un montant total de 250 millions de dollars.
- ▶ La Banque a également octroyé 9,96 millions de dollars sous forme de dons non remboursables pour financer 43 opérations d'assistance technique, dont 3 études de faisabilité technique et économique et 40 opérations d'appui institutionnel dans divers domaines.
- ▶ En 2019, 19 projets de développement ont été achevés dans les secteurs des infrastructures, de l'agriculture, du développement rural et des services sociaux, dans lesquels la Banque a contribué à hauteur de 186,4 millions de dollars, et 16 pays africains en ont bénéficié. De plus, au cours de l'année, 25 opérations d'assistance technique ont été achevées, pour un coût de 7,8 millions de dollars, dont 6 études de faisabilité pour un coût de 2,6 millions de dollars, et 19 opérations d'appui institutionnel, pour un coût de 5,2 millions de dollars.
- ▶ Concernant la situation financière de la Banque, les indicateurs montrent qu'elle a poursuivi son approche de maintien d'une situation financière saine, en augmentant son actif net à la fin 2019 de 311,9 millions de dollars par rapport à la fin 2018, grâce à ses revenus diversifiés et à la maîtrise continue des dépenses administratives sans préjudice de la mise en œuvre de ses programmes assignés. Le revenu net s'est élevé à 321,9 millions de dollars en 2019, en raison de l'amélioration de la performance des marchés boursiers et obligataires mondiaux.





Etats Financiers au 31 décembre 2019



Etats Financiers
au 31 décembre 2019

au 31 décembre 2019

au 31 décembre 2019

au 31 décembre



RAPPORT DE L'AUDITEUR INDEPENDANT

Messieurs le Président et les Membres du Conseil

des Gouverneurs de la Banque Arabe pour

le Développement Economique en Afrique

Rapport d'audit sur les états financiers

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique (« BADEA »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2019, l'état des revenus et dépenses, l'état des variations des Droits des États Membres et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes y compris le résumé des principales méthodes comptables pertinentes.

A notre avis, les états financiers ci-joints donnent dans tous leurs aspects significatifs une image fidèle de la situation financière de la BADEA au 31 décembre 2019, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément à la base de présentation précisée dans la note explicative N° 2 des états financiers annexés.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit (ISA). Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la BADEA conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers, conformément à la base de présentation précisée dans la note explicative N° 2 des états financiers annexés, ainsi que du contrôle interne qu'elle juge nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la Direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la BADEA à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la BADEA ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la BADEA.

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport d'auditeur contenant notre opinion.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes internationales ISA permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce

que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes ISA, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit.

En outre

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre les procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons, des éléments probants, suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne.
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées dans les circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la BADEA.
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation, et selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la BADEA à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion avec réserves. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou des situations futurs pourraient, par ailleurs, amener la BADEA à cesser son exploitation.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne, que nous aurions relevée au cours de notre audit.



BANQUE ARABE POUR LE DEVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE EN AFRIQUE
État de la Situation Financière
 Pour l'exercice clos 31 Décembre 2019

(Exprimé en milliers de dollars des E.U)

	Notes	2019	2018
Actif :			
Avoirs en caisse et en banques		1 049	1 436
Investissements	3	3 236 464	3 042 072
Participation en société financières	4	57 018	29 950
Financement du commerce	5	64 213	33 645
Intérêts courus sur le financement du commerce	6	691	617
Soldes de prêts	7-2(c)	1 814 281	1 750 513
Intérêts nets courus sur les prêts	8	13 509	14 538
Autres actifs	9	3 612	2 617
Actifs immobilisés nets	10	14 116	14 890
Total des Actif		5 204 953	4 890 278
Passif :			
Autres dettes		62 300	60 507
Provision pour indemnités de fin de services	11	9 352	8 329
Total		71 652	68 836
Actif Net		5 133 301	4 821 442
Droits des Pays Membres :			
Capital souscrit et libéré	12	3 999 271	3 999 264
Réserve générale	13	812 178	862 137
Revenu net de l'exercice		321 852	(39 959)
Total Droits des Pays Membres		5 133 301	4 821 442

Les notes annexées font partie intégrante de ces états financiers

État des Revenus et des Dépenses

Pour l'exercice clos au 31 Décembre 2019

(Exprimé en milliers de dollars des E.U)

	Notes	2019	2018
Revenus			
Revenus Nets des Investissements	14	365 702	(35 521)
Revenus des Prêts		22 250	20 776
Revenus du financement du commerce		2 908	2 347
Autres Revenus		<u>238</u>	536
Total		391 098	(11 862)
Dépenses			
Conseil des Gouverneurs		171	163
Conseil d'Administration		1 308	1 314
Salaires et indemnités		13 409	12 439
Missions et services		3 023	2 572
Charges d'exploitation		1 106	1 118
Amortissements	10	801	785
Autres dépenses		16	322
Total des Dépenses		19 834	18 713
Revenu net avant Provision Réserve Spéciale		371 264	(30 575)
Dons aux Pays bénéficiaires		(7 808)	(7 067)
(Dotation) Réintégration de la Provision Réserve spéciale	(7/c)	(41 604)	(2 317)
Revenu Net de l'Exercice		321 852	(39 959)



État de L'Évolution des Droits des États Membres

Pour l'exercice clos 31 Décembre 2019

(Exprimé en milliers de dollars des E.U)

	Notes	Capital souscrit et libéré	Réserve Générale	Revenu net de l'exercice	Total
Solde au 01/01/2018		3 898 972	617 644	271 659	4 788 275
Versement des pays membres	12	100 292	=	=	100 292
Affectation à la réserve générale	13	=	<u>271 659</u>	<u>(271 659)</u>	=
Appropriations		=	<u>(27 166)</u>	=	(27 166)
Revenu net de l'exercice 2018		=	=	(39 959)	(39 959)
Solde au 01/01/2019		3 999 264	862 137	(39 959)	4 821 442
Versement des pays membres	12	7	-	-	7
Affectation à la réserve générale	13	-	(39 959)	39 959	-
Appropriations		-	(10 000)	-	(10 000)
Revenu net de l'exercice 2019		-	-	321 852	321 852
Solde au 31/12/2019		3 999 271	812 178	321 852	5 133 301

État de Flux de Trésorerie

Pour l'exercice clos 31 Décembre 2019

(Exprimé en milliers de dollars des E.U)

	Note	2019	2018
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation :			
Revenu net de l'exercice		321 852	(39 959)
Ajustements pour réconcilier le revenu net au flux net résultant des activités d'exploitation :		-	-
Dotation de la provision pour prêts et financement du commerce	7	41 604	2 317
Amortissements	10	801	785
(Profits) Pertes latentes liées à l'évaluation de la juste valeur des investissements	14	(153 630)	208 772
Variation nette des actifs d'exploitation :			
financement du commerce		(31 096)	1 938
Intérêts courus sur le financement du commerce		(74)	(146)
Movements nets des Prêts		(104 844)	(156 235)
Intérêts nets échus sur prêts		1 029	(999)
Autres actifs nets		(979)	228
Variation nette des passifs d'exploitation :			
Autres passifs après déduction des appropriations		(8 207)	(17 464)
Provision nette pour indemnités de fin de services		1 023	106
Trésorerie nette utilisée pour des activités d'exploitation		67 479	(657)
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissements :			
Participation dans une institution financière		(27 068)	-
Investissements		228 609	108 861
Acquisition nette d'actifs immobilisés	10	(43)	(319)
Trésorerie nette utilisée pour des activités d'investissements		201 498	108 542
Flux de trésorerie provenant des activités de financement :			
Versement des pays membres pour l'augmentation du capital	12	7	100 292
Trésorerie nette provenant des activités de financement		7	100 292
Augmentation (Diminution) nette de la trésorerie et équivalents		268 984	208 177
Trésorerie et équivalents au début de l'exercice		448 240	240 063
Trésorerie et équivalents à la fin de l'exercice	15	717 224	448 240



Notes Explicatives sur les États Financiers pour l'exercice clos 31 Décembre 2019

1- Création et Objectifs

La Banque Arabe pour le Développement Économique en Afrique (BADEA) a été créée conformément à une résolution issue de la sixième Conférence du Sommet Arabe tenu le 28 novembre 1973, suite aux recommandations du Conseil Economique de la Ligue des Etats Arabes. Elle a été dotée d'un capital de 231 millions de dollars qui a été successivement augmenté, conformément aux décisions prises par le Conseil des Gouverneurs, pour atteindre 3 999 millions de dollars au 31 Décembre 2019 (3 999 millions de dollars au 31 Décembre 2018).

La BADEA est une institution financière internationale indépendante, sise à Khartoum, République du Soudan. Elle est dotée de la personnalité juridique et jouit d'une autonomie complète, tant sur le plan administratif que financier, et ce conformément aux dispositions de l'Accord portant création de la BADEA, et des principes du droit international.

Le siège de la BADEA est situé à l'adresse suivante :

Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique
BP : 2640
Khartoum 11111
République du Soudan

La BADEA a pour objectif de renforcer la coopération économique, financière et technique entre les pays africains et les pays arabes. A cette fin, elle est chargée de

- Contribuer au financement du développement économique des pays africains.
- Inciter les capitaux arabes à participer au développement économique africain.
- Contribuer à l'octroi de l'assistance technique nécessaire au développement en Afrique.

2- Résumé des Principales Conventions Comptables

a) Conformité avec les normes

Les états financiers ci-joints ont été préparés conformément à l'Accord de création de la BADEA et à ses règlements intérieurs.

b) Bases de mesure

Les états financiers ont été établis selon le principe du coût historique à l'exception des investissements acquis aux fins de transactions et des instruments financiers dérivés qui sont évalués à leur juste valeur.

c) Monnaie utilisée et monnaie de présentation

La monnaie utilisée pour les opérations de la BADEA, ainsi que pour la présentation des états financiers est le Dollar des Etats Unis d'Amérique. Les états financiers sont présentés en dollars et arrondis au plus près millier de dollars américains.

d) Utilisation des estimations dans la préparation des états financiers

L'établissement des états financiers, conformément aux conventions comptables adoptées par la BADEA, nécessite l'utilisation des estimations et des suppositions qui peuvent affecter les montants des actifs et passifs et les notes relatives aux actifs et passifs de contingence à la date des états financiers, ainsi que les montants des revenus et dépenses enregistrés au cours de l'année qui s'achève à cette date. Les estimations sont continuellement révisées sur la base des expériences antérieures et de certains autres facteurs.

Les principaux éléments où sont utilisées les estimations sont :

La provision pour prêts

La méthode appliquée par la BADEA pour la détermination de la provision de la réserve spéciale est expliquée dans la note 2(g) «Prêts et provision pour prêts» et aussi expliquée plus en détail dans la note 18 relative au «Risque de crédit».

a) Date de règlement

Toutes les opérations régulières d'achat et de vente d'actifs financiers sont constatées à la date de règlement.

Les opérations régulières d'achat et de vente d'actifs financiers sont celles qui requièrent la livraison de ces actifs dans un délai généralement prévu par la réglementation ou admis par le marché.

b) Actifs financiers

Les actifs financiers de la BADEA se présentent comme suit :

1. Titres à revenu fixe et investissements en actions

Tous les investissements en titres à revenu fixe et en titres actions sont classés comme détenus à des fins de transaction et sont initialement comptabilisés à la juste valeur des montants payés.

Ces investissements sont réévalués en utilisant leur juste valeur qui correspond au prix du marché à la date du bilan. Les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans l'État des Revenus et Dépenses.

Les actifs financiers dont la juste valeur ne peut être évaluée de manière fiable sont enregistrés à leur coût, déduction faite de la provision pour dépréciation, le cas échéant.

2. Titres -Sukuk

Les actifs financiers comprennent des titres – Sukuk acquis pour être détenus pendant une période illimitée et susceptibles d'être vendus pour des besoins de liquidité ou en raison de l'évolution de la situation du marché. Ils sont enregistrés à leur coût, déduction faite de la provision pour dépréciation, le cas échéant.

3. Les soldes de prêts

Les actifs financiers à remboursements fixes ou déterminés, non cotés sur un marché actif, sont classés comme prêts pour la valeur des montants décaissés déduction faite des montants remboursés et la provision de prêts.

c) Prêts et provision pour les prêts

Tous les prêts octroyés par la BADEA sont considérés comme actifs au moment de leur décaissement et comptabilisés des comme montants décaissés.

La BADEA exclut de ses revenus tous les intérêts sur prêts échus et impayés depuis 180 jours ou plus.

La réserve spéciale pour arriérés de prêts (appelée provision de la réserve spéciale pour le besoin de la présentation dans les états financiers) est constituée en déduction du revenu net réalisé annuellement, en application de la Résolution N°. 1 de l'année 1989 du Conseil des Gouverneurs adoptant une politique de provision pour prêts au privé et au financement du commerce (appelée provision pour prêts en vue de la présentation des états financiers depuis Octobre 2019, à la place de réserve spéciale qui était utilisé en vertu de la Résolution du Conseil des Gouverneurs, N° 1 de l'année 1989). En vertu des nouvelles politiques, la provision pour prêts du secteur public est calculée en pourcentage des arriérés de paiement et en pourcentage du solde impayé des prêts, moins les arriérés de paiement, selon la classification des prêts et de l'Etat, comme on calcule la provision pour prêts au secteur privé et au commerce en pourcentage du solde des impayés, et ce en fonction de la durée du retard et la classification interne des risques.

La BADEA estime que la présentation séparée des prêts et de la provision de la réserve spéciale dans l'état de la situation financière est plus appropriée à la nature de ses opérations. Les prêts, moins la provision pour prêts, sont présentés dans la situation financière.

Les prêts renégociés, qui font l'objet d'arrangements de règlement des montants dus ou de rééchelonnement des échéances, y compris les prêts couverts par l'initiative de traitement de la dette des Pays Pauvres Très Endettés (PPTTE), et dont les échéances sont devenues courantes (n'accusant pas de retard de règlement), sont considérés comme de nouveaux prêts.

a) Dépréciation des actifs financiers

A chaque date de clôture du bilan, une évaluation est effectuée à l'effet de déterminer s'il existe une indication objective de dépréciation d'un actif ou groupe d'actifs financiers. Si une telle indication existe, le montant recouvrable estimé de cet actif et toute perte pour dépréciation due aux fluctuations de sa valeur comptable sont déterminés.

b) Comptabilisation des revenus

Les intérêts sur les dépôts bancaires, les obligations et les prêts sont enregistrés en tant que revenus sur la base de la comptabilité d'engagement.

c) Dividendes

Les dividendes sont comptabilisés comme revenus dès qu'ils sont déclarés.

d) Dons

Les frais d'études de faisabilité de projets et d'assistance technique sont classés comme dons et imputés aux dépenses au moment de leur décaissement.

e) Actifs immobilisés

Les actifs immobilisés figurent à leur coût après déduction des amortissements cumulés. L'amortissement des actifs immobilisés est calculé suivant la méthode de l'amortissement linéaire et sur la base de leur durée de vie productive estimée.

Les durées de vie productive estimées des actifs pour l'exercice actuel et pour l'exercice de comparaison sont comme suit :

Immeubles	30 ans
Matériel et mobilier	5 ans
Véhicules	5 ans

f) Provisions

Des provisions sont constituées lorsque la BADEA a des obligations juridiques ou prévisibles résultant d'événements passés et que le paiement de ces obligations peut s'avérer nécessaire.

g) Les instruments financiers dérivés et couverture des risques

Les instruments financiers dérivés, incluant les contrats à terme ferme et futurs figurent, à l'origine, à leur coût et sont réévalués ultérieurement à leur juste valeur.

La juste valeur est généralement déterminée en se référant au prix du marché, aux modèles d'actualisation des flux de trésorerie et aux modèles d'évaluation appropriés.

Les variations de la juste valeur des instruments financiers dérivés détenus à des fins de transaction sont directement enregistrées dans l'État des Revenus et Dépenses.

h) Conversion des monnaies étrangères

Les transactions libellées en devises, autres que le dollar américain, sont converties en dollars américains au taux de change en vigueur au moment de la transaction. Les actifs et les passifs monétaires comptabilisés en monnaies étrangères sont convertis en dollars américains suivant le taux de change en vigueur à la date de l'établissement du bilan. Les différences de change sont imputées sur l'état des revenus et dépenses.

i) Provision pour indemnités de fin de services

La provision pour indemnité de fin de services du Directeur Général est calculée sur la base de l'article (6) de la décision du comité ministériel désigné pour la révision des salaires et indemnités des présidents et directeurs généraux des institutions financières arabes. La provision pour indemnités de fin de services des employés est calculée sur la base de l'article (1/13) des statuts des fonctionnaires de la BADEA et des décisions du Conseil d'Administration portant modification de ces statuts.

j) Trésorerie et équivalents de trésorerie

Aux fins d'établissement de l'État de Flux de Trésorerie, les fonds en caisse, les comptes courants, les dépôts à vue et à terme, dont la maturité est égale ou inférieure à trois mois à compter de la date de leur acquisition, sont considérés comme trésorerie et équivalents de trésorerie.

3 - Investissements

Ils se composent d'investissements en portefeuilles de titres financiers, gérés par des gestionnaires et détenus à des fins de transaction, du portefeuille de Sukuk et de dépôts à terme et comptes à vue directement gérés par la Banque. Ils se présentent, au 31 décembre, comme suit :



(En milliers de dollars américains)

	2019	2018
Titres à revenu fixe	1 467 114	1 469 431
Titres – Sukuk	238 335	232 623
Total des Titres Financiers - Revenu fixe et Sukuk (Note18)	1 705 449	1 702 054
Titres- actions (cotées en bourse)	789 571	873 131
Titres- actions (Non-cotées en bourse)	10 001	10 001
Total des Titres Financiers-actions cotées et non-cotées (Note 18)	799 572	883 132
Portefeuille d'investissement pour financer le commerce international	13 263	-
Total des Titres Financiers-actions cotées et non-cotées et Portefeuille d'investissement pour financer le commerce international	812 835	883 132
La juste valeur nette des instruments financiers dérivés (Note 17)	(10 935)	(3,013)
Intérêts courus sur dépôts et titres financiers	12 940	13 095
	2 520 289	2 595 268
Dépôts à terme et comptes à vue	716 175	446 804
Investissements	3 236 464	3 042 072

Les dépôts à terme et comptes à vue se présentent, au 31 décembre, comme suit :

(En milliers de dollars)

	Gérés par				Total	
	BADEA		Gestionnaires de portefeuilles			
Dépôts à terme	565 300	371 880	11 300	-	576 600	371 880
Comptes à vue	9 625	10 150	129 950	64 774	139 575	74 924
Total	574 925	382 030	141 250	64 774	716 175	446 804

4 - Participation dans des Institutions Financières :

(En milliers de dollars E.U)

	2019	2018
Participation en AFREXIMBANK	31 068	4 000
Participation en SAGICE	25 950	25 950
Solde au 31 Décembre	57 018	29 950

a) Participation au Capital d'AFREXIMBANK

Le Conseil des Gouverneurs a approuvé, lors de sa dix-neuvième réunion annuelle, en vertu de la Résolution N° (4) de l'année 1994, la souscription au capital d'AFREXIMBANK pour un montant de dix millions de dollars, soit environ 1,3% du capital autorisé. La BADEA a procédé au versement de 4 millions de dollars en 1995. Le 19 Novembre 2019, a été décidée une souscription au capital d'AFREXIMBANK à hauteur 67,671 millions de dollars américains, dont la BADEA a procédé au versement de 27,068 dollars américains en de 2019. La participation de la Banque au capital d'AFREXIMBANK a atteint, au 31 décembre 2019, la somme de 31,068 millions de dollars américains (4 millions de dollars américains en 2018) (Cf note N° 20 (e))

b) Participation au Capital de SAGICE

Le Conseil des Gouverneurs a approuvé, lors de sa vingt-septième réunion annuelle, en vertu de la Résolution N° (6) de l'année 2002, la participation au capital de la SAGICE pour un montant de 17,300 millions de dollars représentant environ 9,2% du capital autorisé. La BADEA a procédé au versement de la totalité du montant. Le Conseil des Gouverneurs a également approuvé, lors de sa trente-neuvième réunion annuelle, en vertu de la Résolution N° (3) de l'année 2014, l'augmentation de la participation de la BADEA au capital de la SAGICE pour un montant de 8,650 millions de dollars payable en annuités égales sur cinq ans à compter de 2013.

La BADEA a procédé au versement de la totalité du montant. Ainsi, la participation de la BADEA au capital souscrit de la SAGICE a atteint 25,950 millions de dollars américains au 31 décembre 2019, (2018 : 25,950 millions de dollars).

5- Financement du commerce

Le montant total du financement des exportations arabes vers les pays africains, moins la provision, a atteint 64,213 millions de dollars US au 31 décembre 2019 (2018 : 33.645 millions de dollars américains), représentant une partie des prêts octroyés dans le cadre du financement des exportations arabes vers les états africains.

Mouvement du financement du commerce au cours des deux dernières années :

	2019	2018
Solde au 01 Janvier	33 645	35 583
Retraits au cours de l'année	76 054	32 076
Paiement au cours de l'année	(44 958)	(34 014)
Moins la provision pour le commerce	(528)	-
Solde au 31 Décembre	64 213	33 645

6- Intérêts du financement du commerce

Le montant des intérêts courus au titre du financement des opérations de commerce a atteint 691 000 dollars au 31 décembre 2019 (2018 : 617 000 dollars américains)

7- Solde des Prêts et Provision de la Réserve Spéciale

(a) Solde des Prêts

Le détail du solde des prêts au 31 décembre se présente comme suit :

(En milliers de dollars)

	2019			2018	
	Prêts projets		Prêts FASAA	Total	Total
	Secteur public	Secteur Privé			
Prêts approuvés	4 662 218	402 000	214 244	5 278 462	4 987 335
A déduire Prêts non signés	(166 450)	(160 000)	-	(326 450)	(210 450)
Total des Prêts signés	4 495 768	242 000	214 244	4 952 012	4 776 885
A déduire Prêts non entrés en vigueur	(157 300)	(70,000)	-	(227 300)	(240 850)
Total Prêts entrés en vigueur	4 338 468	172 000	214 244	4 724 712	4 536 035
A déduire Prêts non décaissés	(1 222 054)	(48 240)	-	(1 270 294)	(1 263 077)
Total des décaissements des Prêts	3 116 414	123 760	214,244	3 454 418	3 272 958
A déduire Prêts remboursés	(1 384 025)	(20 851)	(189 417)	(1 594 293)	(1 517 677)
Solde au 31 décembre	1 732 389	102 909	24 827	1 860 125	1 755 281
A déduire la provision pour prêts	(16 734)	(24 157)	(4 953)	(45 844)	(4 768)
Solde net au 31 Décembre	1 715 655	78 652	19 874	1 814 281	1 750 513

Les prêts non entrés en vigueur représentent les prêts signés qui n'ont pas encore répondu à toutes les conditions pour leur entrée en vigueur.

Les prêts FASAA, « le Fonds », représentent les montants avancés par le Fonds aux pays africains non arabes avant la fusion des prêts du Fonds dans le capital de la BADEA en 1977.

Le mouvement des prêts se résume au 31 décembre comme suit : (En milliers de dollars)

Rubriques	Projets		Fonds	Total	
	Prêts projets Secteur public	Prêts projet Secteur privé	FASAA	2019	2018
Solde au 1 ^{er} janvier	1 632 138	97 442	25 701	1 755 281	1 599 046
Décaissements au cours de l'exercice	157 642	23 818	-	181 460	213 275
Remboursements au cours de l'exercice	(57 391)	(18 351)	(874)	(76 616)	(57 040)
Solde au 31 décembre	1 732 389	102 909	24 827	1 860 125	1 755 281
A déduire la provision pour prêts	(16 734)	(24 157)	(4 953)	(45 844)	(4 768)
Solde net au 31 décembre	1 715 655	78 752	19 874	1 814 281	1 750 513

(b) Le Conseil d'Administration a approuvé la participation de la BADEA à l'initiative du FMI et de la Banque Mondiale concernant le traitement de la dette des Pays Pauvres Très Endettés (PPTÉ) tout en recommandant que, à la faveur des négociations avec les pays concernés, chaque cas lui soit exposé séparément.

La contribution de la BADEA à cette initiative se réalisera à travers la mise en place d'un plan d'arrangement des arriérés et/ou de rééchelonnement de ses échéances et/ou par abaissement du taux d'intérêt.

Le total des prêts rééchelonnés dans le cadre de cette initiative s'élevait jusqu'à 31 décembre 2019 à un montant de 426 690 millions de dollars, (2018 : 426 690 millions de dollars).

(c) Réserve pour Prêts

La variation de la provision de la réserve pour prêts se présente au 31 décembre comme suit :

(En milliers de dollars)

				2019	2018
	Secteur public	Secteur privé	Financement du commerce	Total	Total
Solde au 1 ^{er} janvier	4 768	-	-	4 768	2 451
Dotation au cours de l'année	19 328	24 157	528	44 013	2 418
Réintégration au cours de l'année	(2 409)	-	-	(2 409)	(101)
Solde au 31 décembre	21 687	24 157	528	46 372	4 768

8- Intérêts Nets Courus sur Prêts

Le montant des intérêts nets courus sur les prêts au 31 décembre se résume comme suit :

(En milliers de dollars)

Rubriques	Projets 2019			2018
	Secteur Public	Secteur privé	Total 2019	Total 2018
Intérêts courus sur prêts	74 224	2 551	76 775	76 218
A déduire : les intérêts exclus	(63 266)	--	(63 266)	(61 680)
Intérêts nets courus sur prêts	24 467	2 551	13 509	14 538

9- Autres Actifs

Les autres actifs nets se résument au 31 décembre comme suit :

(En milliers de dollars)

	2019	2018
Taxe sur la Valeur Ajoutée non restituée	1 403	1 646
Autres	2 209	971
Autres actifs (nets)	3 612	2 617



10- Actifs Immobilisés Nets

Les actifs immobilisés nets se présentent au 31 décembre comme suit :

(En milliers de dollars)

	Immeuble	Mobiliers et Matériels	Véhicules	Total
Coût				
Solde 1 ^{er} janvier 2018	22 873	2 188	363	25 424
Acquisitions de l'exercice	39	174	106	319
Solde 1^{er} janvier 2019	22 912	2 362	469	25 743
reclassement	-	-	(11)	(11)
Acquisitions de l'exercice	-	43	-	43
Exclusions de l'exercice	-	(200)	(97)	(297)
Solde 31 décembre 2019	22 912	2 205	361	25 478
Amortissements cumulés				
Solde 1 ^{er} janvier 2018	8 350	1 499	220	10 068
Amortissements de l'exercice	508	239	39	786
Solde 1^{er} janvier 2019	8 858	1 738	259	10 855
Amortissements de l'exercice	512	246	43	801
Exclusions de l'exercice	-	(197)	(97)	(294)
Solde 31 décembre 2019	9 370	1 787	205	11 362
Valeur comptable nette				
Solde 31 décembre 2019	13 542	418	156	14 116
Solde 31 décembre 2018	14 054	625	211	14 890

Le contrat de bail du terrain sur lequel est édifié l'immeuble a été renouvelé pour une période de 30 ans à compter du 01 janvier 2017.

11- Provision pour Indemnités de Fin Service

Le montant des indemnités de fin de service est placé dans un compte séparé de dépôt à terme productif d'intérêt et géré par la BADEA.

12- Capital Souscrit et Libéré

La participation de chaque État membre au capital de la BADEA se présente comme suit au 31 décembre :

En milliers de dollars

PAYS	2019	2018
Royaume Hachémite de Jordanie	8 562	8 562
État des Emirats Arabes Unis	428 095	428 095
Royaume du Bahreïn	8 562	8 562
République Tunisienne	35 674	35 674
République Algérienne Démocratique et Populaire	171 238	171 238
Royaume d'Arabie Saoudite	1 027 429	1 027 429
République du Soudan	8 562	8 562
République Arabe Syrienne	4 757	4 757
République d'Iraq	599 333	599 333
Sultanat d'Oman	51 372	51 365
État de Palestine	8 562	8 562
État de Qatar	342 476	342 476
État de Koweït	627 873	627 873
République Libanaise	28 540	28 540
État de Libye	570 794	570 794,
République Arabe d'Egypte	8 562	8 562
Royaume du Maroc	62 787	62 787
République Islamique de Mauritanie	6 093	6 093
Total	3 999 271	3 999 264

Le Conseil des Gouverneurs de la BADEA a décidé, en date du 2 avril 2013, en vertu de sa Résolution No 4, d'augmenter, à compter de janvier 2014, le capital de la BADEA de 1 400 millions de dollars, soit 50 % de son capital qui s'élève à 2 800 millions de dollars. Sur cette augmentation, une part de 700 millions de dollars est effectuée par transfert de la réserve générale et le reste soit 700 millions de dollars sous forme d'augmentation en numéraire des pays membres, payables en 5 versements annuels égaux, dont le premier est dû en avril 2014. Le capital versé s'élevait au 31 décembre 2019 à 3 999 271 millions de dollars (2018 : 3 999 264 millions de dollars) soit une augmentation de 7000 dollars par rapport à fin décembre 2018, versés par certains pays membres au titre de leurs parts dans l'augmentation du capital.



13- Réserve Générale

Conformément à l'article 36 de l'Accord de Création, le Conseil des Gouverneurs, sur recommandation du Conseil d'Administration, détermine annuellement la part du revenu net à transférer à la réserve générale, au capital ou à tout autre usage conforme avec les objectifs de la BADEA. Aux termes de la décision N° 1 (2) du Conseil des Gouverneurs de la BADEA en date du 10 avril 2019, un montant de 49, 959 millions de dollars (2018 : 271,659 millions de dollars) a été transféré à la réserve générale.

14- Revenu Net des Investissements

Le Revenu net des portefeuilles de titres financiers se présente au 31 décembre comme suit :

(En milliers de dollars)

	2019	2018
Intérêts des titres à revenu fixe	33 485	31 663
Dividendes – Titres actions	18 404	21 513
Marge de profit – Sukuk	10 890	8 177
Revenu du financement du commerce international	192	-
Différence de Change et d'évaluation de dérivés	15 988	22 535
Revenu net de transaction	126 319	86 492
(Pertes) Profit latentes	153 630	(208772)
Honoraires des gestionnaires de portefeuilles	(6 235)	(4 381)
Revenu des dépôts à terme et comptes à vue	13 029	7 252
Revenu net des (Pertes) / investissements	365 702	(35 521)

Les profits/ (Pertes) latents se présentent comme suit :

(En milliers de dollars)

	2019	2018
Profits / (Pertes) latentes des titres actions	112 922	(194 726)
Profits / (Pertes) latentes des titres à revenu fixe	40 708	(14 046)
	153 630	(208 772)

Les intérêts des dépôts à terme et à vue pour les deux années précédentes se présentent, au 31 décembre, comme suit :

(En milliers de dollars)

	Gérés par				Total	
	BADEA		Gestionnaires de portefeuilles			
	2019	2018	2019	2018	2019	2018
Dépôts à terme	12 218	6 854	103	98	12 321	6 952
Comptes à vue	147	174	561	126	708	300
Total	12 365	7 028	664	224	13 029	7 252

15- Trésorerie et Equivalents

Aux fins d'établissement de l'État de Flux de Trésorerie, la trésorerie et équivalents sont constitués au 31 décembre des soldes suivants :

(En milliers de dollars)

	2019	2018
Avoirs en caisse et en banques	1 049	1 436
Dépôts à terme et comptes à vue (échéant dans 3 mois de la date du contrat)	716 175	446 804
	717 224	448 240

16- La Juste Valeur des Actifs et Passifs Financiers

La juste valeur représente le montant pour lequel un actif pourrait être échangé, ou un passif éteint, entre des parties bien informées, consentantes et agissant dans des conditions de concurrence normale et conséquemment, des différences entre la valeur comptable et la juste valeur estimée peuvent apparaître.

La juste valeur des instruments financiers figurant au bilan, à l'exception des prêts, du financement des opérations de commerce extérieur, de la participation au capital d'institutions financières non cotée en bourses, ne diffère pas significativement de la valeur inscrite dans les états financiers. Actuellement, la BADEA ne cède pas ses prêts et avances et ne croit pas à l'existence d'un marché semblable pour ces produits.

Par conséquent, il n'est pas possible du point de vue pratique de déterminer la juste valeur de ces prêts de façon fiable pour l'adopter.

17- Les Instruments Financiers Dérivés

Les directives d'investissement de la BADEA autorisent l'utilisation des instruments financiers dérivés tels que les contrats à terme de gré à gré et normalisés.

Les contrats à terme de gré à gré et normalisés sont des contrats d'achat et de vente de devises, de marchandises ou d'instruments financiers à un prix fixé et dont la livraison et le paiement s'effectueront dans le futur.

Les contrats à terme de gré à gré sont des contrats conçus spécialement et conclus en dehors d'un marché organisé. Par contre, les contrats à terme normalisés sont des contrats standardisés dont les montants sont fixés et conclus dans des marchés réglementés. Les variations de la valeur de ces contrats sont dénouées au jour le jour.

Le tableau suivant résume la juste valeur positive ou négative des instruments financiers dérivés ainsi qu'une analyse des montants notionnels par maturité. Les montants notionnels considérés comme indicateurs du volume des transactions en cours à la fin de l'année, ne reflètent pas nécessairement les flux de trésorerie futurs y afférents.

Par conséquent, ces montants notionnels ne représentent ni une indication de l'exposition de la BADEA au risque de crédit, qui est généralement limité à la juste valeur positive des instruments financiers dérivés, ni aux risques de marché.

(En milliers de dollars)

	Juste Valeur Positive	Juste valeur négative	Total montants notionnels	Montants notionnels par échéances			
				Durant 3 mois	3 à 12 mois	1 à 5 ans	Plus de 5 ans
2019							
Contrats à terme de gré à gré	4 574	15 509	1 719 496	1 652 058	17 216	46 000	4 222
Contrats à terme normalisés	-	-	57 496	57 496	-	-	-
	4 574	15 509	1 776 992	1 709 554	17 216	46 000	4 222
2018							
Contrats à terme de gré à gré	8 836	11 849	1 821 466	1 659 084	99 093	53 048	10 241
Contrats à terme normalisés	-	-	59 496	59 496	-	-	-
	8 836	11 849	1 880 962	1 718 580	99 093	53 048	10 241

18- Gestion des Risques

La politique d'investissement poursuivie par la BADEA, telle qu'édictée par le Conseil d'Administration, considère la BADEA comme une institution de développement spécialisée, et son engagement dans le domaine de l'investissement vise à préserver son capital et accroître ses ressources sans exposer ses actifs à des risques significatifs. De ce fait, la nature de la BADEA exige la poursuite d'une politique d'investissement conservatrice visant la précaution et la prudence afin de minimiser les risques d'investissement, et ce à l'instar des autres institutions de financement du développement. A cet effet, la politique d'investissement de la BADEA s'appuie sur la combinaison des placements sous forme de dépôts bancaires à court terme et en portefeuilles de titres financiers et Sukuk. Les taux de placement dans les dépôts, dans les portefeuilles et dans les Sukuk sont périodiquement révisés à la lumière des développements en cours et prévisibles des marchés financiers.

Risques de conservation

La BADEA a confié la conservation de ses actifs financiers en portefeuilles d'investissement à un dépositaire principal. Ce dernier conserve les investissements en portefeuilles et tient une comptabilité séparée pour chaque portefeuille et dénoue les transactions d'investissement effectuées par les gestionnaires de portefeuilles.

Risques de crédit

Le risque de crédit se définit comme étant l'incapacité de la contrepartie d'honorer ses obligations à l'échéance.

En ce qui concerne les dépôts et les portefeuilles d'investissements détenus aux fins de transaction et disponibles à la vente, le risque de crédit est géré par la mise en place des limites de crédit et des directives d'investissement décidées par le Conseil d'Administration, sur la base de l'évaluation du degré de solvabilité, l'importance de la contrepartie et du pays ou de la monnaie.

La Direction de la BADEA et le Comité d'Investissement créé par le Conseil des Gouverneurs suivent régulièrement ces directives.

La concentration des investissements de la BADEA en titres à revenu fixe au 31 décembre se présente comme suit :

1. Selon la répartition sectorielle des investissements :

(En milliers de dollars)

	2019		2018	
	Montant	Pourcentage	Montant	pourcentage
Gouvernements	1 181 475	69%	1 055 071	62%
Sociétés	294 602	17%	401 504	23%
Agences gouvernementales	84 699	5%	98 337	6%
Organisations supranationales	144 673	9%	147 142	9%
Total	1 705 449	100%	1 702 054	100%

2. Selon la répartition géographique des investissements :

(En milliers de dollars)

	2019		2018	
	Montant	Pourcentage	Montant	pourcentage
États Unis d'Amérique et Canada	846 580	50%	847 605	50%
Europe	300 281	18%	349 248	20%
Japon	138 041	8%	97 690	6%
Asie du Sud-Est	73 998	4%	50 183	3%
Autres	346 549	20%	357 328	21%
Total	1 705 449	100%	1 702 054	100%



3. Selon les notations financières des investissements attribuées par L'agence de notation Standards and Pools :

(En milliers de dollars)

	2019		2018	
	Montant	pourcentage	Montant	pourcentage
AAA	264 632	16%	367 918	21%
AA	907 991	53%	873 393	51%
A	193 803	11%	166 159	10%
BBB	165 523	10%	133 802	8%
Autres	173 500	10%	160 782	10%
Total	1 705 449	100%	1 702 054	100%

Le programme de prêts de la BADEA vise à appuyer les programmes de développement des pays africains non arabes, les requêtes de financement étant soumises à l'étude et à l'approbation de la BADEA.

Ledit programme de prêts comprend l'octroi de crédits aux gouvernements des pays ou sous leur garantie. Ces prêts sont considérés comme souverains. La BADEA contrôle d'une manière régulière le remboursement des échéances, suspend l'octroi de prêts pour les emprunteurs accumulant des arriérés et prépare des rapports périodiques sur la situation du recouvrement de tous les prêts. Le programme de prêts comprend également le financement du secteur privé et des exportations arabes vers les pays africains non arabes.

Le tableau ci-après donne le détail des prêts accordés aux pays au 31 décembre 2019 :

(En milliers de dollars)

Pays	Nbre de prêts	Total des prêts *	prêts non signés	Prêts non effectifs	Prêts non décaissés	Solde 2019	%	Solde 2018
Angola	5	19 950	19 950	-	-	-	-	-
Bénin	30	114 070	-	-	57 156	56 914	3,24	56 964
Botswana	16	19 688	-	-	1 160	18 528	1,05	16 035
Burundi	16	90 183	-	7 000	48 031	35 152	2,00	34 214
Burkina Faso	37	198 184	-	20 000	67 957	110 227	6,27	95 975
R. Centrafricaine	9	38 230	-	-	32 225	6 005	0,34	5 456
Tchad	23	141 788	-	-	81 411	60 377	3,44	54 910
Cameroun	17	100 606	12 000	-	43 793	44 813	2,55	44 583
Congo	7	34 710	-	-	20 915	13 795	0,79	13 795
R.D du Congo	9	60 894	-	-	22 258	38 636	2,20	35 248
Comores	4	17 807	-	-	-	17 807	1,01	17 807
Cap Vert	22	98 292	16 500	-	37 549	44 243	2,52	43 535
Guinée Equatoriale	5	94	-	-	-	94	0,01	195
Erythrée	4	20 370	-	-	3 366	17 004	0,97	17 004
Ethiopie	22	186 183	-	20 000	68 547	97 636	5,56	94 616
Gabon	2	1 542	-	-	-	1 542	0,09	1 571
Ghana	24	71 000	13 500	-	9 536	47 964	2,73	47 698
Gambie	22	74 129	-	10 000	10 627	53 502	3,04	48 651
Guinée Bissau	5	16 638	-	-	11 000	5 638	0,32	5 828
Guinée	30	145 592	9 000	15 000	52 169	69 423	3,95	60 296



Pays	Nbre de prêts	Total des prêts *	prêts non signés	Prêts non effectifs	Prêts non décaissés	Solde 2019	%	Solde 2018
Côte d'Ivoire	18	116 061	-	-	57 892	58 169	3,31	54 922
Kenya	21	116 616	15 000	-	63 950	37 666	2,14	37 546
Libéria	6	30 897	-	-	11 804	19 093	1,09	16 745
Lesotho	17	54 402	-	-	14 403	39 999	2,28	38 787
Madagascar	23	78 432	-	20 000	19 133	39 299	2,24	39 928
Malawi	12	81 859	-	-	25 221	56 638	3,22	51 228
Ile Maurice	13	28 833	-	-	27 153	1 680	0,10	1 563
Mali	33	136 587	40 000	-	30 422	66 165	3,77	68 825
Mozambique	35	162 674	-	-	66 582	96 092	5,47	96 299
Namibie	5	14 550	-	-	6 700	7 850	0,45	8 502
Nigéria	1	8 000	-	-	2 118	5 882	0,33	5 882
Niger	24	129 989	20 000	-	47 428	62 561	3,56	49 803
Rwanda	21	114 300	2 000	-	41 171	71 129	4,05	57 449
Sénégal	45	172 890	-	-	53 976	118 914	6,77	116 138
Seychelles	12	34 138	-	-	14 518	19 620	1,12	18 638
Sierra Léone	14	79 857	-	20 000	6 018	53 839	3,06	50 896
Sao Tome Principe	9	26 135	-	7 800	7 539	10 796	0,61	10 926
Swaziland	9	54 317	15 000	-	14 846	24 471	1,39	25 729
Tanzanie	23	155 382	-	24 000	53 156	78 226	4,45	74 453
Togo	10	53 851	-	-	27 764	26 087	1,48	23 830
Ouganda	18	103 471	15 000	-	25 208	63 263	3,60	52 009
Zambie	13	65 206	-	-	30 961	34 245	1,95	32 434

Pays	Nbre de prêts	Total des prêts *	prêts non signés	Prêts non effectifs	Prêts non décaissés	Solde 2019	%	Solde 2018
Zimbabwe	9	17 589	-	-	6 391	11 198	0,64	13 125
Autres pays	7	17 034	2 000	-	-	15 034	0,86	17 801
Total Secteur Public	707	3 303 020	166 450	157 300	1 222 054	1 757 216	100	1 657 839
BOAD	2	15 000	-	-	10 000	5 000	4,86	-
ECOBANK	1	10 000	10 000	-	-	-	-	-
EADB	2	30 286	20 000	-	3	10 283	9,99	11 997
BRD	1	10 833	-	-	-	10 833	10,53	12 500
BDEAC	1	15 000	-	-	-	15 000	14,58	9 000
PTA BANK	1	15 000	-	-	-	15 000	14,58	5 000
SONIBANK	1	5 000	5 000	-	-	-	-	-
TIB	1	9 318	-	-	7 500	1 818	1,77	2 500
UDBL	2	15 625	10 000	-	-	5 625	5,47	5 782
BIDC CEDEAO	1	15 000	-	-	-	15 000	14,58	15 000
LBDI	1	5 000	-	-	900	4 100	3,98	1 500
CNCAS	1	10 000	-	-	7 000	3 000	2,92	3 000
BMS	1	15 000	-	-	-	15 000	14,58	15 000
BDM	1	-	-	-	-	-	-	4 000
SODECOTON	1	10 000	-	-	10 000	-	-	-
HFC	1	15 000	-	-	12 750	2 250	2,19	2 250
NORSAD	1	15 000	15 000	-	-	-	-	-
ACCESS BANK GHANA	1	10 000	10 000	-	-	-	-	-
TAMWEEL AFRICA HOLDING	1	15 000	-	15 000	-	-	-	-



Pays	Nbre de prêts	Total des prêts *	prêts non signés	Prêts non effectifs	Prêts non décaissés	Solde 2019	%	Solde 2018
SONACOS/ITFC	1	87	-	-	87	-	-	9 913
RAW BANK	1	15 000	-	15 000	-	-	-	-
CORIS BANK INTERNATIONAL	1	15 000	-	15 000	-	-	-	-
STERLING BANK PLC	1	15 000	-	15 000	-	-	-	-
BRM	1	10 000	-	10 000	-	-	-	-
BNI	1	10 000	10 000	-	-	-	-	-
Sté Station ECOA Power Reserve Redstone pour l'énergie solaire limited, Afrique du Sud	1	40 000	40 000	-	-	-	-	-
Nouvelle Société Hydroélectrique de l'ONEF NEHO, Madagascar	1	40 000	40 000	-	-	-	-	-
Total Secteur Privé	30	381 149	160 000	70 000	48 240	102 909	100	97 442
Total public et privé	737	3 684 169	326 450	227 300	1 270 294	1 860 125	-	1 755 281
A déduire la provision pour les prêts publics et privés	-	-	-	-	-	(45 844)	-	(4 768)
Total public et privé après provision	-	-	-	-	-	1 814 281	-	1 750 513

La BADEA assure le suivi du remboursement des montants dus par les pays emprunteurs et évalue la situation de remboursement conformément à la Résolution du Conseil des Gouverneurs (N° 21-3 de l'année 2019) en appliquant la politique de provision pour les prêts pour le secteur public, et la résolution N° 9 de l'année 2019 décidant de la politique de provision pour les prêts pour le secteur privé et le financement du commerce.

Le tableau suivant met en exergue le degré de régularité des pays dans le remboursement des montants dus, au 31 décembre 2019 :

(En milliers de dollars)

31 Décembre 2019	Nombre de pays	Prêts pour projets	Prêts FASAA	Total 2018	Nbre d'institutions	Prêts pour le secteur privé
(a) Pays effectuant des paiements réguliers¹						
Sans arriérés	17	799 884	-	799 884	19	70 677
Arriérés de moins d'un an	8	369 571	3 133	372 704	7	8 075
Arriérés de plus d'un an et de moins de deux ans	-	-	-	-	2	-
Sous-total	25	1 169 455	3 133	1 172 588	28	78 752
(b) Pays ayant des arrangements de remboursement des arriérés et effectuant des paiements réguliers						
Sans arriérés	10	462 602	6 897	469 499	-	--
Arriérés de moins d'un an	3	55 063	4 280	59 343	-	--
Sous-total	13	517 665	11 177	528 842	-	--
(c) Pays ayant des arrangements de remboursement des arriérés et n'effectuant pas des paiements réguliers						
Arriérés de plus d'un an et moins de deux ans	2	17 368	50	17 418	-	-
Arriérés de deux ans et plus	2	11 167	5 514	16 681	-	-
Sous-total	4	28 535	5 564	34 099	-	-
d) Pays n'ayant pas des arrangements de remboursement des arriérés et n'effectuant pas des paiements réguliers						
Arriérés de plus de deux ans	1	-	--	-	-	-
Sous-total	1	-	--	-	-	-
Total général 2019	43	1 715 655	19 874	1 735 529	28	78 752



31 Décembre 2018	Nombre de pays	Prêts pour projets	Prêts FASAA	Total 2018	Nbre d'institutions	Prêts pour le secteur privé
(a) Pays effectuant des paiements réguliers						
Sans arriérés	19	981 502	3 133	984 635	24	79 442
Arriérés de moins d'un an	7	198 598	-	198 598	2	18 000
Sous-total	26	1 180 100	3 133	1 183 233	26	97 442
(b) Pays ayant des arrangements de remboursement des arriérés et effectuant des paiements réguliers						
Sans arriérés	10	380 177	8 554	388 731	-	-
Arriérés de moins d'un an	3	36 030	3 547	39 577	-	-
Sous-total	13	416 207	12 101	428 308	-	-
(c) Pays ayant des arrangements de remboursement des arriérés et n'effectuant pas des paiements réguliers						
Arriérés de plus d'un an et moins de deux ans	-	-	-	-	-	-
Arriérés de deux ans et plus	3	30 204	10 467	40 671	-	-
Sous-total	3	30 204	10 467	40 671	-	-
(d) Pays n'ayant pas des arrangements de remboursement des arriérés et n'effectuant pas des paiements réguliers						
Arriérés de plus de deux ans	1	859	-	859	-	-
Sous-total	1	859	-	859	-	-
Total général 2019	43	1 627 370	25 701	1 653 071	26	97 442

a) Risques de fluctuation des cours des actions

Le risque de fluctuation des prix des actions comprend le risque de variation des prix des actions cotées sur les marchés financiers. La Banque établit des directives appropriées pour l'investissement en titres -actions.

La concentration des investissements de la BADEA en titres-actions au 31 décembre se présente comme suit :

1). Selon la répartition sectorielle des investissements :

(En milliers de dollars)

	2019		2018	
	Montant	Pourcentage	Montant	Pourcentage
Biens de consommation	149 543	19%	159 602	18%
Energie	40 355	5%	51 814	6%
Institutions financières	145 920	18%	169 818	19%
Santé	107 198	14%	137 639	16%
Industrie	86 929	11%	91 133	10%
Technologies de l'information	144 959	18%	153 585	18%
Matériaux	33 901	4%	45 398	5%
Télécommunications	65 318	8%	43 823	5%
Services publics	25 449	3%	30 320	3%
Total	799 572	100	883 132	100

2) Selon la répartition géographique des investissements :

(En milliers de dollars)

	2019		2018	
	Montant	Pourcentage	Montant	Pourcentage
États Unis d'Amérique et Canada	514 904	64%	570 018	64%
Europe	182 159	23%	212 998	24%
Japon	61 014	8%	59 824	7%
Asie du Sud-Est	23 328	3%	25 999	3%
Autres	18 167	2%	14 293	2%
Total	799 572	100%	883 132	100%

Risque de Liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la BADEA soit dans l'incapacité de faire face aux exigences de financement et plus particulièrement à ses engagements de prêts.

La BADEA dispose d'une couverture financière suffisante à l'effet d'honorer ses obligations à la date de leur exigibilité.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt se définit comme l'impact potentiel des fluctuations futures du taux d'intérêt sur la situation financière et les flux de trésorerie de la BADEA. Les fluctuations du taux d'intérêt peuvent engendrer une augmentation du revenu provenant des intérêts comme elles peuvent le réduire dans le cas de variations imprévues.

En ce qui concerne les dépôts et les titres financiers à revenu fixe et SUKUK, la BADEA a pour objectif principal de sécuriser ses actifs et d'assurer leur liquidité. A la lumière de ces paramètres, la BADEA cherche à réaliser le revenu le plus élevé possible. Les performances sont contrôlées régulièrement et des ajustements des composantes des portefeuilles sont effectués en fonction de l'évolution du marché.

S'agissant des prêts et du financement des opérations de commerce extérieur, le taux d'intérêt est fixé par le Conseil d'Administration indépendamment des mouvements du marché et selon des niveaux compatibles avec les orientations stratégiques de la BADEA et dans les limites de ses objectifs de développement.

e) Risque de change :

Le risque de change se définit comme le risque de variation potentiel des cours des devises et son effet sur la situation financière et les flux de trésorerie de la Banque. La BADEA a établi des critères relatifs aux monnaies étrangères permises dans les transactions ainsi que leur composition en pourcentage et les suit régulièrement. La BADEA utilise pour ses opérations de prêts et de placements bancaires le dollar américain.

Concernant les portefeuilles d'investissements détenus aux fins de transaction, la BADEA permet l'utilisation d'un nombre limité de monnaies. Cependant, le dollar américain constitue la monnaie principale vu qu'elle doit représenter pas moins de 65% de la valeur totale du portefeuille y compris les instruments financiers dérivés.



L'analyse qui suit montre la composition des actifs et passifs par monnaies au 31 décembre :

(En milliers de dollars)

2019	Monnaies				Total	% du US\$
	US\$	Euro	GBP	Autres		
Total Actifs	4 248 266	385 496	111 244	459 947	5 204 953	82%
Total Passifs	71 652	-	-	-	71 652	100%
2018						
Total Actifs	3 978 074	412 292	125 627	379 053	4 895 046	81%
Total Passifs	68 836	-	-	-	68 836	100%

19- Immunité fiscale

Aux termes de l'article 40 de l'Accord de création, la BADEA est exonérée de tous impôts et taxes sur les territoires des pays membres. Elle est également exonérée des restrictions sur l'importation des effets nécessaires pour son travail et des droits de douane y afférent. Cependant, cette exonération ne couvre pas les taxes payables contre services effectivement rendus à la BADEA. Par ailleurs, la BADEA est exonérée de toute responsabilité concernant la collecte ou le paiement d'impôts ou taxes.

20- Engagements de Capital et Autres Engagements

a) Engagements au titre des prêts et dons

Tous les prêts et dons sont régis par les Accords de Prêts et les Lettres d'Accords conclus avec les pays souverains bénéficiaires.

Le montant total des engagements ne représente pas nécessairement les besoins futurs de liquidité du fait que certains engagements ne deviennent pas effectifs en raison de la non signature des accords ou de leur annulation ou du non accomplissement des conditions d'entrée en vigueur.

Le détail de ces engagements se présente comme suit au 31 décembre :

(En milliers de dollars)

	2019			2018
	Secteur public	Secteur privé	Total	
Prêts non signés (Note 18)	166 450	160 000	326 450	210 450
Prêts non entrés en vigueur (Note 18)	157 300	70 000	227 300	240 850
Prêts non décaissés (Note 18)	1 222 054	48 240	1 270 294	1 263 077
Dons non décaissés	35 255	-	35 255	33 899
Total	1 581 059	278 240	1 859 299	1 748 276

b) Programme de financement du commerce

Un montant de 250 millions de dollars été alloué au Programme de financement des exportations arabes vers les pays africains au titre de l'année 2019 (2018 : 225 millions de dollars).

Le montant des engagements s'est élevé à 993 millions de dollars après deduction des annulations pour 32 millions de dollars au cours de l'année, (2018 : 755 millions de dollars) et les accords de prêt non signés ont été de 425 millions de dollars (2018 : 285 millions de dollars).

c) Autres engagements

Au 31 décembre 2019, la BADEA s'est engagée à verser un montant de 46,603 millions de dollars (2018 : 6 millions de dollars), restant à verser de sa participation au capital d'AFREXIMBANK dès que l'appel est annoncé aux actionnaires (cf. note N° 4).

21- Approbation du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration a recommandé, en date du 26 Février 2019, la soumission des présents états financiers au Conseil des Gouverneurs pour leur approbation finale.



ANNEXES

Annexes

Annexes

Annexes

Annexes

Annexes





ANNEXE I

Evolution des Opérations de Financement (1975 - 2019)

(\$ million)

Libelle	1975 - 2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	Total
Nombre de prêts des projets approuvés	566	20	18	16	16	14	14	664
Nombre des crédits approuvés	32	2	1	-	-	1	-	36
Nombre d'opérations du programme spécial	14	-	-	-	-	-	-	14
Nombre d'opérations du secteur privé	-	-	4	8	8	8	3	31
Nombre d'opérations d'assistance technique approuvées ⁽¹⁾	591	29	35	41	40	45	43	824
Nombre de prêts FASAA	59	-	-	-	-	-	-	59
Nombre d'accords signés	566	17	25	12	32	25	13	690
Nombre d'accords de prêts entrés en vigueur	528	22	30	11	28	24	15	658
Assistances techniques imputées sur les revenus ⁽²⁾ (millions \$)	91,459	6,689	6,140	8,442	5,454	7,067	7,808	133,059
Assistances techniques imputées sur les revenus par l'année d'approbation (millions \$)	104,966	5,485	5,913	6,101	5,637	3,668	1,289	133,059
Total des engagements d'assistance technique (millions \$)	142,713	8,000	10,000	10,000	9,555	9,950	9,960	200,178
Dons et études de faisabilité annulés (millions \$)	28,230	0,490	0,579	0,129	0,356	0,061	-	29,845
Engagements de la BADEA – secteur public	4,329,883	200,000	210,000	220,000	229,555	239,950	249,960	5,679,348
Engagements de la BADEA – secteur privé	-	-	50,000	86,000	100,000	100,000	100,000	436,000
Engagements annulés (millions \$) ⁽³⁾	829,054	1,637	28,579	12,129	6,356	5,061	-	882,816
Prêts de la BADEA (millions \$)	3,456,206	192,000	200,000	210,000	220,000	230,000	240,000	4,748,206
Prêts de la BADEA y compris l'assistance technique (millions \$)	3,500,829	198,363	231,421	293,871	323,199	334,889	349,960	5,232,532
Prêts FASAA (millions \$)	214,244	-	-	-	-	-	-	214,244
Décaissements FASAA (millions \$)	214,244	-	-	-	-	-	-	214,244
Décaissements de la BADEA (millions \$)	2,313,389	127,829	139,621	121,250	143,350	213,275	181,460	3,240,174
Capital libéré (millions \$)	2,800,000	775,405	120,613	101,743	101,211	100,292	0,007	3,999,271

ANNEXE II**Répartition des Engagements Nets par Pays Bénéficiaires (1975 - 2019)**

Pays	1975 - 2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	Total
Ethiopie	131,148	9,983	13,250	15,000	20,001	-	20,050	209,432
Erythrée	28,340	0,029	-	-	-	-	-	28,369
R, Centrafricaine	30,093	-	-	0,050	13,000	-	0,142	43,285
Angola	10,146	-	-	-	19,950	-	0,130	30,226
Bénin	112,248	9,091.6	10,000	-	-	-	40,000	171,340
Botswana	81,033	-	-	-	-	-	-	81,033
Burkina Faso	179,389	20,109.1	9,400	19,000	12,307	40,500	-	280,705
Burundi	66,079	0,281.1	11,600	-	15,000	15,574	7,350	115,884
Tchad	111,473	-	10,271	19,686	15,503	20,014	0,364	177,311
Tanzanie	133,137	11,816	-	10,571.3	-	0,300	13,830	169,654
Togo	46,710	10,013	9,023	-	-	0,033	-	65,779
Gabon	9,208	-	-	0,061	0,002	0,350	-	9,621
Gambie	87,519	7,000	10,034	-	-	0,500	10,000	115,053
Cap Vert	91,010	0,018	12,000	-	13,522	10,000	16,500	143,050
Rwanda	102,392	11,206	15,000	-	-	-	22,320	150,918
Zambie	73,124	-	-	10,000	-	-	-	83,124
Zimbabwe	50,944	3,000	-	-	-	-	-	53,944
Sao Tomé &Principe	11,902	7,532	7,922	-	-	-	-	27,356
Sénégal	222,429	11,155.1	10,032	9,000	13,500	11,500	0,350	277,966
Swaziland	44,440	-	0,291	10,000	15,000	-	-	69,731
Sierra Leone	67,826	-	-	-	0,450	-	20,500	88,776
Seychelles	37,706	6,505.5	11,000	0,099	-	-	-	55,311
Ghana	142,985	-	-	-	-	13,500	-	156,485
Guinée	159,953	11,662.1	0,012	20,178	16,000	15,650	9,710	233,165
Guinée Equatoriale	8,667	-	-	-	-	-	-	8,667
Guinée Bissau	10,530	0,062.1	0,120	-	11,218	-	-	21,930
Cameroun	110,811	11,300	12,000	-	12,338	-	-	146,449
Congo	46,123	10,000	-	-	-	-	-	56,123
Congo (Démocratique)	56,331	10,062.1	-	-	-	-	-	66,393
Côte d'Ivoire	97,937	10,041	12,450	0,350	20,275	0,300	0,450	141,893
Kenya	118,051	-	10,000	11,000	-	15,320	-	154,371
Liberia	7,051	10,000	-	12,000	-	-	-	29,051
Lesotho	77,110	-	-	-	14,000	-	-	91,110
Mali	157,243	0,400	0,150	20,000	-	0,300	40,360	218,453
Madagascar	95,579	11,015	10,050	0,500	0,008	0,083	20,000	137,235
Malawi	86,603	0,005.5	-	-	-	10,250	-	96,859
Maurice	67,309	0,035.5	-	-	-	20,000	-	87,345
Mozambique	186,034	9,900	13,080	10,450	-	20,280	-	239,744
Namibie	25,147	-	-	-	-	-	0,500	25,647
Niger	90,313	0,062.8	0,119	20,630	10,370	20,981	20,000	162,476
Nigéria	8,000	-	-	-	-	-	-	8,000
Ouganda	87,176	0,040	15,096	11,500	-	15,000	0,270	129,082
Comores	7,996	-	-	-	-	-	-	7,996
Groupe de pays (secteur privé)	20,000	-	-	-	-	-	2,000	22,000
Secteur privé	-	-	22,000	86,000	94,000	100,000	100,000	402,000
Organisations	0,618	0,552.5	0,608	1,694.7	1,118	0,894	3,647	9,132.2
Dons déduits des revenus	104,966	5,485	5,913	6,101	5,637	3,560	1,397	133,059
Total	3,500,829	198,363	231,421	293,871	323,199	334,889	349,960	5,232,532

ANNEXE III

Résumé de la Répartition Sectorielle Annuelle des Engagements Nets (1975 - 2019)

(Millions \$)

Année	Infrastructures et environnement		Agriculture et développement rural		Industrie		Energie		Programme spécial		Secteur social		Secteur privé *		Assistance technique		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
1975 - 2013	1,895,015	54.13	862,004	24.62	51,529	1.47	172,469	4.93	12,635	0.36	282,999	8.08	111,714	3.19	112,464	3.21	3 500,829	100.00
2014	109,453	55.18	43,500	21.93							32,900	16.59	5,000	2.52	7,510	3.79	198363	100.00
2015	112,800	48.74	35,600	15.38							46,600	20.14	27,000	11.67	9,421	4.07	231421	100.00
2016	108,500	36.92	49,000	16.67							40,500	13.78	86,000	29.26	9,871	3.36	293871	100.00
2017	126,500	39.14	38,500	11.91			11,000	3.40			44,000	13.61	94,000	29.08	9,199	2.85	323199	100.00
2018	98,000	29.26	73,500	21.95							53,500	15.98	100,000	29.86	9,889	2.95	334889	100.00
2019	107,000	30.57	55,500	15.86							77,500	22.15	100,000	28.57	9,960	2.85	349960	100.00
Total	2 557,268	48.87	1157604	22.12	51,529	0.98	183469	3.51	12,635	0.24	577999	11.05	523714	10.01	168314	3.22	5 232,532	100.00

ANNEXE IV**Répartition Sous- sectorielle des Engagements Nets (1975 - 2019)**

(\$ Million)

Secteur	1975 - 2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	Total
Infrastructure de base :								
Routes	1,165,664	41,000	60,000	98,500	64,000	78,000	87,000	1,594,164
Transport ferroviaire	30,796							30,796
Transport fluvial	18,245							18,245
Transport aérien	138,599	10,000						148,599
Télécommunications	20,928							20,928
Adduction d'eau et assainissement	355,737	39,500	41,800		42,500	20,000		499,537
Barrages et ponts	107,807	11,600					20,000	139,407
Services publics	57,239	7,353	11,000	10,000	20,000			105,592
Total partiel	1,895,015	109,453	112,800	108,500	126,500	98,000	107,000	2,557,268
Agriculture et développement rural :								
Agriculture et développement rural	466,735	43,500	35,600	49,000	38,500	73,500	55,500	762,335
Production alimentaire	238,275							238,275
Elevage et aviculture	43,221							43,221
Pêche	70,524							70,524
Agro-alimentaire	23,749							23,749
Développement forestier	19,500							19,500
Total partiel	862,004	43,500	35,600	49,000	38,500	73,500	55,500	1,157,604
Industrie :								
Matériaux de construction	48,407							48,407
Industrie chimique	3,122							3,122
Total partiel	51,529							51,529
Energie : Transport - production électricité	172,469				11,000			183,469
Secteur social :	282,999	32,900	46,600	40,500	44,000	53,500	77,500	577,999
Secteur privé :	111,714	5,000	27,000	86,000	94,000	100,000	100,000	523,714
Programme special : Aide d'urgence	12,635							12,635
Assistance Technique								
Pays	6,880	1,472.5	2,900	2,075.3	2,444	5,327	5,024	26,123
Organisations	0,618	0,552.5	0,608	1,694.7	1,118	0,894	3,647	9,132
Dons imputés sur les revenus	104,966	5,485	5,913	6,101	5,637	3,668	1,289	133,059
Total partiel	112,464	7,510	9,421	9,871	9,199	9,889	9,960	168,314
Total général	3,500,829	198,363	231,421	293,871	323,199	334,889	349,960	5,232,532



ANNEXE V

Etat des Souscriptions au Capital et Droits de Vote des Etats Membres de la BADEA jusqu'au 31/12/2019

Pays membres	Souscriptions			nombre de voix	
	Total du capital versé	Nombre d'actions	% du Total	Nombre d'actions	% du Total
Royaume Hachémite de Jordanie	8.562	85.62	0.22	285.62	0.66
Etat des Emirats Arabes Unis	428.095	4,280.95	10.70	4,480.95	10.28
Royaume de Bahreïn	8.562	85.62	0.22	285.62	0.66
République Tunisienne	35.674	356.74	0.89	556.74	1.28
République Algérienne Démocratique Populaire	171.238	1,712.38	4.28	1,912.38	4.39
Royaume d'Arabie Saoudite	1,027.429	10,274.29	25.69	10,474.29	24.03
République du Soudan	8.562	85.62	0.22	285.62	0.65
République Arabe Syrienne	4.757	47.57	0.12	247.57	0.57
République d'Iraq	599.333	5,993.33	14.99	6,193.33	14.21
Sultanat d'Oman	51.372	513.72	1.29	713,72	1.64
Etat de Palestine	8.562	85.62	0.21	285.62	0.65
Etat du Qatar	342.476	3,424.76	8.56	3,624.76	8.31
Etat du Koweït	627.873	6,278.73	15.70	6,478.73	14.86
République Libanaise	28.540	285.40	0.71	485.40	1.11
Etat de Libye	570.794	5,707.94	14.27	5,907.94	13.55
République Arabe d'Egypte	8.562	85.62	0.21	285.62	0.65
Royaume du Maroc	62.787	627.87	1.57	827.87	1.90
République Islamique de Mauritanie	6.093	60.93	0.15	260.93	0.60
Total	3,999.271	39,992.71	100.00	43,592.71	100.00





SIEGE:

Avenue Abdel Rahman El Mahdi
B.P. 2640 - Khartoum 11111, Soudan
Tél. : +249-183-773646/773709
Fax : +249-183-770498/770600
E-mail: badea@badea.org
Site web: www.badea.org

BUREAU DU CAIRE :

72 B, El-Maahad El-Eshteraky
Heliopolis - Le Caire - Egypte
Tél. : (+202) 24175501
Fax : (+202) 24175501
Boite Postale: 11341



**Design and Technical
Procedures & Printing**



www.badea.org

#BADEAbank

